

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 61

AVRIL 1990

SOMMAIRE

- ❑ SOUSCRIPTION POUR TRANSFORMER L'INSTITUT KURDE EN UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE
 - ❑ TURQUIE : UN DECRET-LOI OFFICIALISE LE REGNE DE L'ARBITRAIRE AU KURDISTAN DE TURQUIE
 - ❑ LAUSANNE : UN SYMPOSIUM SUR LE PEUPLE KURDE
 - ❑ COPENHAGUE : UNE CONFERENCE DE *HELSINKI WATCH* SUR LE SORT DES MINORITES EN EUROPE
 - ❑ PRIX NOUREDDINE ZAZA 1990 DECERNE A MARC KRAVETZ
 - ❑ STOCKHOLM : COLLOQUE LINGUISTIQUE KURDE
 - ❑ CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DE BOURSIERS KURDES
 - ❑ EN BREF, LA REVUE DE PRESSE
-

SOUS CRIPTION POUR TRANSFORMER L'INSTITUT KURDE EN UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

Depuis février 1983 existe à Paris un Institut Kurde. Fondé par des artistes et intellectuels kurdes de renom, cet organisme se charge de coordonner les efforts pour la sauvegarde et la diffusion de la culture kurde.

En sept ans d'existence, l'Institut a pu rassembler une partie des archives relatives à l'histoire kurde et mettre sur pied une bibliothèque qui est, dans sa spécialité, la plus riche du monde occidental. Ouverte au public cinq jours par semaine, de 10h à 18 h,

elle est fréquentée par des chercheurs, étudiants et journalistes d'Europe, d'Amérique et du Proche-Orient. L'Institut élabore d'autre part un dictionnaire kurde-français de 55 000 mots, édite une revue littéraire «*Hêvi*» (Espoir) et une revue d'études «*Studia Kurdica*» paraissant en anglais/français, arabe, persan et turc, un magazine linguistique *Kurmancî* pour le grand public kurdophone, ainsi qu'un bulletin d'information mensuel (en allemand, anglais, espagnol, français, kurde et turc) comprenant une large revue de la presse internationale sur

les Kurdes et diffusé dans 84 pays, notamment auprès des bibliothèques universitaires et centres de recherche, pour lesquels il représente souvent l'unique source régulière sur l'actualité kurde. L'Institut a également édité des livres, des manuels de langue, des cartes géographiques, des cassettes de musique traditionnelle kurde, des vidéo-films en langue kurde, en français et en anglais, et organisé une série de manifestations artistiques et culturelles à l'intention du public européen: expositions de peinture et de photographies en France, en R.F.A. et en Italie, concerts de musique à Paris, et dans toutes les provinces françaises ainsi qu'à Berlin, Bruxelles, Venise, Padoue, conférences d'initiation à la culture kurde, etc... Enfin, dans le domaine de la formation, l'Institut a jusqu'ici recruté par voie de concours 128 jeunes Kurdes pour qui il a obtenu des bourses d'études universitaires dans plusieurs pays d'Europe. Elle a récemment réuni à Paris, sous la présidence de Mme Danielle MITTERRAND, une Conférence internationale sur le thème: «Les Kurdes, identité culturelle et droits de l'homme», qui a rassemblé toutes les composantes du peuple kurde et de personnalités de 32 pays. Cette conférence, première de son genre, a rencontré un large écho dans la presse internationale.

Cette présence culturelle à Paris est très précieuse pour un peuple de vingt cinq millions, sans voix sur la scène internationale parce qu'il est écartelé, sans Etat, et parce qu'il refuse, par principe et par tradition, de pratiquer le terrorisme pour se faire entendre. Elle permet aussi à la communauté kurde de France (qui compte plus de 70000 travailleurs immigrés et réfugiés) et d'Europe occidentale (environ 600 000 personnes) d'avoir une institution apolitique, non partisane, ouverte à tous et dispensant à tous, sans discrimination ni exclusive, son concours et ses conseils dans les domaines administratif, juridique, éducatif et social.

La présence de cet unique institut culturel kurde du monde dans la capitale des arts et de la culture que se veut Paris est également utile à la France et à l'Europe démocratique. De ce fait, l'Institut bénéficie de subventions des ministères français de la Culture, de la Recherche et des Affaires sociales ainsi que de contributions de la C.E.E. Cependant ces subventions qui, au total représentent les deux tiers du budget annuel de l'Institut restent très précaires. On se souvient qu'à la suite d'un changement politique intervenu en mars 1986, le gouvernement français de Monsieur CHIRAC, sous les pressions turco-

irakiennes, avait privé l'Institut Kurde de subventions publiques dans la période de 1986-1988, mettant ainsi son existence même en péril.

Pour pérenniser son action et la mettre à l'abri des aléas politiques, l'Institut Kurde doit, avec l'aide des Kurdes et de leurs amis sympathisants, accéder à l'auto-suffisance financière. L'objectif est de trouver les moyens de devenir une fondation. A cette fin, dans un premier temps, il avait ouvert en mars 1987 une souscription en vue de l'acquisition de son immeuble dont le loyer grévait lourdement son budget. Grâce à la participation massive de la diaspora kurde et au soutien de la Fondation Danielle Mitterrand, l'Institut a pu collecter la somme requise et acheter dès octobre 1987 ses locaux de la rue La Fayette (278 m² répartis sur 3 niveaux).

La deuxième étape de cet effort d'auto-financement est de constituer, par souscription, une dotation en capital de 5 à 6 millions de francs français en vue de transformer l'Institut en une fondation reconnue d'utilité publique. Cette dotation initiale indispensable pour obtenir le statut juridique de fondation sera progressivement augmentée dans les années à venir afin de permettre à l'Institut Kurde d'assurer son fonctionnement minimal grâce au revenu de ce capital quelle que soit la conjoncture politique. Pour réunir ce capital de base l'Institut Kurde lance une nouvelle souscription ouverte aux Kurdes et à tous les amis et sympathisants du peuple kurde. Notre objectif est de collecter la moitié de la dotation initiale requise, soit environ 3000000 FF en France auprès des pouvoirs publics, des organismes privés et de particuliers. L'autre moitié doit être trouvée dans d'autres pays auprès des gouvernements et organismes attachés au développement culturel et à la défense des droits de l'homme ainsi que dans la communauté kurde. Formée de modestes travailleurs immigrés, très éparpillés à travers l'Europe, celle-ci, malgré sa sympathie pour l'Institut et son attachement à sa culture kurde n'a que de ressources fort limitées. C'est pourquoi nous comptons beaucoup sur la solidarité de tous ceux, gouvernements démocratiques ou particuliers, désirent faire quelque chose d'utile et de durable pour le peuple kurde.

S'il est vrai qu'un peuple privé de sa culture et de sa mémoire ne saurait survivre, en soutenant concrètement l'action de l'Institut pour la défense et la diffusion de la culture kurde on contribue activement à la survie des Kurdes en tant que peuple.

TURQUIE: UN DECRET-LOI OFFICIALISE LE REGNE DE L'ARBITRAIRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

Le Kurdistan turc est plus que jamais une région-régie par l'arbitraire et le non-droit. Depuis 1923 il a au total subi pendant 45 ans la loi martiale. En certaines périodes, le régime turc feignait de donner une certaine légalité à sa répression en l'habillant d'un vernis juridique. Estimant insuffisantes ses propres lois, pourtant très restrictives et antidémocratiques, il vient de placer la majeure partie du Kurdistan turc sous l'autorité absolue du Préfet de la Région d'état d'urgence, pro-consul de fait et désormais *de jure* du Kurdistan dont les actes et les décisions sont sans appel ni recours.

En effet, par un décret ayant force de loi adopté par le Conseil des ministres extraordinaire réuni le 9 avril sous la présidence de Turgut ÖZAL, l'état d'urgence est étendu aux 11 principales provinces kurdes de Turquie placées sous l'autorité unique du Super-Préfet de Diyarbakir. Ce décret-loi n° 413 qui est entré en vigueur le jour même sa publication dans le journal officiel turc comporte notamment les dispositions suivantes:

- pouvoirs discrétionnaires du Super-Préfet de la Région de l'état d'urgence: le Super-Préfet est habilité à déporter toute personne, y compris juges et procureurs et le personnel militaire résidant dans la Région, se livrant à des activités nuisibles à la sécurité générale et à l'ordre public. Les personnes expulsées seront assignées à résidence dans des lieux déterminés par le Ministère de l'Intérieur.

- Toutes les informations concernant la Région d'état d'urgence seront soumises au contrôle de la préfecture de la Région. La diffusion des informations, des photos, des documents, déformant les événements de la Région ou des nouvelles ou commentaires susceptibles de troubler sérieusement l'ordre public dans la Région ou d'émouvoir la population de la Région ou d'empêcher les forces de sécurité d'accomplir convenablement leur devoir sera sanctionnée, en plus des peines prévues par l'article 480 du Code pénal turc, par une amende de 30 à 100 millions de livres turques, (NDT. de 75000 à 250000 FF).

La préfecture de la Région d'état d'urgence peut faire saisir les publications coupables de la diffusion de ces informations quel que soit leur lieu d'impression. Elle peut aussi ordonner la fermeture de leurs impri-

meries qu'elles soient situées dans la Région d'état d'urgence ou hors de celle-ci.

- Dans ses émissions relatives à la Région d'état d'urgence ou susceptibles d'avoir un impact dans cette Région la direction de la radio-télévision turque doit travailler en coordination et en coopération avec le Ministère de l'Intérieur et le Secrétariat Général du Conseil national de sécurité.

- Les décisions prises dans le cadre de l'application de ce décret-loi par le ministre de l'intérieur, les hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur et par le préfet de la Région d'état d'urgence sont sans appel. Aucun recours juridique ou administratif ne peut être introduit contre elles.

- Les indemnités de fonction des personnels militaires, policiers, éducatifs et religieux servant dans la Région seront multipliées par 2 à 5 suivant les grades.

Ce décret-loi inique a été adopté après consultation des chefs des partis politiques représentés au Parlement. Ainsi les critiques formulées par M. Demirel ou M. İnönü contre telle ou telle disposition du décret n'ont guère paru convaincantes aux yeux de l'opinion publique. La presse libérale, gravement menacée dans sa liberté d'informer, a protesté contre l'instauration de la censure sur les événements du Kurdistan, mais sa marge de manoeuvre est des plus réduites. En haussant le ton elle peut tomber sous le coup des mesures très répressives du décret-loi. En particulier la menace de confiscation des imprimeries inquiète sérieusement les éditeurs. Au lendemain de la promulgation du décret-loi, l'imprimerie du quotidien *Hürriyet* qui jusque là tirait l'hebdomadaire *2000' Dogru*, connu pour ses articles et reportages sur les Kurdes, a décidé d'annuler unilatéralement le contrat le liant à cette publication si souvent saisie. Faute de pouvoir trouver un autre imprimeur, celle-ci n'a pas paru pendant 2 semaines.

Dans sa volonté d'imposer à nouveau une chape de plomb aux provinces kurdes, le régime turc n'a même pas jugé utile de consulter son Parlement, sans doute pour éviter tout débat, et les critiques des députés d'origine kurde. Après toute une série de

démarches infructueuses, 18 de ces députés ont entamé le 19 avril un sit-in de 20 heures dans l'hémicycle de l'Assemblée pour demander que le décret-loi soit soumis à l'approbation des parlementaires. Cette action n'a pas eu de suite non plus. Les chefs des principaux partis turcs unis dans une sorte «d'union sacrée» contre les Kurdes semblent peu pressés de croiser le fer avec le gouvernement sur cette question.

Sous couvert de lutte contre la guérilla, la Turquie, par ce décret-loi accentue le fossé séparant le Kurdistan de l'Anatolie turque. Le pays kurde devient de plus en plus une terre d'arbitraire, de terreur et de non droit, alors que les provinces turques sont gouvernées par un Etat de droit et absorbent l'essentiel des investissements économiques du pays. Victime de la misère économique et culturelle, de l'arbitraire et de la terreur des forces de répression turques, souvent prise entre les feux croisés de l'armée et de la guérilla, la population civile kurde fuit massivement vers l'Ouest. A l'heure actuelle plus du tiers de la population kurde de Turquie vit désormais dans les métropoles industrielles turques. Avec environ 1,5 millions d'habitants kurdes Istanbul est devenu la plus grande ville kurde du monde. D'autres métropoles comme Izmir ou Adana comptent probablement plus de Kurdes que les grandes villes du Kurdistan comme Diyarbakir ou Erzeroum. Le dépeuplement affecte particulièrement les zones bordant les frontières de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie où les mesures draconiennes édictées par l'armée empêchent toute vie économique normale. Par ces mesures, la guerre psychologique et les manipulations diverses, les autorités turques cherchent à créer un «cordon sanitaire», une sorte de *no man's land* séparant le Kurdistan turc des Kurdistans irakien, iranien et syrien. Avec des procédés différents, elles veulent obtenir le même résultat, que l'Irak, à savoir la dékurdisation des «régions sensibles» du Kurdistan.

Cependant, l'option militaire semble de moins en moins convaincante pour l'opinion turque dont certains secteurs commencent à demander un règlement du problème kurde. Sous la pression de la base M. İnönü évoque souvent son intention de demander la reconnaissance de la langue kurde. «Nos concitoyens kurdes devraient pouvoir parler et chanter librement dans leur langue: on pourrait également créer un institut kurde au sein de l'une de nos universités». Les généraux à la retraite s'expriment également en faveur d'une «approche plus large,

tenant compte des réalités socio-culturelles de la région» et n'accordent guère de crédit à la politique kurde poursuivie jusqu'ici, basée sur la répression. Dernièrement, certains hommes d'affaires ont demandé au gouvernement «quelle solution il comptait apporter à cette question qui ternit tant l'image de la Turquie à l'étranger». Ainsi par exemple, lors d'un dîner offert par la TUSIAD (équivalent turc du CNPF), Monsieur Osman Kavala, l'un des hommes d'affaires les plus en vue de la Turquie, a adressé la question suivante au président turc Özal: «*L'Espagne a pu résoudre le problème basque grâce à une certaine conception et à une certaine méthode. Pourriez-vous nous dire si ces conceptions et méthodes pourraient être également applicables en Turquie?*». En réponse à cette question publique, M. Ozal a déclaré (voir le quotidien Tercuman du 20.04.90): «*Il y a bien d'autres mesures que je ne suis pas à même d'évoquer ici. Mais nous envisageons des mesures suffisamment larges pour englober également l'approche que vous venez de mentionner. Le problème n'est pas seulement celui du décret-loi que nous venons de promulguer. Je ne pourrais pas en dire davantage pour le moment. Nous avons vécu pendant des siècles avec ces hommes (NDT. les Kurdes). Les gens de cette région (NDT. du Kurdistan) peuvent devenir ministre, premier ministre, préfet, il n'y a aucune limitation. Mais, naturellement certains événements du passé ont laissé des traces. Il y a aussi des provocations. Nous avons également commis certaines erreurs. Nous sommes en train de corriger tout cela. Mais, comme c'est le cas dans tous les autres domaines, dans celui-là aussi quand on a pris l'habitude d'une certaine direction, il n'est pas possible de changer de direction et d'avancer dans une direction à 90°. C'est une question de temps, ce n'est pas si simple que cela. Je suis contre la limitation de la liberté d'opinion. Le changement nécessite la liberté d'opinion. Mais le pays où nous nous trouvons a ses conditions et ses limitations particulières. Il faut avancer en franchissant ces limites, ce n'est pas simple. C'est aussi affaire de politique*».

Si l'on comprend bien M. Ozal, une solution «à l'espagnole» de la question kurde fait partie de «larges mesures» qu'il envisage. Mais ce n'est pas simple de modifier les habitudes en Turquie. Celles-ci veulent qu'on réprime dans le sang toute revendication kurde. Après tout, M. Ozal n'est que le président de la République et chef d'un parti disposant de la majorité absolue au Parlement; il n'est donc pas en mesure de changer les habitudes, limitations et conditions particulières de son pays!

Lausanne: UN SYMPOSIUM SUR LE PEUPLE KURDE

Le mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS) a organisé les 27-29 avril un «Symposium sur le peuple kurde» au Palais de Beau-lieu, à Lausanne, ville symbolique où en 1923 un Traité signé entre les Puissances Alliées et la Turquie consacra le partage du Kurdistan.

Ces journées avaient pour but *«d'une part, de mieux faire connaître l'histoire et la culture du peuple kurde et la lutte qu'il mène, de manière diverse selon les pays du Proche-Orient où son implantation est importante, pour préserver son identité et sa survie même, malgré l'adversité de l'histoire et la division qui lui a été imposée»*. Les organisateurs souhaitaient également *«offrir une tribune aux Kurdes eux-mêmes, quelle que soit leur appartenance géographique, pour qu'ils témoignent de la situation actuelle et des souffrances que leur peuple endure, afin de mieux faire comprendre les raisons qui les poussent à chercher asile en Suisse»*.

Le Symposium a commencé ses travaux le vendredi 27 avril à 19 h 30 par de brèves allocutions de Mme Yvette JAGGI, syndic (maire) de Lausanne et de M. Victor RUFFY, président du Conseil national (Parlement) suisse, suivies par une introduction à l'histoire et à la culture kurdes jusqu'en 1923 du Dr. Ismet Chériff VANLY. Le lendemain, après un sur-

vol de l'histoire kurde de 1923 à 1990 par Kendal NEZAN, des intervenants kurdes ou spécialistes de la question kurde ont exposé la situation actuelle dans les diverses parties du Kurdistan. Ensuite les 500 participants du Symposium se sont répartis dans les 9 ateliers destinés à débattre en détail des divers aspects de la question kurde: aspects stratégiques, la résistance kurde et la position de l'Europe, les droits de l'homme au Kurdistan, le rôle des femmes kurdes, culture et identité kurdes, diaspora kurde, la politique d'asile suisse envers les Kurdes et les relations économiques entre la Suisse, l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie.

En raison de la faible participation de Suisses au Symposium, les débats ont surtout eu lieu entre les diverses composantes du mouvement kurde. Un compte-rendu de ces discussions d'atelier a été lu en séance plénière. Puis une table ronde réunissant les principaux intervenants a permis à l'auditoire de poser des questions et de poursuivre le débat en séance plénière. Ensuite, une résolution proclamant «le droit du peuple kurde à disposer de son destin, de son territoire et de ses ressources naturelles», appelant les Nations-Unies à convoquer une session spéciale consacrée à la question kurde et invitant la communauté internationale à prendre des sanctions contre les Etats persécutant les Kurdes a été adoptée.

Copenhague: UNE CONFERENCE DE HELSINKI WATCH SUR LE SORT DES MINORITES EN EUROPE

Une Conférence sur le thème «Droits des minorités, Politiques et pratiques en Europe du Sud-Est» a été organisée au Parlement danois (Folketinget) du 30 mars au 1er avril 1990 par le *Danish Helsinki Committee et Minority Rights Group*, avec la coopération des comités norvégien et suédois de Helsinki. Plusieurs fondations et ministères de la Communauté européenne ont contribué, financièrement, à l'organisation de cette conférence. Parmi les invités se trouvaient des représentants des organisations non-gouvernementales, des spécialistes de la question des minorités, des personnalités européennes, des membres de la Sous-commission des droits de l'homme pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités, des in-

tellektuels des communautés minoritaires, des universitaires renommés ainsi que des diplomates. Au total cent quarante huit personnes originaires de vingt deux pays ont participé à cette conférence.

L'objectif principal de la conférence était d'étudier les différents types de politiques pratiquées envers les minorités et les conséquences de celles-ci sur les minorités concernées. A l'issue de cette réunion devaient émerger des propositions constructives à soumettre à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Les sujets qui ont été présentés par des intervenants, couvraient généralement, la protection des

minorités par les conventions des droits de l'homme, l'histoire politique des minorités et les politiques pratiquées envers les minorités. Cinq groupes de travail étaient mis en place en vue de traiter les différents axes de la question. Ils étaient ordonnés de la manière suivante: 1. *Les Kurdes en Turquie*, 2. *Groupe ethnique turc en Bulgarie et au nord de la Grèce*, 3. *Groupe ethnique hongrois en Roumanie*, 4. *La politique de minorités: objectifs, moyens et conséquences (aspects juridiques et politiques)*, 5. *La politique de minorités: objectifs, moyens et conséquences (aspects culturels et sociaux)*.

A l'issue des travaux du premier groupe, plusieurs recommandations concernant les Kurdes en Turquie, ont été adoptées par la majorité des participants, avec une voix contre, celle de M. Mumtaz Soysal, universitaire turc, dont les propos reflétaient plus ou moins l'approche de l'Etat turc à la question kurde. La conférence a estimé que ces recommandations devront faire l'objet de discussions lors de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) qui se tiendra au mois de juin 1990 à Copenhague.

La Conférence avait invité le Dr. Ismail Besikçi, le plus éminent expert turc du problème kurde, à venir exposer la situation des Kurdes en Turquie. Or, M. Besikçi avait été arrêté à nouveau quelques jours avant la tenue de la Conférence en raison de deux nouveaux ouvrages sur les Kurdes. Un représentant de l'Institut Kurde a participé à la Conférence et s'est employé à informer les participants sur le sort du peuple kurde en Turquie et dans les autres pays de la région.

Résumé des recommandations du Groupe de Travail sur les Kurdes de Turquie

- Considérant le texte du paragraphe 19 du Document de conclusion de la CSCE à Vienne, le Groupe de travail déclare qu'une population kurde existe en Turquie.

- Le Groupe de travail insiste sur la nécessité de modifier la constitution turque actuelle afin qu'elle prenne en compte la reconnaissance de tous les groupes et de leurs droits.

- Le Groupe de travail recommande que la législation sur l'utilisation exclusive du turc et la législation sur la vie politique et culturelle soient amendées; en particulier la loi sur les partis politiques, la loi sur les associations, la loi sur la presse et le Code pénal, qui toutes restreignent l'exercice des droits des minorités.

- Se référant au projet de convention du Conseil de l'Europe sur les langues régionales et minoritaires en Europe, le Groupe de travail demande que l'on s'assure que la question des langues que la convention devra inclure ne soit pas abandonnée à l'Etat, mais qu'elle soit abordée selon des critères objectifs, et que la langue kurde y soit incluse.

- Le Groupe de travail soutient que la Turquie devrait garantir le droit à la vie des Kurdes et des membres de tous les autres groupes.

- Le Groupe de travail recommande que les organismes chargés de l'application de la loi turque et les forces de l'ordre se plient strictement à la Résolution des Nations-Unies sur l'utilisation de la force, et que les personnes qui outrepassent cette Résolution soient poursuivies. Le Groupe de travail accorde une attention toute particulière au fait que certaines dispositions de la Loi turque sur l'état d'urgence dépassent les limites de cette Résolution. En toutes circonstances, il faudrait veiller à ne pas utiliser la violence contre des civils.

- Les Kurdes qui ont fui l'Irak devraient être traités sur les mêmes bases que les réfugiés et la Turquie devrait retirer ses réserves quant à la Convention Internationale sur les réfugiés. D'autres membres de la communauté internationale sont également appelés à reconnaître ces personnes comme des réfugiés. (...)

Alors que le Groupe de travail a reconnu que la réunion présente s'était limitée aux Kurdes de Turquie, les participants ont ressenti que la question de la nation kurde devrait être examinée en une autre occasion, par exemple pour suivre la proposition de l'académicien Andréi Sakharov: l'Assemblée Générale des Nations-Unies devrait convoquer une session spéciale pour examiner le problème. Les participants ont également proposé que la région dans laquelle vivent les Kurdes soit appelée «Kurdistan».

PRIX NOUREDDINE ZAZA 1990 DECERNE A MARC KRAVETZ

Pour perpétuer la mémoire de l'écrivain et journaliste kurde Noureddine Zaza, décédé en octobre 1988 à Lausanne, sa famille et l'Institut Kurde de Paris, dont il était l'un des fondateurs, décernent chaque année à un journaliste qui par son talent et sa persévérance aura réussi à sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde, ce prix, destiné à encourager les journalistes à ne pas oublier le sort du peuple kurde, victime de tant d'injustices et de persécutions, avait été pour la première fois décerné le 30 avril 1989 à M. Bosshard du *Journal de Genève* et M. Bernard Langlois de *Politis*.

L'année 1989, extraordinaire sur le plan international, fut également chargée au plan de l'actualité kurde. Parmi les nombreux articles et reportages consacrés à celle-ci, ceux de Marc Kravetz, du journal *Libération*, ont particulièrement contribué à sensibiliser l'opinion au sort des Kurdes. Notamment son reportage sur le meurtre à Vienne du Dr. Ghassem lou et de deux de ses compagnons et ses éditoriaux lors de la Conférence Internationale de Paris sur les Kurdes. Cela lui a valu le Prix N. Zaza 1990 qui lui a été remis par le président de l'Institut Kurde le dimanche 29 avril au cours d'une cérémonie sobre au Salon International du Livre de Genève, en présence de Mme Gilberte Favre-Zaza, de la presse et de nombreux amis du peuple kurde. Nous publions ci-dessous un extrait de l'allocution prononcée à cette occasion par Mme Zaza, qui est elle-même écrivain et journaliste:

«Quand j'étais emprisonné et que la Syrie demandait ma tête», a écrit mon mari dans son autobiographie «Ma vie de Kurde», je me suis rendu compte que l'opinion publique peut faire beaucoup même dans des pays soumis à des régimes barbares et irresponsables».

Si les médecins peuvent sauver des vies, les journalistes peuvent sauver des peuples. Bien sûr, il y a journalistes et journalistes.

Marc Kravetz, écrivain et grand reporter à Libération, deuxième lauréat du Prix Noureddine Zaza, fait partie de la race, très rare, de ces journalistes éveilleurs de conscience, qui sont l'honneur de notre profession.

Trop longtemps, comme s'il ne leur suffisait pas d'être niés, persécutés, torturés, gazés, les Kurdes ont été victimes du complot du silence. C'était le black-out total dans les médias ou alors, les campagnes de diffamation traitant les Kurdes de «bandits» et de «sauvages».

Si le sujet des Kurdes n'est pas souvent jugé d'actualité, entendez pas assez sanglant ni tonitruant ni spectaculaire, le thème n'est pas souvent à la mode dans les programmes politiques de la gauche européenne comme de la droite.

Pourquoi cette indifférence? Dans son article du 13 octobre 1989, Marc Kravetz répond à cette interrogation: «Les Kurdes ont trop d'adversaires bien placés et pas assez d'amis, ne sollicitant l'attention ni des tiers-mondistes impénitents ni des croisés de l'Occident. Pourtant, les 25 millions de Kurdes sont bien menacés d'une sorte d'ethnocide sanglant en Irak et en Iran, insidieux en Turquie. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et peut-être aussi sur nous».

Afin d'expliquer la chape de silence qui entoure les Kurdes, Marc Kravetz précisait encore: «Les Kurdes ne sont ni juifs ni chrétiens. L'Occident n'a donc pas plus à expier sa mauvaise conscience à leur égard qu'il ne se sent impliqué à travers l'un de ses pseudopodes.

Que leur reprocher d'autre? De ne pas recourir au terrorisme qui leur vaudrait au moins la triste considération que l'on accorde aux preneurs d'otages. Ou pis encore de ne pas être une espèce en voie de disparition à la manière des Indiens d'Amérique ou des Arborigènes d'Australie?».

Marc Kravetz concluait: «Il est tellement plus confortable de défendre les droits de l'homme quand il n'y a plus d'hommes ...».

«Tant que les être humains continueront à être piétinés et persécutés, un peu partout à travers le monde, l'humanité ne pourra pas rêver de jours meilleurs».

Ainsi Noureddine Zaza termine-t-il son autobiographie.

J'ajouterai: «Tant qu'un journaliste de la générosité et de l'humanité de Marc Kravetz ouvrira les yeux sur les réalités du monde, sur ses malheurs et ses humiliations, tant qu'il les dénoncera, les êtres humains, du Kurdistan à la Kirgizie, du Liban à l'Irlande, ne pourront pas être impunément piétinés».

On peut lui faire confiance. N'en déplaise à ces Messieurs les ambassadeurs, aux esprits lâches et timorés, aux marchands d'armes et de soupe de tout accabit, Marc Kravetz ne se taira pas.

Stockholm : COLLOQUE LINGUISTIQUE KURDE

Deux fois par an l'Institut Kurde réunit pendant une semaine des écrivains, linguistes et journalistes kurdes intéressés aux problèmes de normalisation et de renouveau de la langue kurde. Les résultats de ces travaux sont ensuite publiés dans un magazine illustré à grand tirage, *Kurmanci*, diffusé tant dans la diaspora kurde que, sous le manteau, au Kurdistan.

La 7^{ème} de ces réunions semestrielles s'est tenu du 8

au 14 avril en Suède, au collège de Biskops Arno, près de Stockholm. Principaux thèmes abordés: des noms de fleurs et des arbres; terminologie d'anatomie (suite); terminologie littéraire ainsi que certains problèmes de grammaire.

Les participants vont se réunir à nouveau en novembre prochain, toujours pour une semaine afin de poursuivre ce programme linguistique à long terme.

CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DE BOURSIERS KURDES

Depuis sa fondation en février 1983, l'Institut Kurde attribue chaque année, par voie de concours, des bourses d'enseignement supérieur destinées à former des cadres culturels et scientifiques kurdes. Jusqu'ici, de cette manière, 128 étudiant(e)s kurdes ont pu poursuivre leurs études grâce à ces bourses.

Pour l'année universitaire 1990-1991, l'Institut disposera d'une vingtaine de bourses dont le montant et la durée varient selon la discipline, le cycle d'études et en particulier le pays européen où ces études seront effectuées.

LES DOSSIERS DE CANDIDATURE doivent parvenir à l'Institut *avant le 31 juillet*, date limite, et comporter les pièces suivantes:

- une lettre manuscrite de candidature précisant le programme d'étude envisagé;
- un curriculum vitae (activités professionnelles et académiques);
- photocopie des diplômes avec traduction certifiée en anglais ou en français;
- une photocopie d'une pièce d'identité (extrait d'acte de naissance, passeport ou carte de séjour).

CONDITIONS: Le concours est ouvert à tous les jeunes Kurdes de la diaspora et du Kurdistan, titulaires au moins du baccalauréat. Les candidats ne doivent pas bénéficier déjà d'une bourse ou d'une allocation d'études d'un autre organisme public ou privé. L'âge limite est de 26 ans pour les bacheliers et de 30 ans pour les titulaires d'une licence ou d'une maîtrise. Pour des raisons légales et administratives les candidats ayant la nationalité de l'un des pays de la C.E.E. ne sont pas éligibles.

MODALITES D'ATTRIBUTION: Une commission de sept membres, composée d'enseignants et de chercheurs kurdes originaires d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie, examinera les dossiers de candidature. Les candidats sélectionnés sur dossier seront conviés à Paris pour une série d'entretiens. La liste définitive des candidatures retenues sera connue en septembre. La priorité sera accordée aux femmes, aux candidat(e)s les plus jeunes, et à ceux (ou celles) déjà titulaires d'un diplôme universitaire souhaitant entreprendre des études de doctorat ainsi qu'aux candidats ayant une bonne maîtrise de la langue kurde.

REVUE DE PRESSE

FARZAD BAZOFT JOURNALISTE, ACCUSE D'ESPIONNAGE EST CONDAMNE A MORT EN IRAK. (El Pais 13.03.90). p. 1.

L'IRAK JOUE AVEC LE FEU. (El Independente, 03.90). p. 2, 3, 4 & 5.

UN MEDECIN ET LA SOLIDARITE. FETE KURDE HIER A L'AUMONERIE SAINT-RAYMOND. OBJECTIF: DENONCER LA TORTURE. Le Dr. DEAU, Médecin du Monde de Saint-Tulle revient de là-bas. Témoignage. (Le Provençal 1.04.90). p. 6.

TENSIONS AU KURDISTAN. (Témoignage Chrétien 2.04.90). p. 7.

BAGDAD EST LA CIBLE DE DE PLUSIEURS ENQUETES EN GRANDE-BRETAGNE, après la découverte d'exportations illégales. (Le Monde 1 & 2.04.90). p. 7.

LE PEUPLE KURDE EN PERIL ! Le peuple kurde le mal-aimé de l'Histoire. Vingt cinq millions de Kurdes sans patrie ! Les représentants de l'Institut Kurde en France, après une tournée en Bretagne sont venus à Lorient nous parler du sort dramatique de leur peuple ... (Liberté du Morbihan, Télégramme de Brest, 2.04.90). p. 8, Lorient et Télégramme de Brest les 3 & 4.04.90). p. 12.

IRAK: LES ARMES D'UNE AMBITION. La découverte d'un trafic de détonateurs pour charges nucléaires n'est qu'un exemple de la façon dont Bagdad renforce son arsenal: missiles, armes chimiques et peut-être atomiques. (Le Point 2.04.90). p. 9.

BAGDAD SE VANTE DE SES NOUVELLES ARMES. LES ARMES CHIMIQUES DETRUIRONT LA MOITIE D'ISRAEL. (Herald Tribune 3.04.90). p. 10.

EN CAS D'ATTAQUE D'ISRAEL, L'IRAK POURRAIT RIPOSTER EN DETRUISANT LA MOITIE DE L'ISRAEL AVEC SES ARMES CHIMIQUES. (Diario, 3.04.90). p. 10.

L'AGITATION GAGNE LES VILLES KURDES. A la suite de la répression sanglante de deux manifestations par l'armée kurde à Nusaybin et Cizre, les commerçants de Mardin et Diyarbakir ont fermé boutique vendredi dernier. (Libération 4.04.90). p. 13.

IRAK: LA SURENCHERE MILITAIRE. (Quotidien de Paris 4.04.90). p. 14.

MENACES «CHIMIQUES» DE BAGDAD. IRAK-ISRAEL: L'ESCALADE VERBALE. Israël ne se trompe pas qui considère l'Irak comme son adversaire arabe le plus dangereux. Saddam Hussein déclare: «la moitié d'Israël» sera détruit «si l'Etat juif tente quoi que ce soit contre l'Irak». (Ouest-France 4.04.90). p. 15.

LE SYNDROME IRAKIEN. ARRETER LES EXPORTATIONS TECHNOLOGIQUES POURRA FAIRE GAGNER DU TEMPS. UN CHANGEMENT DE POUVOIR AU MOYEN-ORIENT. Les capacités irakiennes et syriennes lancent un défi à la supériorité israélienne. **ARRETEZ D'ARMER BAGDAD.** (International Herald Tribune 4.04.90). p. 16, 17 & 18.

IRAK ET LES BOMBES. (El Pais 4.04.90). p. 18.

LES NOUVELLES ARMES AU MOYEN-ORIENT. (El Mundo 4.04.90). p. 19, 20, 21 & 22.

AVEC LA COMMUNAUTE KURDE UN NOMBREUX PUBLIC A FETE LE NEWROZ, SON NOUVEL AN. (La Montagne 5.04.90). p. 23.

LA MENACE DE L'IRAK EST AUSSI CLAIRE QUE «MEIN KAMPF». (Herald Tribune 6.04.90). p. 24.

DISQUES COMPACTS KURDES. (Le Courrier français 6.04.90). p. 25.

EXPULSION D'UN DIPLOMATE DE LA MISSION IRAKIENNE A L'ONU. (A.F.P. 7.04.90). p. 25.

LE COMBAT KURDE DESCEND DANS LA RUE A CIZRE SOUS SURVEILLANCE ETROITE DE L'ARMEE TURQUE. (Gamk 6.04.90). p. 26.

SADDAM HUSSEIN AURAIT FAIT GAZER DES DESERTEURS IRAKIENS CACHES DANS LE SUD DU PAYS. (A.F.P. 8.04.90). p. 27.

VINGT NEUF «TERRORISTES» SEPARATISTES TUES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P. 9.04.90). p. 27.

L'U.D.B. ENTENDUE AU PARLEMENT EUROPEEN. (Ouest-France 10.04.90). p. 28.

AFFRONTEMENTS MEURTRIERS ENTRE L'ARMEE ET LES MILITANTS KURDES EN TURQUIE. (Le Monde, Quotidien de Paris, l'Humanité, Courrier Picard, 10 & 11.04.90). p. 28, 29 & 34.

LES ETATS-UNIS ACCUSENT L'IRAK D'UN COMLOT POUR TUER L'ENNEMI D'HUSSEIN. L'IRAK EXPULSERA UN REPRESENTANT DES ETATS-UNIS EN REVANCHE. (Herald Tribune 9 & 10.04.90). p. 29.

QUI PENSE ENCORE QUE SADDAM HUSSEIN VA S'ADOUCCIR ? (International Herald Tribune 10.04.90). p. 30.

p. 31. (grec)

LES TURCS PESENT LE PRIX DE LA REVOLTE KURDE. (Financial Times 11.04.90). p. 32.

LA TURQUIE AFFRONTÉ DES PROBLEMES DE CROISSANCE. (The Wall Street Journal 11.04.90). p. 33.

L'ENNEMI PUBLIC N° 1. SADDAM HUSSEIN CREE UNE SUPER-PUISSANCE ET UN CULTE DE LA PERSONNALITE. (Newsweek 9.04.90). p. 35, 36, 37, 38, 39 & 40.

TETES DE KURDES ET COEURS D'ENFANTS. LES KURDES: A L'IMAGE DES AUVERGNATS DU TEMPS PASSE. ET MAINTENANT? Ils aiment la vie malgré leur nostalgie. Ils sont jeunes et bien que profondément marqués par la guerre ils ont envie de vivre. Jeunes, mais avec des regards d'adultes. (La Galipote Mars-avril 90). p. 41 à 47.

p. 48, 49 & 50. (grec)

LES CAPACITES MILITAIRES DE L'IRAK, PREMIERE PUISSANCE ARMEE DU MONDE ARABE. LA TENTATION NUCLEAIRE. (A.F.P. 12.04.90). P. 51.

CHASSES DE RFA APRES L'OUVERTURE DU MUR DE BERLIN, LES KURDES D'ALLEMAGNE DEBARQUENT A PARIS. Les négriers en ont fait leur proie. Mais la Préfecture de police a décidé de mettre de l'ordre dans cette exploitation clandestine sur ordre supérieur. (Le Figaro 13.04.90). p. 52.

MANIFESTATION CONTRE LA POLITIQUE DE LA TURQUIE AU KURDISTAN. (A.F.P. 13.04.90). p. 53.

LA GRANDE-BRETAGNE CONFIRME QUE LE MATERIEL SAISI POURRAIT ETRE UTILISE

DANS UN CANON IRAKIEN. (Herald Tribune 13.04.90). p. 53, 54 & 55.

FAIM DE DEMOCRATIE. Aggravation de la crise, atteintes aux libertés, révolte populaire réprimée au Kurdistan: la situation se dégrade sous le régime d'Ankara. (L'Humanité 18.04.90). p. 56.

TURQUIE: FUSILLADE DANS UNE REGION A MAJORITE KURDE. (Libération 17.04.90). p. 56.

MARC KRAVETZ, REPORTER A LIBERATION REÇOIT LE PRIX NOUREDDINE ZAZA. (Libération 19.04.90). P. 56.

CE N'ETAIT PAS UNE PLAISANTERIE: LES TUYAUX ETAIENT DESTINES AUX CANONS IRAKIENS DISENT LES BRITANNIQUES. (Herald Tribune 19.04.90). p. 57.

VINGT NEUF REBELLES KURDES TUES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. LES AUTORITES D'ANKARA AUX PRISES AVEC LES MILITANTS KURDES. (Gamk et La Croix 21.04.90). p. 58 & 59.

RECRUESCENCE DE LA VIOLENCE A ISTANBUL. (Le Monde 22.04.90). p. 60.

SELON L'«INDEPENDANT» DE LONDRES, LE «CANON GEANT» IRAKIEN SERAIT UN SIMULATEUR DE TIR BALISTIQUE. (Le Monde 23.04.90). p. 61.

L'IRAK DEMANDE L'AIDE DES JAPONAIS POUR DEVELOPPER QUATRE CHAMPS PETROLIFERES. (Le Monde 24.04.90). p. 61.

TANT QU'IL Y AURA DES KURDES. (L'Événement du Jeudi 23.04.90). p. 61.

L'IRAK A LA RECHERCHE DE TERRAINS POUR LES ESSAIS DE MISSILES, CROIENT LES AMERICAINS. (Herald Tribune 25.04.90). p. 62.

TURQUIE: ANEANTIR LA GUERILLA KURDE A TOUT PRIX. (Politis-Le Citoyen 26.04.90). p. 62.

L'ARME CHIMIQUE. Trois quarts de siècle après Ypres (1915) l'arme chimique, condamnée par les traités internationaux, refait surface. (Esprit et Vie 26.04.90). p. 63 & 64.

GENEVE: LES RAFALES DE TEHERAN. Un opposant iranien, Kazem Radjavi, frère du chef des Moudjahidin du peuple, Massoul Radjavi, a été assassiné mardi soir en Suisse. Les Moudjahidins accusent l'Iran. (Quotidien de Paris, 26.04.90). p. 65 & 66.

SYMPOSIUM SUR LE PEUPLE KURDE A LAUSANNE. POUR UN DIALOGUE INTERNATIONAL. (Gamk 27.04, 24 Heures 30.04, Le Courrier 30.04, Gazette de Lausanne 30.04.90) p. 66, 68, 69 & 70.

COMMENT BAGDAD POURRAIT BAISSER LA TENSION. (Herald Tribune 24.04.90). p. 67.

IRAK: LE ROLE DU ROI HUSSEIN DEVIENT PLUS MENAÇANT. (Herald Tribune 30.04.90). p. 69.

Revue de Presse Turque

«CHEMISE JAUNE» POUR LES MEMBRES DE PRESSE EXERCANT LEURS ACTIVITES DANS LE SUD-EST DU PAYS AFIN D'EVITER LES BAVURES POLICIERES. (2000' e Dogru 4.03.90). p. T-1.

LE RAPPORT SUR «LA QUESTION KURDE» AU COMITE DE SURVEILLANCE DE LA DEMOCRATIE. Il demande la reconnaissance du peuple kurde et de son identité ainsi que la libre expression de sa culture. (2000' e Dogru 4.03.90). p. T-1.

DEUX TERRORISTES TUES LORS D'UN AFFRONTMENT AVEC LES GARDIENS DE VILLAGE A ANADAG. (Hürriyet 10.03.90). p. T-1.

LA VERITE SUR L'OPERATION MILITAIRE QUI A PRIS FIN AVEC LA MORT DE 2 MILITANTS PRES DE DIYARBAKIR. SELON LES TEMOINS LES 2 MILITANTS AURAIENT ETE TUES PAR LES MILITAIRES ALORS QU'ILS ETE BLESSES. (Tempo 3.03.90). p. T-2, T-3 & T-4.

LES HABITANTS DE DERE BASI SE PREPARENT A QUITTER LE VILLAGE A CAUSE DE L'INSECURITE QUI MENACE LEUR VIE. (Cumhuriyet 12.03.90). p. T-5.

«LE PROCES DES EXCREMENTS HUMAINS» RENTRE DANS SON 15ème MOIS. (Cumhuriyet 20.03.90). p. T-5.

QUE DISENT LES ELECTEURS AU SUJET DE LA «FORMATION DEMOCRATIQUE NOUVELLE». SUR LES HUIT MEMBRES DU COMITE PREPARATOIRE QUATRE SONT KURDES. (Sokak 11.03.90). p. T-6 & T-7.

POUR PROTESTER CONTRE LES EVENEMENTS DE NUSAYBIN LES MAGASINS DE CI-

ZRE ONT BAISSÉ LEURS RIDEAUX. (Cumhuriyet 20.03.90). p. T-7.

UN APPEL POUR METTRE FIN A L'ETAT DE GUERRE A L'EST. UNE CAMPAGNE DE SIGNATURES VIENT D'ETRE LANCEE EN EUROPE. (Sokak 11.03.90). p. T-8 & T-9.

QUI A DEMANDE A L'«UNITE SPECIALE» D'INTERVENIR DANS LES VILLES ? (Cumhuriyet 20.03.90). p. T-9.

LE PROCES DU COMMANDANT DE L'ARMEE CAGLAYAN, ACCUSE D'AVOIR TORTURE LA POPULATION D'UN VILLAGE, CONTINUE. (Cumhuriyet 21.03.90). p. T-10.

LE DEPUTE INDEPENDANT DE DIYARBAKIR INTERPELLE LE PREMIER MINISTRE AU SUJET DE L'ARRESTATION DE BESIKCI. (Cumhuriyet 21.03.90). p. T-10.

HUIT GARDIENS DE VILLAGE ARRETES POUR AVOIR LIVRE LEURS ARMES AU PKK. (Cumhuriyet 21.03.90). p. T-10.

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE PRESSE ATTIRE L'ATTENTION D'OZAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TURQUE, SUR L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT ENVERS LA PRESSE. (Cumhuriyet 21.03.90). p. T-10.

ABDULJABBAR DJEVAD, AMBASSADEUR D'IRAK A ANKARA DECLARE: «NOUS N'AVONS AUCUN CONFLIT AVEC LA TURQUIE» ET ACCUSE ISRAEL DE CREER DES TENSIONS AU MOYEN-ORIENT. (Cumhuriyet 21.03.90). p. T-11.

DES NOUVELLES DU SUD-EST: CAMP DU PKK EN IRAK. (Cumhuriyet 21.03.90). P. T-12 & T-13.

AFFRONTMENT A CIZRE: 3 MORTS. LE COUVRE-FEU EST INSTAURE. LES RIDEAUX DES MAGASINS SONT FERMES. (Cumhuriyet 21 & 22.03.90). p. T-13, T-14 & T-15.

«MINES INCONTROLABLES»: MOT UTILISE PAR LES FORCES DE L'ORDRE A CIZRE POUR QUALIFIER LES JOURNALISTES. (Cumhuriyet 22.03.90). p. T-15.

LE RAPPORT DE L'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE SUR LA STRATEGIE DU P.K.K. (Cumhuriyet 22.03.90). p. T-16.

ECEVIT: CERTAINS PAYS DE LA REGION ABRIENT LES TERRORISTES. (Cumhuriyet 22.03.90). p. T-16.

ENVIRON 2 000 ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE D'ISTANBUL ONT FETE LE NEWROZ. (Cumhuriyet 22.03.90). p. 17.

LE COUVRE-FEU EST LEVE MAIS LA VILLE DE CIZRE RESTE ENCORE SOUS LE CHOC. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-17.

«NOUS MANQUONS DE SOURCES DE RENSEIGNEMENTS» SOULIGNE LE RAPPORT DE L'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE SUR LE P.K.K. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-18.

L'AUTRE VISAGE DE CIZRE. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-18.

YAZAR, MINISTRE D'ETAT ET PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT: «IL N'Y A PAS LIEU DE DECRETER L'ETAT DE SIEGE AU SUD-EST. LES FORCES DE L'ORDRE RESTENT MAITRES DE LA SITUATION. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-19.

17 ANS D'EMPRISONNEMENT POUR 3 MILITANTS, MEMBRES DU P.K.K. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-19.

ISTANBUL: OPERATION DE POLICE CONTRE LE P.K.K.: 5 ARRESTATIONS ET MANDAT D'ARRET POUR 10 AUTRES. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-20.

LA NOUVELLE PERIODE SUR LES EVENEMENTS AU SUD-EST. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-21.

L'OPPOSITION: LES LEADERS DES PARTIS D'OPPOSITION APPELLENT LE GOUVERNEMENT A AGIR. (Cumhuriyet 23.03.90). p. T-21.

MANIFESTATION IMPORTANTE A CIZRE. PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES ONT DEFILE DANS LA RUE ET AU CIMETIERE. (Cumhuriyet 24.04.90). p. T-22 & T-23.

LA C.E.E. DECIDE D'APPORTER UNE AIDE DE 1,2 MILLIONS DE DOLLARS AUX REFUGIES KURDES D'IRAK. (Cumhuriyet 24.03.90). p. T-23.

MANIFESTATIONS SANS HEURT A CIZRE. (Cumhuriyet 24.03.90). p. T-24.

UNE CONFIANCE QUI SE PERD PEU A PEU. (Cumhuriyet 24.03.90). p. T-24.

LES YEUX BRAQUES SUR LE GOUVERNEMENT: A L'ORDRE DU JOUR D'AVANTAGE DE RESPONSABILITES POUR L'ARMEE. (Cumhuriyet 24.03.90). p. T-25.

LE DOIGT DU P.K.K. DANS LE VOL DE CHROME ECOULE CLANDESTINEMENT POUR FINANCER LE P.K.K. (Cumhuriyet 24.03.90). p. T-25 & T-26.

LA SENSIBILITE DES ETATS-UNIS AU SUJET DE OZAL, DE CANAKKALE ET DU SUD-EST. (Cumhuriyet 24.04.90). p. T-26.

L'INTIFADA SE PROPAGE A IDIL, CIZRE, SILOPI, NUSAYBIN. LA POPULATION S'ARME DE PIERRES ET SE BARRICADE DERRIERE DES BARILS. (2 000' e Dogru 25.03.90). p. T-27, T-28, T-29 & T-30.

GREVE GENERALE A BOTAN. (2 000' e Dogru 25.03.90). p. T-29.

L'EXPERIENCE DE L'ETAT PARLE: «POURQUOI PAS UN ETAT FEDERATIF». (2 000' e Dogru 25.03.90). p. T-31 & T-32.

«J'AI ETE PRESENTE DE FORCE DEVANT LES CAMERAS DE LA TELEVISION» DECLARE LE JEUNE DESIGNE COMME «LE TERRORISTE AYANT PARTICIPE AU MASSACRE D'IKIYAKA». (2 000' e Dogru 25.03.90). p. T-33.

L'EXPLOSION DU CHOMAGE AU SUD-EST: EN 4 ANS, LE NOMBRE DES CHOMEURS A AUGMENTE DE 33,4 %. (Cumhuriyet 25.03.90). p. T-34.

LE CHEF DE L'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE: «NOUS PRENDRONS DE NOUVELLES MESURES». (Cumhuriyet 25.03.90). p. T-34 & T-35.

LE GENERAL EN RETRAITE: «JE NE VOIS PAS UN AVENIR BRILLANT POUR LE SUD-EST». (Tempo 25-31.03.90). p. T-36 & T-37.

LES EVENEMENTS DU SUD-EST, CONSEQUENCES DES POLITIQUES ERONNEES, NE CONSTITUENT PAS UNE SURPRISE. (Tempo 25-31.03.90). p. T-37 à 42.

ETRE JOURNALISTE AU SUD-EST. (Tempo 25.31.03.90). p. T-40.

LES TERRORISTES ATTAQUENT LES ENSEIGNANTS ET BRULENT LES ECOLES. 44 ECOLES BRULEES, 442 AUTRES FERMEES POUR CAUSE D'INSECURITE AU COURS DE L'ANNEE 1989. (Cumhuriyet 26.03.90). p. T-43.

LA GREVE GENERALE A CIZRE DURE DEPUIS UNE SEMAINE. (Cumhuriyet 26.03.90). p. T-43.

LES ACTIONS DES TERRORISTES CONTI-

NUENT: 1 FEMME TUEE ET 9 PERSONNES BLESSEES A PAZARCIK. (Cumhuriyet 26.03.90). p. T-44.

ECEVIT: ACCUSE CERTAINS PAYS VOISINS ET QUALIFIE LES EVENEMENTS DE L'EST D'«EXPLOSION SOCIALE». (Cumhuriyet 26.03.90). p. T-45 & T-46.

AVERTISSEMENT D'AMNESTY INTERNATIONAL. (Cumhuriyet 27.03.90). p. T-46.

LES EVENEMENTS DU SUD-EST NE SONT QUE DES PROVOCATIONS. (Cumhuriyet 26.03.90). p. T-46.

SAID LE KURDE, PHILOSOPHE ET THEOLOGIEN: 30 ANS APRES SA MORT. (Cumhuriyet 27.03.90). p. T-47.

LES HABITANTS DE CIZRE MENACENT DE REPRESAILLES LES MEDECINS QUI REFUSERAIENT DE SOIGNER LES MALADES ET LES BLESSES. (Milliyet 27.03.90). p. T-47.

100 PERSONNES EN GARDE A VUE A DERIK. (Milliyet 27.03.90). p. T-48.

LE MILITANT TUE PAR LES FORCES DE L'ORDRE ETAIT LE BRAS DROIT DE APO, CHEF DU PKK. (Milliyet 27.03.90). p. T-48.

LES EVENEMENTS DU SUD-EST. LE GOUVERNEMENT ET L'OPPOSITION. (Milliyet 27.03.90). p. T-49.

DEMIREL: «LA SITUATION EST TRES GRAVE. IL S'AGIT D'UNE PROVOCATION. (Milliyet 27.03.90). p. T-49.

LE GOUVERNEMENT ENVISAGE DE DONNER UN AVERTISSEMENT A L'IRAK ET A LA SYRIE. LE PKK A TUE UN ENSEIGNANT. (Hürriyet 27.03.90). p. T-50.

LA MISERE AU SUD-EST: LE REVENU ANNUEL PAR HABITANT EST DE 500 A 600 DOLLARS. (Cumhuriyet 27.03.90). p. T-50.

ANKARA DISCUTE DE L'OPPORTUNITE D'UNE ACTION QUI VISERAIT LES CAMPS DU PKK AU LIBAN. (Milliyet 27.03.90). p. T-51 & T-52.

74 PERSONNES ARRETEES A CIZRE. (Cumhuriyet 28.03.90). p. T-52.

«LA CULTURE» OUBLIE LE SUD-EST: PLUS AUCUNE ACTIVITE ARTISTIQUE OU SOCIALE. (Cumhuriyet 28.03.90). p. T-53.

LE PKK ATTAQUE UN VILLAGE: 1 GARDIEN DE VILLAGE ET 2 TERRORISTES ONT ETE TUES. (Milliyet 28.03.90). p. T-53.

LA FERMETURE DES MAGASINS S'ETEND A D'AUTRES VILLES. PLUS DE 400 PERSONNES ARRETEES DANS LA REGION. (Cumhuriyet 29.03.90). p. T-54.

30 ARRESTATIONS A ELAZIG. (Cumhuriyet 29.03.90). p. T-55.

LE PEUPLE EST AVEC LE PKK. (Milliyet 29.03.90). p. T-55.

LA POPULATION DE LA REGION ATTEND «DES INFORMATIONS REELLES». (Cumhuriyet 29.03.90). p. T-56.

VICTIME DE CASSETTE DE MUSIQUE EN KURDE. (Hürriyet 29.03.90). p. T-57.

LE DERNIER LIVRE DE BESIKCI INTERDIT DE VENTE. (Cumhuriyet 30.03.90). p. T-57.

ENCORE UN ENSEIGNANT TUE A CENNETPINAR. 4 ORGANISATIONS ILLEGALES DEMANDENT DANS UNE DECLARATION COMMUNE LA FERMETURE DE TOUS LES MAGASINS A DIYARBAKIR EN SIGNE DE PROTESTATION. (Cumhuriyet 30.03.90). p. T-58.

LES RIDEAUX DES MAGASINS ONT ETE BAISES A DIYARBAKIR. 15 PERSONNES ARRETEES. (Cumhuriyet 31.03.90). p. T-59 & T-60.

LE DERNIER LIVRE DE BESIKCI. (Cumhuriyet 31.03.90). p. T-61.

A SILVAN, UN GROUPE DE MANIFESTANTS LANÇANT DES SLOGANS «VIVE LE KURDISTAN» ONT ATTAQUE LES FORCES DE L'ORDRE. (Tercüman 31.03.90). p. T-61.

IRAK EST EN TRAINE DE TROUVER DES CITES POUR SES MISSILES. (International Herald Tribune, 25. 04. 1990) p. T-62.

LE DERNIER NUMERO DES REVUES NOKTA ET 2000'E DOGRU ONT ETE SAISIS. (Cumhuriyet 2.04.90). p. T-62.

CAMPAGNE DE SIGNATURES POUR LA LIBERATION DE BESIKCI. (Cumhuriyet 1.04.90). p. T-62.

DES DISCUSSIONS SUR LE ROLE DE L'UNITE SPECIALE DE L'ARMEE. (Cumhuriyet 1.04.90). p. T-64, 65 & 66.

ATTENTION AUX COULEURS: LE VERT, LE JAUNE ET LE ROUGE RAPPELLENT CELLES DU PKK. (Tempo 1.04.90). p. T-66 & 67.

LES ROIS DU SUD-EST: L'UNITE SPECIALE AVEC LES REGARDS DE FEMMES. (Tempo 1.04.90). p. T-68 & 69.

LA COMMEMORATION DU 14 MARS A L'UNIVERSITE DE DIYARBAKIR. (Cumhuriyet 2.04.90). p. T-70.

ATTAQUE AU LANCE-ROQUETTE A SIRNAK. (Cumhuriyet 2.04.90). p. T-70.

40 SEPARATISTES EN GARDE A VUE A LA SUITE D'UNE MANIFESTATION DEVANT LE CONSULAT DE TURQUIE A FRANCFORT. (Milliyet 2.04.90). p. T-71.

AFFRONTEMENT A DIYARBAKIR: UN SOLDAT TUE. (Milliyet 2.04.90). p. T-71.

LE PROFESSEUR SOYSAL: «LES KURDES NE SONT PRIVES D'AUCUN DROIT». (Milliyet 2.04.90). p. T-71.

UN RAPPORT DE L'ETAT - MAJOR DE L'ARMEE: «LE PKK ETABLIT DES PLANS DE SOULEVEMENTS POPULAIRES EN VILLE». (Milliyet 2.04.90). p. T-71.

HURRIYET AU CAMP DU PKK DANS LA BEKAA A INTERVIEWEE APO. (Hürriyet 2.04.90). p. T-72, 73 & 74.

APO: «C'EST NOUS QUI AVONS TUE LES 9 INGENIEURS. (Hürriyet 2.04.90). p. T-74.

UN MOIS DE MARS «CHAUD» AU SUD-EST. (Cumhuriyet 3.04.90). p. T-75.

LE PKK A ENLEVE 9 PERSONNES. (Cumhuriyet 3.04.90). p. T-75.

33 PERSONNES, MEMBRES DU PARTI ISLAMIQUE KURDE, ARRETEES PAR LA POLICE. (Cumhuriyet 3.04.90). p. T-76.

LES ENSEIGNANTS SERONT TENUS DE MONTER LA GARDE A L'ECOLE POUR PREVENIR LES ACTIONS DU PKK. (Cumhuriyet 3.04.90). p. T-76.

LA PLUS GRANDE PEUR D'APO EST L'AVIATION TURQUE. (Hürriyet 3.04.90). p. T-77 & 78.

PAS DE DECISION CONCRETE A LA REUNION

DU SOMMET. (Cumhuriyet 3.04.90). p. T-79.

ATTAQUE AU LANCE-ROQUETTE DU PKK A SIRNAK. (Tercüman 3.04.90). p. T-80.

«LA QUESTION KURDE EST UNE INVENTION ANGLAISE» A DECLARE LE PROF. SOYSAL A LA CONFERENCE DE HELSINKI WATCH A COPENHAGUE. (Milliyet 3.04.90). p. T-81.

LE PKK A ENLEVE 9 OUVRIERS. (Tercüman 4.04.90). p. T-81.

LE SOUTIEN TOTAL DE L'OPPOSITION AU GOUVERNEMENT POUR LUTTER CONTRE LA TERREUR. (Milliyet 4.04.90). p. T-82, 83 & 84.

UNE SECONDE INCULPATION POUR BESIKCI. (Cumhuriyet 4.04.90). p. T-84.

LA TURQUIE A LA PORTEE DES MISSILES IRAKIENS. (Tercüman 5.04.90). p. T-85.

CRISE DE «RIDEAUX» A BATMAN. LES MAGASINS ONT AUSSI FERME A LICE. (Tercüman 5.04.90 - Cumhuriyet 5.04.90). p. T-86 & 87.

LE MILITANT REPANTI DU PKK A ETE TUE. (Milliyet 5.04.90). p. T-87.

LA MERE DU LEADER DU PKK EST TRISTE. (Hürriyet 5.04.90). p. T-88.

11 DEPUTES RISQUENT LA LEVEE DE LEUR IMMUNITE PARLEMENTAIRE. (Hürriyet 5.04.90). p. T-88.

LES 11 DEPUTES ACCUSES PAR OZAL: «SI LA TERREUR PEUT S'ARRETER, NOUS SOMMES PRETS A DEMISSIONNER». (Hürriyet 6.04.90). p. T-89.

2 TERRORISTES TUES, 1 AUTRE BLESSE A SIIRT. (Hürriyet 7.04.90). p. T-89.

4 MORTS AU COURS DE 2 AFFRONTEMENTS A SIIRT ET A KARS. (Cumhuriyet 6.04.90). p. T-89.

LA CENSURE DE LA PRESSE EST PROTESTEE. (Cumhuriyet 6.04.90). p. T-90.

NOMS: «SEPARATISTES»: LES PAPILLONS DECOUVERTS DANS L'EST PAR LES SCIENTIFIQUES ALLEMANDS ONT ETE DESIGNES PAR DES NOMS «SEPARATISTES». (Tercüman 7.04.90). p. T-91.

DISCUSSION SUR «LA LANGUE KURDE» AU

SOMMET DES LEADERS. (Tercüman 7.04.90). p. T-92.

LE NEWROZ FETE AUSSI DANS LES PRISONS. (2000' E Dogru 8.04.90). p. T-93.

AFFRONTEMENT AVEC LE PKK: 10 TERRORISTES DONT 6 RESSORTISSANTS SYRIENS TUES. (Cumhuriyet 9.04.90). p. T-94.

AFFRONTEMENT ENTRE LE PKK ET LES TRIBUS: 21 TERRORISTES TUES ET 15 AUTRES BLESSES. (Cumhuriyet 10.04.90). p. T-95.

AKBULUT: LE BUT EST DE PUNIR CEUX QUI APPORTENT LEUR SOUTIEN AUX TERRORISTES. (Cumhuriyet 11.04.90). p. T-95.

DES POUVOIRS AU-DELA DU NATUREL: UNE NOUVELLE PERIODE POUR LE SUD-EST. (Cumhuriyet 11.04.90). p. T-96.

SALAIRE INTERESSANT POUR LES FONCTIONNAIRES SERVANT DANS L'EST ET LE SUD-EST. (Cumhuriyet 11.04.90). p. T-97.

JOIE A SIRNAK ET A BATMAN APRES LE NOUVEAU STATUT QUI LES TRANSFORME EN VILLE. (Cumhuriyet 11.04.90). p. T-98.

LES ETATS-UNIS MAL A L'AISE, TRES ATTENTIFS A LA QUESTION KURDE; (Milliyet 11.04.90). p. T-99.

LA RADIO DE TEHERAN AUX ORDRES DES TRAITRES KURDES. (Tercüman 11.04.90). p. T-99.

A LA REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES KAMRAN IRAN CONTRE LES DEPORTATIONS. (Tercüman 11.04.90). p. T-100.

LA REVUE 2000' e DOGRU NE TROUVE PAS D'IMPRIMERIE. LES IMPRIMEURS CRAIGNENT D'ETRE SAISIS. (Cumhuriyet 11.04.90). p. T-100.

4 AUTRES MEMBRES DU PKK ARRETES. LE NOMBRE DES TERRORISTES TUES ET BLESSES SE MONTE AINSI A 40 EN 42 HEURES. (Hürriyet 11.04.90). p. T-101.

LE PKK AURAIT PRIS 7 MILLIONS DE LIRES AU CHANTEUR TATLISES. (Hürriyet 12.04.90). p. T-102.

8 TRIBUS DECLARENT LA GUERRE AU PKK. (Milliyet 14.04.90). p. T-103.

UN SEUL PREFET POUR LE SUD-EST. LE SUPER-PREFET KOZAKCIOGLU DISPOSERA DESORMAIS DE TOUS LES POUVOIRS ACCORDES AUX PREFETS DES 11 VILLES DU SUD-EST. (Cumhuriyet 15.04.90). p. T-104.

UN ACCORD DE FRONTIERE AVEC L'IRAN EST A L'ORDRE DU JOUR. (Cumhuriyet 16.04.90). p. T-105.

18 DEPUTES SE METTENT EN GREVE A L'INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE NATIONALE CONTRE LE NOUVEAU DECRET AYANT FORCE DE LOI. (Hürriyet 20.04.90). p. T-105.

UNE GRANDE GAFFE D'OZAL: LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE N'A EU AUCUNE REACTION A LA COMPARAISON FAITE ENTRE LA QUESTION DU SUD-EST ET LA SOLUTION QUI POURRAIT RESSEMBLER AU «PAYS BASQUE». (Tercüman 20.04.90). p. T-106.

QUI SONT LES «BASQUES» ? (Tercüman 20.04.90). p. T-107.

LA CRISE DES «AWACS» ET DES LANCE-MISSILES. (Cumhuriyet 24.04.90). p. T-108.

LE PKK TENU EN ECHEC: 68 TERRORISTES TUES DEPUIS LE 1er MARS. (Hürriyet 25.04.90). p. T-109.

□ □ □

EL PAIS

13 de marzo de 1990

GENTE

Farzad Bazoft

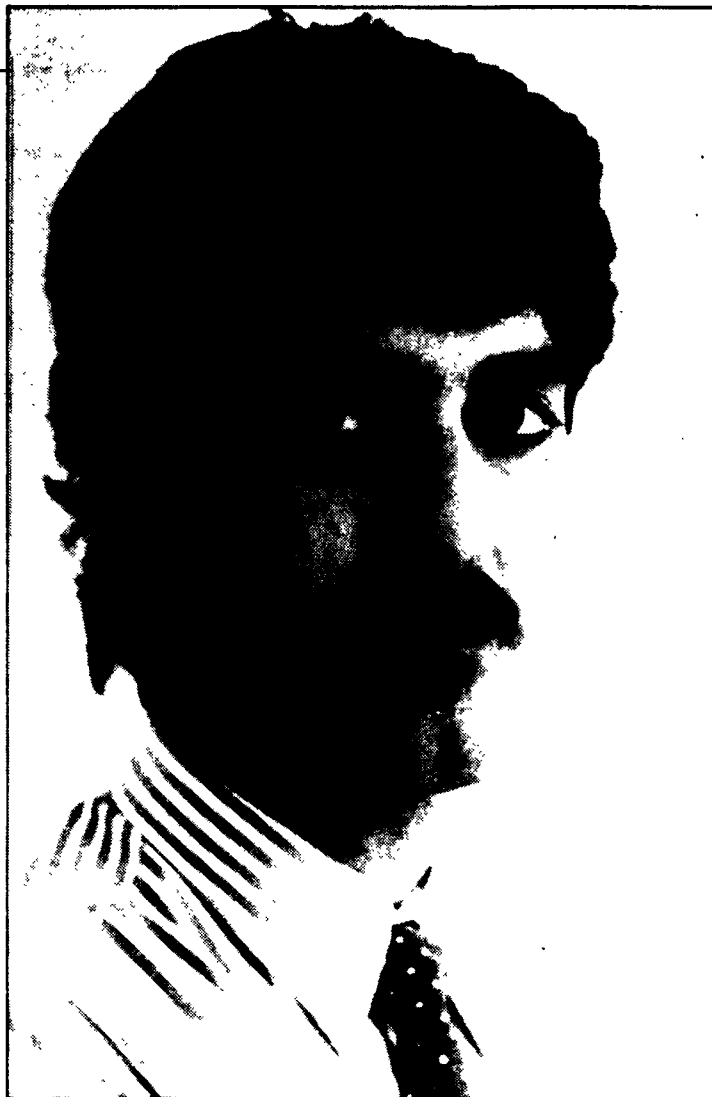
Periodista, acusado de espionaje y condenado a muerte en Irak

RICARDO M. DE RITUERTO
Londres

Farzad Bazoft, periodista iraní de 31 años, vive desde el sábado bajo la amenaza de una ejecución inmediata. Bazoft ha sido condenado a muerte por el delito de investigar para el dominical británico *The Observer* una explosión en una planta de armamento secreta en Irak, tarea que a los ojos del régimen de Sadam Husein equivale a espionaje. "¿Por qué tenía que coger una muestra de tierra de la zona si no es para espiar?", se pregunta Zuhir Ibrahim, ministro plenipotenciario de la Embajada iraquí en Londres.

Donald Trelford, director de *The Observer*, presentó el domingo una carta en la embajada en la que pedía la inmediata conmutación de la sentencia por el presidente Husein y respondió a la pregunta que le planteó Ibrahim: "Hay rumores de que en esa planta se fabrican armas químicas y de que incluso pudiera estarse trabajando con armas nucleares, así que nada más lógico, después del accidente, que analizar la tierra de la zona. A cualquier periodista se le hubiese ocurrido".

La noticia del accidente en la planta militar de Al-Iskandria, a un centenar de kilómetros al sur de la capital iraquí, se filtró el pasado mes de septiembre, el



Farzad Bazoft.

REUTER

mismo día en que Bazoft, que desde 1975 vive en el Reino Unido, viajaba invitado por Bagdad hasta el país árabe, donde ya había estado en varias ocasiones, para presenciar esta vez los trabajos de reconstrucción tras la guerra del Golfo y asistir a la celebración de unas ~~reuniones entre los~~ minoría étnica víctima de genoci-

dio a manos de Sadam Husein, según Amnistía Internacional. Concluida su visita oficial tutelada ~~al Kurdistán~~, el periodista propuso a su Redacción en Londres investigar el accidente, en el que, presuntamente, hubo centenares de muertos, para lo que obtuvo el visto bueno.

Bazoft se hizo pasar por médico egipcio y, acompañado de

la enfermera británica Daphne Parish, que lleva años viviendo en Irak, consiguió burlar los controles militares en torno a la planta. Cuando se disponía a coger el avión de vuelta a Londres, fue detenido en el aeropuerto.

En noviembre, el periodista apareció en la televisión iraquí diciendo que espía para Israel. Nadie en Londres se cree esta autoinculpación, de la que Bazoft se desdijo en el juicio del sábado. Sólo el tribunal se la tomó en serio y, en consecuencia, le condenó a la pena capital. Parish, como cómplice, fue sentenciada a 15 años de cárcel.

Margaret Thatcher ha pedido clemencia, la Comunidad Europea ha iniciado gestiones y el rey Husein de Jordania se ha brindado a ejercer sus buenos oficios ante Bagdad.

Los periodistas de *The Observer* confían en volver a ver a Bazoft, que trabajaba como colaborador especializado en Oriente Próximo. Bazoft, campechano y un punto impulsivo, estaba ansioso por hacerse un nombre y tener que dejar de preocuparse por las deudas. "La gente siempre asume riesgos en periodismo", dice Adrian Hamilton, subdirector de *The Observer*. "Si consigues traer una historia, eres un héroe. Pero si te pillan, te acusan de ingenuo". Los ingenuos de Londres dependen ahora de la voluntad del feroz Sadam Husein, el único que puede revocar la sentencia. Su ministro de Información, Latif Nusif Jasem, dijo ayer que el juicio había sido impecable y que los intentos de la Comunidad Internacional por salvar a Bazoft "constituyen una flagrante injerencia en nuestros asuntos internos".

EL INDEPENDIENTE, marzo de 1990

Mundo

Irak juega con fuego

EL fulgor de los sucesos ocurridos durante los últimos meses en la Europa del Este había relegado al olvido al mayor campo de minas del planeta: Oriente Medio. Ocultado por el velo deslumbrante de la caída del Imperio comunista y por las continuas propuestas de reducción de armamento, nadie había prestado la suficiente atención a un dato especialmente significativo: los gastos de Defensa de algunos de estos países son ya, proporcionalmente, hasta cuatro veces superiores a los de Estados Unidos.

La memoria, sin embargo, volvió a refrescarse el pasado día 2, cuando el presidente de Irak, Saddam Hussein, amenazó con destruir medio Israel con avanzadas armas químicas si el Gobierno de Jerusalén emprendía alguna acción contra su país. Ha sido el primer paso de una escalada de tensión que nadie sabe cómo puede acabar. «Israel es fuerte e Irak se encuentra a las puertas de un ataque por nuestra parte», afirma en tono contundente el ex ministro de Defensa, Isaac Rabin.

Como primera medida, un día después del mensaje de Hussein, Israel envió al espacio su segundo satélite, el *Ofek 2*, calificado por especialistas como «satélite espía». «El significado político de esta nave es extraordinario, porque también puede ser utilizado con fines militares», señala David Steinberg, un ex analista norteamericano de programas espaciales. El líder del Partido Laborista, Simon Peres, añade que «el *Ofek 2* es una manera de recordar a Irak que si quiere tratar con Israel ha de hacerlo de otra forma que no sea la militar».



La respuesta del Gobierno de Shamir al desafío del presidente iraquí, Saddam Hussein, ha sido contundente: en el espacio se encuentra ya el satélite «Ofek-2», destinado a fines militares



Las autoridades israelíes han comenzado, además, a distribuir máscaras antigás entre la población civil, y a reabrir los refugios construidos en las viviendas y en las escuelas del país. Algunos oficiales del Ejército judío han reconocido que, en caso de estallar una nueva guerra en Oriente Próximo, la victoria le costaría a Israel más vidas humanas que en cualquier otro conflicto anterior, considerando la creciente carrera armamentística de la zona y los regímenes de los países vecinos. Tras la amenaza iraquí, las grandes potencias

que protegían como un tesoro su arsenal nuclear, han recordado que el Tercer Mundo ha adquirido un escalofriante potencial en armamento químico.

Saddam Hussein ha explicado de forma contundente que Irak no necesita armamento nuclear, ya que se ha convertido en la única nación, tras los Estados Unidos y la Unión Soviética, que posee armas químicas binarias. Este tipo de armamento incluye dos ingredientes que no son letales por separado, pero que, una vez combinados, poseen una capacidad de destrucción espeluznante. El Ejército iraquí, uno de los más potentes de la

zona, recurrió desde 1984 al gas para frenar los ataques de los soldados de Jomeini, provocando escenas de horror que, en su momento, conmocionaron a todo el mundo. Sin embargo, el propio Hussein ha resaltado estos días que sus Fuerzas Armadas no dispusieron de las armas binarias hasta los últimos días de la guerra con Irán, por lo que no pudieron utilizarlas.

En los dos últimos años, casi sin que el mundo se diera cuenta, el presidente Sad-

dam Hussein ha creado en Oriente Medio la más poderosa fuerza militar de la zona. Desde el final de la guerra Irán-Irak, en 1988, el Gobierno de Teherán ha visto disminuir su potencial bélico día tras día. En el caso de Irak ha ocurrido exactamente lo contrario. Ahora, sus tropas están mejor equipadas y entrenadas que las del resto de los Ejércitos de los países árabes. Por poner un ejemplo, las Fuerzas Armadas iraquíes son, en este sentido, dos veces mayores que las de Egipto, país que había sido tradicionalmente considerado como la

Mundo

potencia militar más importante de la región.

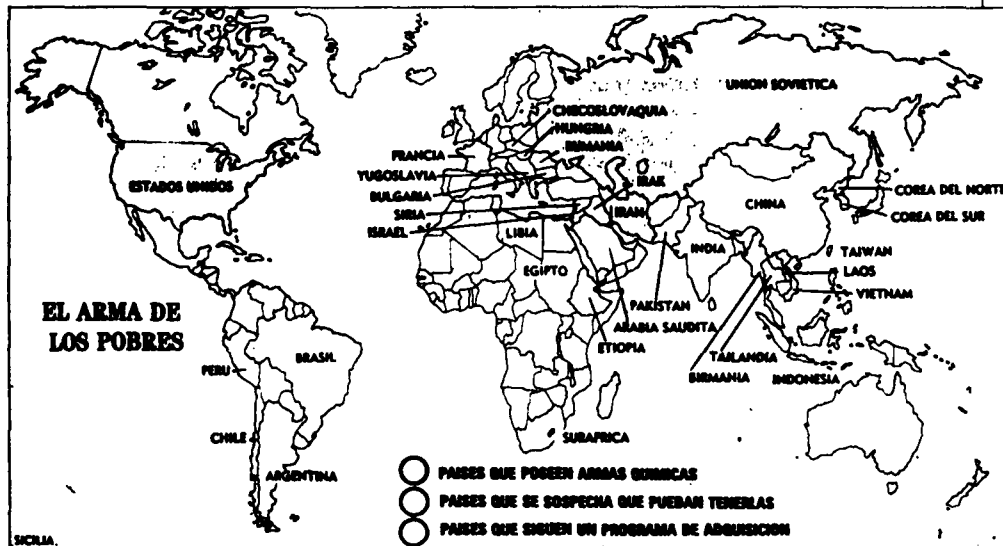
Al mismo tiempo, el presidente Hussein, de cincuenta y dos años, ha intensificado de forma grotesca el culto a su personalidad. Las calles de todas las ciudades aparecen empapeladas por enormes carteles que llevan impresa su figura y, cada vez más, las librerías ofrecen estantes repletos de libros sobre su vida, tal como ocurría con el líder rumano Nicolae Ceaucescu. Mientras, en las escuelas, los estudiantes repiten incansablemente himnos como éste: «Saddam, Saddam, daremos nuestra sangre por ti.» Frases muy parecidas a las que, tras desencadenarse la crisis, han repetido por las calles de Bagdad decenas de miles de iraquíes, quienes se han manifestado repetidamente en apoyo de su líder. El mensaje es claro: Saddam, «el héroe de la liberación nacional», puede devolver al país sus viejos días de gloria. Algo que, traducido en Occidente, significa una amenaza de enorme calado para la paz.

El nuevo Irak, bajo la férrea dirección de Hussein, está haciendo cambiar la balanza de poder en Oriente Medio. Hace una década, los planes de guerra de Israel apenas preveían la destrucción de la planta nuclear de Osirak, donde, según sus informes, se estarían llevando a cabo los primeros trabajos para conseguir armas nucleares. Ahora, con su poderío militar, Bagdad estaría en condiciones de atacar por sorpresa el mismo corazón de Israel, lo que provocaría el estallido de una guerra de proporciones gigantescas.

El precio de la guerra

Saddam Hussein dispone para el desarrollo de sus planes de la segunda reserva de petróleo del mundo. Sus torres de perforación, que han vuelto a recuperar el ritmo de extracción habitual antes de la guerra, son capaces de llenar cada día cinco millones de barriles del llamado *oro negro* (durante el conflicto armado con Irán sólo alcanzaban los 600.000). Y, por si eso no fuera suficiente, el ministro iraquí de petróleo ha confirmado que su país «está en condiciones de dominar la OPEP en los próximos años». Estas cifras no impiden que su deuda externa haya aumentado de sesenta a ochenta billones de dólares. La explicación parece evidente: mientras Saddam realiza llamamientos continuos de austeridad a sus ciudadanos, gasta billones de dólares en rearmar al Ejército.

A pesar de sus negativas, el mayor esfuerzo del dirigente iraquí puede estar centrado en estos momentos en conseguir armamento nuclear, lo que no quiere decir que esté en condiciones de poseerlo de



El presupuesto del horror

Los presupuestos aprobados por el Gobierno israelí, que entraron en vigor el pasado día 1, dedican al capítulo de Defensa 6.000 millones de dólares (unos 720.000 millones de pesetas), cifra que los sectores más conservadores del Ejército consideran insuficiente para frenar la creciente amenaza que representan algunos de sus vecinos. Se trata sólo de un dato más que confirma la enfebrecida carrera hacia el rearme de toda la zona.

Según los especialistas en economía militar Eliezer Shefer y Victor Lavi, Arabia Saudí gasta en este capítulo el 25 por 100 de su Producto Nacional Bruto (PNB); Siria, Jordania e Israel, el 20, y Egipto el 11 por 100. Mientras tanto, en Occidente, Estados Unidos invierte el 6 por 100 de su PNB en Defensa, los países desarrollados pertenecientes a la OCDE, un 4,5 y, los países subdesarrollados, un 3 por 100.

Según se refleja en el *Balance Militar de Oriente Próximo 1988-1989*, publicado por el Centro de Estudios Estratégicos de Jerusalén, Egipto gastó en Defensa, en 1988, 4.000 millones de dólares (unos 480.000 millones de pesetas), Jordania 745 millones (90.000 millones de pesetas) en 1987, y Siria 3.500 millones (400.000 millones de pesetas) ese mismo año.

En el polvorín de Oriente Medio se unen, cada día de forma más evidente, dos efectos que pueden romper en cualquier momento el precario equilibrio de la zona. Por un lado, se trata de una región acosada por enfrentamientos viscerales de difícil solución; por otro, la mayoría de estos países cuentan con reservas económicas suficientes como para buscar y encontrar en el mercado internacional el armamento más sofisticado.

Por si eso no fuera suficiente, las arcas

de sus presupuestos cuentan, además, con una apreciable ayuda extranjera. EE. UU. presta a Israel una suma anual de 3.000 millones de dólares (unos 360.000 millones de pesetas), de los cuales más de la mitad se destinan a la cooperación militar, mientras que Egipto recibe 2.800 millones de dólares, 1.300 de ellos destinados a gastos militares.

Desde el otro lado del conflicto, si bien la ayuda militar soviética a Siria e Irak ha disminuido desde el ascenso al poder de Gorbachov, en 1988 y 1989 Damasco recibió mil millones de dólares (120.000 millones de pesetas), y Bagdad 1.500 millones (180.000 millones de pesetas).

Según afirma el general retirado Shelomo Gazit, «si el proceso político de paz no avanza y los gobernantes de Oriente Próximo no muestran más flexibilidad, capacidad de diálogo y posturas conciliatorias, la situación podría llevar, de modo acelerado, a una nueva conflagración militar».

En todo caso, los países árabes se han fortalecido militarmente de forma alarmante a lo largo de la pasada década, tanto desde el punto de vista cualitativo como cuantitativo, según señala el general retirado israelí Aaron Levrán, analista de asuntos estratégicos de la revista de las Fuerzas Armadas. «El número de divisiones de los tres estados árabes que limitan con Israel (Siria, Jordania y Egipto), más Irak, ha aumentado de 26, en 1973, a 76 el pasado año —afirma Levrán—, lo que supone una clara amenaza potencial para Israel».

Siria, Jordania, Egipto, Libia y Arabia Saudí también han adquirido en los últimos años misiles tierra-tierra y armas químicas, lo que les permite atacar a distancia ciudades e instalaciones militares y civiles

Mundo

forma inmediata. Washington y Londres le han acusado de querer comprar en el mercado internacional detonadores nucleares, a lo que ha respondido con una interrogación: «¿Se creen que los 10.500 dólares invertidos en detonadores bastan para producir bombas?» Hussein asegura además que agentes israelíes, norteamericanos y británicos intentaron vender uranio enriquecido a Irak para demostrar que su país está fabricando una bomba atómica, pero que no cayeron en la trampa. «Nosotros —repite finalmente— no necesitamos bombas atómicas, ya que tenemos armas químicas binarias.»

Según el Instituto de Washington, Bagdad dispone, en efecto, del mayor y más sofisticado programa de armas químicas del Tercer Mundo. Según el Gobierno iraní, los gases empleados por sus vecinos durante la pasada guerra del Golfo causaron la muerte a más de 50.000 soldados. Son armas de probada eficacia, tal como el Ejército iraquí ha demostrado desde agosto de 1987, cuando empezó a utilizar el misil tierra-tierra Scud-B, con un alcance de casi mil kilómetros. Las mismas fuentes mencionan como proyectos inmediatos la

construcción de los modernos tanques T-72, bajo licencia de Moscú; de piezas de artillería, aviones de espionaje, misiles de largo alcance... Según un embajador occidental en la capital iraquí. «Saddam es un hombre con prisas, que lo quiere todo.»

La maldición de Dios

El pasado mes, Irak ejecutó al periodista británico Farzad Bazoft, acusado de espionaje, a pesar de las peticiones de clemencia de todo el mundo. Su respuesta fue contundentemente trágica: «El nuevo lema de las superpotencias sobre los derechos humanos es proteger a los espías. La maldición de Dios caiga sobre las grandes potencias.» El hijo mayor de Saddam, Uday —destinado a sucederle en el poder—, añadió que el periodista debía haber sido ejecutado sesenta veces más...

Barzof había sido detenido después de visitar una planta incendiada, presumiblemente de carácter militar.

Hussein administra el poder con la ayuda de un restringido círculo de personas, la mayoría de las cuales son miembros de su propia familia o vecinos de su ciudad natal, Takrit, al norte de Bagdad. Ellos dirigieron una guerra contra sus vecinos iraníes que le costó al país un millón de muertos y heridos sobre una población de 17 millones de habitantes.

Distintos grupos de derechos humanos han denunciado desde hace años que el pueblo iraquí sufre uno de los más represivos sistemas policiales del mundo. Más de un millón de personas han tenido que dejar el país por razones políticas y económicas, mientras, según estas denuncias, las protestas de la minoría kurda son acalladas sistemáticamente con gas letal. Was-

El carnicero de Bagdad

SE llama a sí mismo el «Caballero de la Nación Árabe». Sus detractores lo conocen como el «tirano sediento de sangre» o «el carnicero de Bagdad». Saddam Hussein dirige Irak con mano de hierro y guante de acero, apoyado por un Ejército de un millón de hombres y una legión de informadores, asesinos y torturadores. Saddam, como se le conoce en Oriente Próximo, es perseverante en su afán de gloria para sí mismo y su país. No ha dudado en usar armas químicas contra sus enemigos de dentro y fuera de las fronteras iraquíes. Está construyendo un arsenal de misiles balísticos que podría destruir a sus tradicionales enemigos de la región, Irán e Israel. La semana pasada sus agentes fueron sorprendidos comprando componentes electrónicos capaces de hacer explotar una bomba atómica.

Los emisarios de Saddam fueron atrapados en una delicada operación preparada por agentes encubiertos de Estados Unidos y el Reino Unido. Los sumarios abiertos en ambos países contra los agentes les acusan de intentar comprar ilegalmente capacitadores electrónicos de una fábrica de California cuyos responsables informa-



Hussein ha asegurado que Irak es el único país, junto a Estados Unidos y la URSS, que dispone de armas químicas binarias. Durante la guerra con Irán, Bagdad ya utilizó el arma de los pobres, con resultados que horrorizaron al mundo

ron inmediatamente a las autoridades norteamericanas. Irak negó tajantemente que estuviera construyendo una bomba atómica, y Hussein maniobró para no aparecer ante la opinión pública mezclado en tan embarazoso asunto. En sus discursos, tras aquel suceso, aseguró que «los enemigos de los árabes» intentaban frenar «la marcha de Bagdad hacia el progreso, bloqueando las exportaciones de tecnología con destino a nuestro país». De hecho el supuesto capacitador adquirido por Irak

era un ingenio que servía para alimentar a los pollos: una unidad costaba algo más de diez dólares en una tienda militar de Bagdad

Muchos expertos militares occidentales creen que Irak tardará al menos cinco años en construir un arma nuclear (aunque el Pentágono considera que lo conseguirá en menos tiempo). En 1981 el programa nuclear de Saddam Hussein fue retrasado considerablemente después de que Israel bombardeara el reactor de Osirak, cerca

Mundo

hington añade que hay traslados arbitrarios de la población por distintas regiones del país, deportaciones, arrestos indiscriminados, torturas, desapariciones y ejecuciones sumarísimas. Según Amnistía Internacional (AI), las torturas, también para los niños, incluyen métodos como las quemaduras, la amputación de narices, labios, senos, órganos sexuales...

Las peores acusaciones contra el régimen de Hussein surgen en relación con la minoría kurda, unos tres millones de personas en todo el país. Al afirma que cinco



de la capital. Los iraquíes salvaron veintisiete libras de uranio enriquecido de Osirak, el suficiente para procesar una bomba atómica. Pero dado que Irak ha firmado el Tratado de no Proliferación de Armas Nucleares, el uso que de ese uranio se haga puede ser controlado por una comisión internacional. Expertos occidentales temen que se esté desarrollando un programa

mil kurdos fueron asesinados en 1988 en el curso de un único ataque con gas a la ciudad de Halabja. Otros muchos lugares han sufrido ataques semejantes en otras zonas del país. Naturalmente, Irak niega de forma vigorosa todas estas acusaciones, confirmadas por grupos de derechos humanos que mencionan asimismo la deportación masiva de cientos de miles de integrantes de tribus kurdas, asentadas durante siglos en el norte del país.

Tampoco es una sorpresa que, en este contexto, los iraquíes puedan ir a la cárcel por derramar un café sobre la fotografía de Hussein reproducida en un periódico, o puedan ser ejecutados sólo por criticarle en público.

Historia negra

Las negociaciones para eliminar las armas químicas se han tornado casi interminables. Desde que en 1922, con el Tratado de Washington, se prohibiera el uso de gases tóxicos en la guerra, los pactos se han sucedido a un ritmo continuo. El último de ellos lo firmaron 149 países hace sólo unos meses. Pero ninguna de estas reunio-

nes en la cumbre ha impedido que gases como el tricloro de fósforo o el thiodiglycol sembraran de horror la guerra de Etiopía, la de Afganistán o la de Irán-Irak.

Ahora, la amenaza del dirigente iraquí a Israel puede haber empezado a desbordar el vaso de la tensión entre ambos países. El primer ministro israelí, Isaac Shamir, ha asegurado que su país «no tiene intenciones agresivas contra nadie, pero ha demostrado en el pasado que es capaz de defenderse, y no se dejará chantajear por amenazas como ésta». Al fondo, quedan también las declaraciones del general que encabezó el ataque israelí contra el reactor nuclear iraquí, quien afirmó una acción similar podría volver a producirse para evitar que Irak consiga hacerse con armas nucleares.

Occidente, que había borrado de su memoria el volcán de Oriente Medio ante el brillo de los sucesos del Este, puede despertar a una trágica realidad en cualquier momento.

Informe elaborado por B. Sánchez Alba (Jerusalén), R. Wilkinson (El Cairo), J. V. Boo, R. Watson (Washington) y la Sección de Internacional de ByN

paralelo secreto. Asimismo se teme que Irak esté intentando hacerse con los materiales suficientes para construir una planta subterránea para enriquecer uranio. Después de comprar los componentes disponibles sin ninguna orden particular, la extensa cadena de compra militar de Irak en toda Europa y Estados Unidos intenta ahora hacerse con los dispositivos capaces de hacer estallar el uranio del núcleo de una bomba atómica.

Los investigadores aseguran que la principal agencia de compra de tecnología militar en Europa se llamaba Euromac, y tenía abierta una oficina en un barrio de Londres, Thames Ditton, y cuya actividad legal era la comercialización de patatas fritas congeladas. La empresa estaba dirigida por Ali Ashour Dagher, de cuarenta y nueve años, que tenía nacionalidad iraquí y británica, identificado por los servicios norteamericanos como miembro del espionaje iraquí.

El informe de la Administración norteamericana hecho público la semana pasada citaba la declaración de un empleado británico de esta empresa, Michael Brian Hand, sobre quien no recaía ninguna acusación y que aseguraba que en los últimos años «la compañía había ganado miles de millones de dólares procurando material de guerra a Irak».

Durante una buena parte del tiempo que duró la contienda entre Irán e Irak, que ter-

minó en agosto de 1988, Estados Unidos no puso ninguna objeción a las compras efectuadas por Irak; de hecho Washington ayudó a Saddam suministrándole información sobre el movimiento de las tropas iraníes obtenida por los satélites espías norteamericanos. El Gobierno británico, que conocía perfectamente las actividades de Euromac, se sentía feliz de que Irak tuviera esta oficina en suelo británico.

En septiembre de 1988, de acuerdo con el citado informe, Euromac contactó con una empresa llamada CSI Technologies en San Marcos, California, al norte de San Diego. Los iraquíes quisieron comprar capacitadores y otros ingenios aptos para el almacenaje de electricidad y descargarla súbitamente produciendo una sacudida. Sus especificaciones eran muy claras. Querían coaxial, alto voltaje, inductores de baja capacidad diseñados para contrarrestar la altitud y las vibraciones, entre otras cosas. «Inmediatamente llegué a la conclusión de que se iban a utilizar en una cabeza nuclear», aseguró Jerry Kowalsky, presidente de CSI.

Aunque los iraquíes no admiten que están construyendo armas nucleares, no se disculpan por hacer cualquier cosa que ellos consideran que es necesario para defenderse. Y siempre señalan que hace ya cinco años Israel fue sorprendida comprando alta tecnología de guerra e ingenios que posteriormente tuvo que devolver.

Le Provençal 1^{er} avril 1990

Entre les Alpes et le Kurdistan

Un médecin et la solidarité

Fête Kurde, hier à l'aumônerie Saint-Raymond. Objectif : dénoncer la torture. Le Dr Déau, médecin du monde de Sainte-Tulle revient de là-bas. Témoignage



Hier après-midi, à l'aumônerie, la fête kurde débutait par un lâcher de ballons dans la cour (Photo J.C.).

Hier, des jeunes de tous le département et les membres de l'association des chrétiens pour l'abolition de la torture organisaient à l'aumônerie Saint-Raymond une journée d'action-jeunes sous forme de fête afin de promouvoir les efforts de tous ceux qui luttent contre la torture au Kurdistan. Lâcher de ballons, jeux, veillée, repas étaient au programme, mais aussi un débat avec le Dr Déau, médecin du monde exerçant à Sainte-Tulle. Nous avons rencontré ce dernier qui nous a parlé des actions humanitaires menées au Kurdistan.

Une salle d'attente comme les autres. Un cheval à bascule, une banquette et, au mur, des photos d'enfants presque comme les autres. A cela près qu'ils sont kurdes, et que pour survivre, ils doivent se cacher et lutter. Ces enfants-là, le Dr Déau les connaît bien, pour avoir vécu avec eux, lors d'une mission de Médecins du Monde à la frontière Iran-Irak.

"La mission à laquelle j'appartenance envoie tous les mois un chirurgien et une infirmière dans cet hôpital de campagne, qui est à la

fois un hôpital de guerre. Les hommes qui vivent dans cette zone montagneuse sont des maquisards, des gens qui fuient. Cet hôpital s'est déplacé sept fois dans les six dernières années. Ces hommes connaissent bien la torture, pour avoir été en contact direct avec elle. Ils arrivent parfois complètement déshiquetés. Il est évident que, aussi essentiel que soit le travail de médecin, il n'est pas le plus important. L'important, c'est l'échange".

En effet, la philosophie de Médecins du Monde s'appuie sur trois registres : soigner, comprendre, témoigner.

"En l'occurrence, le jeu en vaut la chandelle, car il s'agit de gens complètement oubliés : le peuple kurde se situe aux confins de cinq nations et ne constitue pas une nation, il n'a aucune existence légale. Il y a là vingt millions de personnes de langue commune, de culture commune, et qui sont écartelés entre cinq pouvoirs."

La politique du bulldozer

Cinq pouvoirs, cela veut dire cinq gouvernements qui n'ont qu'une idée en tête : détruire leur population kurde. "C'est, explique le Dr Déau, la politique du bulldozer, de la bombe chimique". On comprend alors que la présence de médecins membres d'organisations non gouvernementales soit particulièrement indispensable dans cette région. "La cause des kurdes est simple : Un Kurdistan autonome dans un Iran démocratique".

Malgré la gravité de la situation, le Dr Déau garde un moral d'acier. "Ces maquisards se nomment Peshmerga, c'est-à-dire qui regarde la mort en face : c'est clair ! C'est un don de soi jusqu'à la mort. Bien sûr, les blessures psychologiques sont souvent immenses".

335 Kurdes ont été accueillis en France grâce à Mme Mitterrand. "Dans les camps de réfugiés, nous avons un mal fou à les identifier : ils perpétuaient l'habitude de se cacher, de changer de nom, et s'appelaient un jour Mohamed, le lendemain Hussein. Nous avons été obligés de reconstituer des arbres

généalogiques, avec des photos, d'enregistrer tout le monde sur ordinateur pour nous y retrouver. Aujourd'hui, ils sont intégrés dans les villages d'Auvergne. Mais est-ce une véritable solution ?"

"La mission de Médecins du



Le docteur Déau (Photo J.C.).

Monde est exemplaire car elle va au devant d'individus en lutte contre les états totalitaires. Ce peuple ne représentant pas une nation, le seul recours du Kurdistan est un recours humanitaire : nous faisons acte d'ingérence dans les affaires de ces Nations. C'est une nouvelle écriture des droits de l'Homme".

Solidarité

Il se noue une solidarité efficace autour de ce problème : à Manosque l'hôpital, la clinique et diffé-

rents laboratoires ont offert du matériel très courant et des médicaments, et chaque mois le Dr Déau et ses associés, à Sainte-Tulle reçoivent 30 à 40 kg de médicaments de la part de leurs patients. "C'est très important que Monsieur tout le monde, et le médecin de campagne puissent participer activement à cette action".

Actuellement, l'hôpital collecte pour le Kurdistan du petit matériel médical, et des médicaments, uniquement. S'adresser au service des

urgences.

A écouter cet homme, on laisserait bien père et mère, la T.V. et le chat, pour suivre ses pas, on lui demanderait bien un itinéraire fléché, la route des Peshmerga...

A.C.A.T. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, avenue Bailli de Suffren, 04860 Pierrevert ☎ 92.87.86.00

Médecins du Monde, 27 boulevard d'Athènes, 13001 Marseille ☎ 91.90.77.70, C.C.P. Marseille 6881.71 M.

TEMOIGNAGE CHRETIEN

2 avril 1990

TURQUIE: TENSIONS AU KURDISTAN

Plusieurs morts et des dizaines de blessés, tel est le bilan des récentes manifestations kurdes au sud-est de l'Anatolie, à l'occasion du Nouvel An chiite (Newroz, 21 mars). Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste) avait décidé de mobiliser la population en décrétant que la semaine du 21 au 28 mars serait celle de « la lutte populaire contre le colonisateur ».

Le 20 mars, de violents affrontements près de Mardin (sud-est du pays), ont opposé les habitants de la ville et les forces de l'ordre, faisant quatre morts et neuf blessés ; 300 personnes étaient placées en garde à vue. A Elazig, dans l'est du pays, neuf personnes travaillant dans une banque d'Etat ont été tuées le mercredi 21 mars ; d'après l'agence turque *Anatolie*, l'attaque serait due à un « groupe terroriste », sans plus de précisions.

LE MONDE 1er -2 avril 1990

Après la découverte d'exportations illégales

Bagdad est la cible de plusieurs enquêtes en Grande-Bretagne

La découverte, mercredi dernier à Londres, d'un trafic, à destination de Bagdad, de dispositifs de mise à feu pouvant faire exploser des engins nucléaires a ouvert la voie à d'autres enquêtes douanières britanniques sur des exportations illégales vers l'Irak et à une longue procédure en Grande-Bretagne ainsi qu'aux Etats-Unis. Sur le plan diplomatique, cette affaire a encore aggravé les relations difficiles entre Bagdad et Washington, cependant que l'Irak s'est efforcé, vendredi 30 mars, de minimiser la découverte de mercredi, affirmant que les dispositifs saisis à Heathrow n'étaient que de « simples condensateurs électriques utilisés pour de nombreux usages industriels et scientifiques ».

Les douaniers britanniques ont constaté qu'un ressortissant irakien, que Londres a décidé d'expulser, était également impliqué dans une autre affaire d'exportation illégale à destination de Bagdad - du matériel acoustique utilisé dans la fabrication des mines sous-marines (*le Monde* du 31 mars) - mise au jour à l'occasion de leur enquête sur les « éclateurs », menée conjointement avec leurs collègues américains. Il s'agit d'Omar Latif, employé à Londres

par la compagnie aérienne Iraq Airways. Or, selon *The Independent*, qui cite des sources moyenn-orientales, Omar Latif était le responsable des services secrets irakiens en Grande-Bretagne. Il aurait dirigé de nombreuses opérations depuis ce pays devenu, selon le journal, une plaque tournante d'exportations illégales d'équipements militaires vers l'Irak.

Parmi les personnes interpellées en même temps que lui - et qui ne semblent pas en relation avec la deuxième affaire - une Française de quarante et un ans, originaire de Bretagne et ayant épousé un Britannique, Jeannine Speckman, a été laissée en liberté sous caution et doit comparaître le 10 mai devant la justice. Egalement inculpée aux Etats-Unis - les « éclateurs » saisis à Londres provenaient de ce pays -, employée par Euromac - l'une des sociétés mises en cause - M^{me} Speckman a assuré qu'elle était totalement étrangère à ce trafic. Lors d'une conversation téléphonique avec sa mère, elle a affirmé qu'elle « se sentait prise dans un engrenage et ne comprenait rien à l'affaire ». - (AFP, Reuter.)

Liberté du Morbihan

2 avril 1990

Le peuple kurde en péril !

Vingt cinq millions de Kurdes sans patrie ! Les représentants de l'institut kurde en France, après une tournée en Bretagne sont venus à Lorient nous parler du sort dramatique de leur peuple...



M. Shewki, directeur du service social et des affaires expérimentales de l'institut kurde, M. Hamarash, relais local en Bretagne et Joël Guégan, conseiller municipal à Lorient UDB

LORIENT (V.L.). - « On ne parle jamais assez des Kurdes parce que nous n'avons jamais pris d'otage, jamais détourné un avion. Mais j'en suis fier », soutient M. Gassemlhou. L'UDB, en contact depuis plusieurs années avec les Kurdes, a invité ses représentants à Lorient pour une conférence diapositives publique, samedi soir au FJT. M. Shewki, directeur du service social et des affaires expérimentales de l'institut kurde à Paris et M. Hamarash, relais local de l'institut kurde en Bretagne ont entrepris une tournée en Bretagne pour parler de leur peuple, les Kurdes et des problèmes actuels qu'aucune nation n'a trop intérêt à soutenir... Cela engagerait un conflit où de nombreux pays seraient engagés.

Après Saint-Nazaire, Nantes, Saint-Brieuc, Lannion, Quimper vendredi, réunissant en moyenne une trentaine de personnes, les représentants du peuple du Kurdistan ont donné une conférence à Lorient samedi soir. Il est vrai que l'on parle peu du problème kurde. Outre les intérêts cachés des pays en commençant par le notre, la mode est actuellement au pays de l'Est. Même le pro-

blème palestinien, autre point de conflit culminant du Moyen-Orient est actuellement un peu délaissé. Le problème du peuple kurde est dû à sa situation géographique. Aussi grand que la France, le Kurdistan est pris en sandwich entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et le sud de l'URSS. La lutte pour la reconnaissance du peuple kurde n'est pas pas à sa fin, loin de là même, car aux limites géographiques vient s'ajouter une richesse naturelle: le pétrole qu'aucun pays n'a envie de céder... Notamment l'Irak, 3^e pays producteur, qui lui tire 70 % de son pétrole en territoire kurdistan. Le peuple kurdistan n'a jamais eu le statut légal d'un pays. Or son peuple, de langue indo-européenne, proche de la famille des Persans, ne souhaitent qu'une seule chose : vivre en Liberté ! Une liberté qui aujourd'hui est complètement barbelée... certains camps sont même complètement gazéifiés. En mars 1988, une ville kurde a été attaquée chimiquement faisant 5 000 morts. Il y a des camps où aucune organisation internationale n'a pu pénétrer... C'est ce petit aperçu de la situation dramatique du peuple kurde qui a été évoqué samedi soir à Lorient.

TÉLÉGRAMME DE BREST

2 avril 1990

Réunion-débat au FJT

Le peuple kurde le mal-aimé de l'Histoire

Samedi soir, l'UDB et Joël Guégan présentaient le problème kurde au FJT Courbet.

Lorient était la sixième étape bretonne de MM. Shewki et Hamarash, de l'Institut kurde de Paris.

25 millions de personnes

Ils sont 25 millions répartis sur cinq pays, Turquie, Iran, Irak, Syrie et URSS, qui subissent encore aujourd'hui une répression sanglante.

Leur position géographique ne les aide pas, étant au confluent des courants arabe, turc et persan.

Les intérêts en jeu à la suite de la Première Guerre mondiale n'ont pas permis la création d'un Kurdistan libre. L'importance du pétrole a ensuite incité les grandes puissances à préférer un statu quo dans la région.

Un conflit méconnu

Le génocide kurde et la situation dramatique dans laquelle vit ce peuple laissent les médias occidentaux dans l'indifférence. S'ils faisaient partie d'une république soviétique, la popularisation de leur lutte serait plus facile.

Malheureusement, ils se trouvent confrontés à cinq régimes différents, et pas des plus tendres, d'où leurs difficultés à se faire entendre. Même l'ONU les tient à l'écart.

Pour plus de renseignements : Institut kurde, 106, rue La Fayette, 75010 Paris.

Irak : les armes d'une ambition

La découverte d'un trafic de détonateurs pour charges nucléaires n'est qu'un exemple de la façon dont Bagdad renforce son arsenal : missiles, armes chimiques et peut-être atomiques.

« J'ai abordé ma carrière politique avec la conviction que j'avais à endosser une responsabilité hors du commun » : cet aveu de Saddam Hussein n'est pas une simple rodомontade. Le Président irakien est profondément persuadé que le destin lui a confié une mission historique : faire de l'Irak une sorte de Prusse du Proche-Orient, l'ériger en chef de file du monde arabe. Saddam sent peser sur ses épaules l'héritage de trois mille ans d'Histoire, de l'empire babylonien (XVIII^e au VI^e siècle avant Jésus-Christ) au califat abbasside qui, pendant cinq siècles (du VIII^e au XIII^e), fit de Bagdad la capitale de l'empire arabe. Des rêves de Nabuchodonosor et de Harun al-Rachid flottent dans la tête du fils de paysan de Tikrit, une ville au nord de Bagdad qui fut, dit-on, le pays de Saladin.

Aux yeux de Saddam, la puissance de l'Irak passe par la puissance militaire. D'où la volonté de se doter de toute la panoplie : armes chimiques, missiles, bombes nucléaires.

La découverte, mardi, à Londres, d'un trafic portant sur des équipements pouvant servir de détonateurs à des armes atomiques n'est que le dernier épisode en date d'un feuilleton qui en comprend beaucoup d'autres.

Les appareils, fabriqués par une firme de Wellesley (Massachusetts), allaient être embarqués à bord d'un avion régulier de la compagnie Iraqui Airways quand les agents des Douanes britanniques et américaines sont intervenus. Sur les précieuses caisses, une simple inscription : « Matériel de bureau »... Cet incident ne fait que confirmer le patient travail de l'Irak, sous la direction du ministre de l'Armement, Hussein Kamel, pour déve-

opper son potentiel militaire dans trois domaines particulièrement sensibles : le nucléaire, le chimique, les missiles.

► **Le nucléaire.** L'inquiétude n'est pas nouvelle. Via diverses filières, notamment italiennes, Bagdad était soupçonné de vouloir détourner à des fins militaires les installations nucléaires civiles qui lui avaient été vendues, entre autres par la France. C'est la raison qui a amené les Israéliens à raser, à coups de bombes, en 1981, le réacteur expérimental de Tammouz. Les Irakiens demandent régulièrement à Paris de reconstruire cette centrale. Mais, tout en évitant, pour des raisons diplomatiques, d'opposer un refus catégorique à la requête de l'Irak, la France n'a nullement l'intention d'y donner la moindre suite. Bagdad cherche donc d'autres voies pour se procurer à la fois le combustible et les équipements nécessaires à la confection de bombes. Au dire des spécialistes, il n'est toutefois pas certain que l'Irak soit sur le point d'être en mesure de fabriquer en série des charges miniaturisées et réellement opérationnelles.

► **Le chimique.** Utilisées pour « casser » les vagues d'assaut iraniennes sur le Chott el-Arab au cours de la guerre contre l'Iran – et pas seulement contre les Kurdes – les armes chimiques semblent en dotation régulière dans l'armée irakienne. L'Irak a participé à la conférence de Paris sur ces armes, comme d'ailleurs Bagdad s'est soumis au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Mais rien n'indique que Saddam soit disposé à renoncer à des armes chimiques qui, transportées par des missiles, constitueraient un moyen de destruction redoutable.

► **Les missiles.** Avec l'aide d'entreprises étrangères, notamment de la firme ouest-allemande Messerschmidt-Boellkow-Blohm (MBB), qui a opéré à l'abri de sociétés écrans (Consen-Flat, basée en Suisse), l'Irak est parvenu, dans un premier temps, à allonger la portée des missiles Scud B, d'origine soviétique. En réduisant le poids de la charge de l'engin (500 kilos au lieu de 1 tonne), les ingénieurs ont réussi à faire passer de 300 à 600 kilomètres le rayon d'action de ces fusées sol-sol. Une opération complexe nécessitant des techniciens de très haut niveau. Mais l'Irak a désormais dépassé le stade de ce « bricolage ». Après les mis-



Détonateur nucléaire

Saddam Hussein

L'Irak a dépassé le stade du « bricolage »



JORDAN IAISSON/GAMMA

siles Hussein (600 kilomètres) et El-Abbas (900 kilomètres), tous deux dérivés des Scud, Bagdad ambitionne de se doter d'engins plus performants. Les Irakiens se sont ainsi engagés dans un projet – Condor II ou Badr 2000 – avec l'Argentine et l'Égypte pour s'équiper d'un missile capable de frapper des cibles à plus de 1 000 kilomètres avec une précision de l'ordre de 200 à 300 mètres. L'Égypte, sous la pression des Américains, s'est retirée du projet, mais l'Argentine semble disposée à le poursuivre seule avec l'Irak. Et, récemment, les Irakiens ont procédé au tir expérimental d'une fusée spatiale de trois étages en principe capable de mettre des satellites sur orbite. Une situation qui donne des cauchemars aux stratèges israéliens : ceux-ci redoutent une frappe « chirurgicale » – avec charges chimiques – sur leurs centres névralgiques en cas de nouvelle guerre israélo-arabe. Bien sûr, comme le souligne pudiquement un spécialiste israélien, l'État hébreu dispose d'un « potentiel nucléaire » dissuasif.

Il n'empêche que cette escalade dans la course aux armements au Proche-Orient est éminemment déstabilisante. Longtemps confiné au Centre-Europe, le risque de conflagration pourrait demain venir du Sud. ●

PIERRE BEYLAU

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE April, 3 1990

Baghdad Boasts of New Arms Chemical Weapon Would Destroy 'Half of Israel'

By Alan Cowell
New York Times Service

CAIRO — President Saddam Hussein of Iraq, boasting that he had acquired advanced chemical weaponry, threatened Monday to annihilate half of Israel if it moved against his country.

The bellicose statement reflected a deepening mood of defiance and anger and his suspicion that Western criticism of Baghdad's human rights record and assertions that Iraq is seeking a nuclear capability are part of a conspiracy to justify an attack on it.

In a speech on the official Baghdad Radio, Mr. Hussein said that if the United States and Britain thought the criticism would provide political and diplomatic cover for Israel to strike at Iraq, they were mistaken.

"Because, by God, we will make the fire eat up half of Israel if it tries to do anything against Iraq," he declared.

[In Jerusalem, Avi Pazner, a senior adviser to Prime Minister Yitzhak Shamir, said, "Israel has no aggressive intentions against anyone but has sufficiently proven in the past that it is able to defend itself and will not be blackmailed by threats like that," Reuters reported.

[The United States said Mr. Hussein's threat against Israel was "inflammatory, irresponsible and outrageous." The State Department spokeswoman, Margaret D. Tutwiler, said in Washington, "In a region which is already volatile enough, no one should be trumpeting chemical weapons. We should be trumpeting their destruction."]

Israeli warplanes destroyed an incomplete Iraqi nuclear reactor in 1981 that the Israelis said was being built to make atomic weapons. Accusations that Iraq is developing a nuclear bomb arose again last week, when British customs officials said they had thwarted an Iraqi operation to smuggle nuclear triggers from the United States.

Mr. Hussein denied that Iraq had acquired nuclear weapons and boasted of a new chemical capability as powerful as nuclear weapons.

"We do not need an atomic bomb," he said. "We have the dual chemical. Whoever threatens us with the atomic bomb, we will annihilate him with the dual chemical." He did not give details.

Western diplomats said "dual chemical" could refer to an advanced form of weapons that combine two chemical agents to produce a highly dangerous weapon.

Mr. Hussein has reacted with increasing virulence to criticism after

the execution by Iraq last month of a British-based Iranian reporter and the uncovering of the plot to smuggle what U.S. and British investigators said were nuclear detonators. The discovery of the triggering devices at London's Heathrow airport added to Western and Israeli worries about Iraq's military power.

During its eight-year war with Iran, ended by a cease-fire in August 1988, Iraq acknowledged using chemical weapons. Western diplomats in Baghdad say Iraq is capable of producing 3,000 to 13,000 tons of chemical weapons, including mustard gas and various nerve gases, each year.

But Mr. Hussein's statement was the first indication that Iraq had acquired a more advanced chemical capability. He said the capability was equaled only by the United States and the Soviet Union.

Iraq's military is the most powerful and battle-tested Arab army, according to Western military experts in Baghdad. It has about a million troops — twice as many as Egypt, the traditional power of the Arab world — and more tanks and combat aircraft than Israel, the specialists said.

It has developed and deployed several medium-range missiles, it produces Soviet-designed T-72 tanks under license, and last year it launched a space missile with a potential range of about 3,000 miles (5,000 kilometers).

Mr. Hussein has long been seen by Arab and Western diplomats as harboring ambitions of regional hegemony and may thus have chosen

this moment of Arab disaffection with U.S. regional diplomacy to strike a militant posture.

Additionally, the diplomats said, the Baghdad regime is prone to see a Western-Israeli plot in the recent wave of criticism. They said Mr. Hussein may be seeking to preempt any action like the 1981 bombing of the nuclear reactor by Israel.

Last week, U.S. and British customs agents arrested five persons, including two Iraqis, and seized U.S.-made nuclear triggering devices that were to be loaded on an Iraqi Airways flight to Baghdad. Britain deported an Iraqi official after the seizure.

Iraq denied that the devices were for military purposes.

"The subject about which they are creating this uproar is the purchase of capacitors from the local American market at the price of \$10,500," Mr. Hussein said. "The price of each unit is \$100. They say that these units create the atomic bomb.

"Do these capacitors indeed create the atomic bomb? Don't they know the facts? Are they not ashamed of their white hair?"

The Iraqi leader made his speech after securing a degree of support in the Arab world.

On Saturday, the Arab Cooperation Council, which groups Egypt, North Yemen, Jordan and Iraq, issued a statement at its headquarters in Amman, Jordan, calling Western criticism a "flagrant interference in Iraq's internal affairs and assault on its right to defend its national security and sovereignty."

DIARIO, 3 de abril- 1990

Saddam Hussein amenaza con destruir «medio Israel» con armas químicas, si ataca a Iraq

El presidente de Iraq, Saddam Hussein, amenazó con destruir medio Israel con avanzadas armas químicas, si Jerusalén emprendía alguna acción contra su país. En

un discurso retransmitido por radio y TV, y en su primera reacción ante las acusaciones de que Iraq trataba de construir armas atómicas, Hussein afirmó que no nece-

sitaban «bombas atómicas, porque tenemos armas químicas binarias». Israel reaccionó cautelosamente e indicó que no se «dejarían chantajear por amenazas como ésta».

SUBHY HADDAD/Reuter
Bagdad

El presidente Saddam Hussein amenazó ayer con incendiar medio Israel con avanzadas armas químicas, si este país se unía a lo que llamó una gran conspiración existente contra Iraq.

«Juro a Dios que prendemos fuego a medio Israel si trata de emprender cualquier acción contra Iraq», dijo Hussein, en su primera reacción

ante las acusaciones de que Bagdad estaba tratando de obtener detonadores para armas atómicas.

Estas acusaciones provocaron reacciones en Estados Unidos e Israel que pedían la destrucción de la supuesta capacidad nuclear iraquí.

Hussein afirmó en su discurso, retransmitido por radio y televisión, que Iraq no tenía necesidad de armas atómicas porque se ha convertido en la

primera nación, después de Estados Unidos y la Unión Soviética, en poseer armas químicas binarias.

«¿Piensan que detonadores por valor de 10.500 dólares eran suficientes para producir armas atómicas? ¡Que tontería! No necesitamos bombas atómicas porque tenemos armas químicas binarias», dijo.

Las armas binarias tienen dos componentes, cada uno de ellos relativamente inofensivo hasta

que se unen después de ser disparados, en que se convierten en un agente mortal para el sistema nervioso.

Hussein criticó a Occidente por sus lamentos tras la reciente ejecución en Iraq del periodista Farzad Bazoft, con pasaporte británico, acusado de espionaje. «Parece que Bazoft fuera el único ser humano de este mundo, como si los 17 millones de iraquíes no lo fuesen», señaló. «Así, el nuevo lema de las

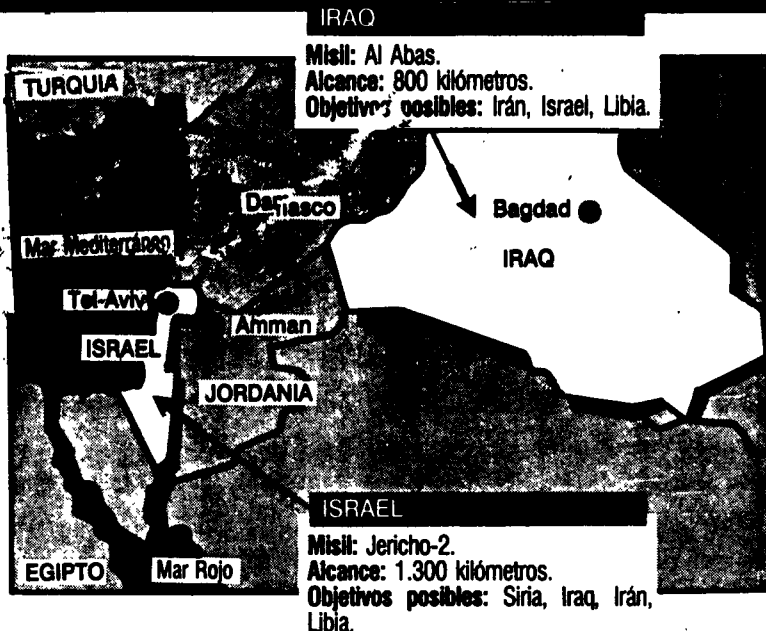
¿QUIEN TIENE ARMAS NUCLEARES EN ORIENTE MEDIO?



Saddam Hussein: «Juro a Dios que prenderé fuego a medio Israel, si éste trata de emprender cualquier acción contra Iraq.»



Respuesta de Israel: «Israel ha demostrado suficientemente en el pasado que es capaz de defenderse y no se dejará chantajear con amenazas como ésta.»



● Oriente Medio es la zona con un riesgo nuclear más alto del mundo. Se cree que Israel, Iraq e Irán tienen misiles nucleares.

● Los misiles de Israel tienen el mayor alcance (1.300 kilómetros), lo que significa que podrían llegar a cualquier objetivo en Iraq y Siria, y casi llegar a Teherán, en Irán.

● Los misiles de Iraq podrían llegar a Tel-Aviv y Teherán.

● Los misiles de Irán son los de más corto alcance, pero podrían llegar a Bagdad.

superpotencias sobre los derechos humanos es: proteger a los espías. La maldición de Dios caiga sobre las grandes potencias».

Barzof fue detenido después de visitar un planta incendiada cerca de Bagdad que, según la

Prensa occidental, era militar. Washington y Londres anunciaron la semana pasada que habían frustrado un plan iraquí para sacar de contrabando, a través del aeropuerto londinense de Heathrow, detonadores nucleares fabricados en Estados Unidos.

Hussein, de 52 años, en el poder en Iraq desde hace más de 20, y al mando de uno de los más poderosos ejércitos de Oriente Medio, afirmó que su país tenía que enfrentarse a una gran conspiración.

Dijo que Iraq no intenta atacar a nadie pero «si una avispa trata de avanzar hacia Iraq o agredirnos, le cortaremos el

aguijón de la espalda, la cabeza del tronco y la dejaremos partida en dos». «Quien nos amenaza con bombas atómicas, será aniquilado por las armas químicas binarias», añadió.

El presidente de Iraq dijo que había conseguido armas químicas binarias en los días últimos de la guerrad del golfo, aunque no llegó a usarlas contra Irán. Iraq ha admitido haber usado otro tipo de armas químicas contra Irán, pero ha rechazado los informes que indicaban que las había utilizado contra la minoría kurda en su territorio.

Durante la guerra del golfo contra Irán, Bagdad desarrolló misiles de largo alcance con los que bombardeó ciudades iraníes, y a comienzos de este año anunció la exitosa prueba de un cohete espacial.

Hussein agregó que agentes de Israel, Estados Unidos y el Reino Unido habían tratado de vender uranio enriquecido a Iraq para probar que este país estaba fabricando una bomba atómica. También mencionó al vendedor de armas George Bull, asesinado en Bruselas de un disparo hace diez días por desconocidos, del que dijo que había visitado Iraq.

El ministro de Asuntos Exteriores iraquí afirmó en un comunicado que Estados Unidos y Gran Bretaña habían cooperado en el asunto de los detonadores nucleares para perjudicar la reputación de Iraq.

«Israel sabrá defenderse»

AGENCIAS Jerusalén

Israel sabrá defenderse de la «amenaza potencial» iraquí, afirmó ayer Avi Pazner, consejero de prensa del primer ministro Isaac Shamir, tras la violentas declaraciones anti israelíes pronunciadas por el presidente Saddam Hussein.

«Israel no tiene intenciones agresivas contra nadie, pero ha demostrado suficientemente en el pasado que es capaz de defenderse, y no se dejará chantajear por amenazas como esa», declaró. Indicó también que Israel no tomaría la amenaza iraquí a la ligera y actuaría cautelosamente. «Iraq no ha dudado en disparar misiles sobre Irán y utilizar armas bárbaras, como las químicas, contra su propia población».

Hace 9 años, en 1981, cazas israelíes destruyeron un reactor nuclear incompleto iraquí que, según Israel, estaba siendo construido para fabricar armas atómicas.

Anteriormente, Rafael Eitan, antiguo jefe de las Fuerzas Armadas israelíes, dijo que su país podría atacar de nuevo para impedir que Iraq desarrolle armas atómicas.

Une initiative de l'UDB La tragédie Kurde racontée aux Lorientais

Invités par l'Union démocratique bretonne, deux représentants du peuple Kurde, M. Sweski et M. Hamarash sont venus à Lorient pour une soirée-débat ayant pour thème la défense et la reconnaissance de leur communauté.

L'histoire du peuple Kurde est méconnue. Et pourtant, avec une superficie de 500 000 km², le Kurdistan est aussi vaste que la France. L'histoire a voulu qu'en 1923, le Traité de Lauzanne partage ce pays entre quatre états. Depuis, les 25 millions de kurdes se répartissent sur la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie.

La malchance de ce peuple c'est d'être situé au croisement de trois grands courants culturels dominants la région : arabe, turc et persan. C'est aussi d'habiter là où se trouvent les plus gros gisements pétrolifères du Moyen-Orient.

Depuis 1923, l'histoire des Kurdes est jalonnée de massacres et d'initiatives visant à les exterminer ou du moins à annihiler leur culture.

Peuple sans terre reconnue les Kurdes, pour s'assimiler, doivent mettre une croix sur leur langue, leur religion et tout ce qui fait leur identité culturelle. En Irak, ils sont tout simplement déportés par villages entiers. Partagés entre quatre pays et situés sur une zone économique stratégique, ils ne bénéficient guère de l'amitié, voire de l'intérêt des pays développés. Leur cause a été évoquée une fois à l'ONU, en 1967, par... la Mongolie.

Le « plus grand peuple au monde à ne pas avoir la parole » garde quand même espoir. Les changements à l'Est et le souhait de la Turquie d'entrer à la CEE pourraient faire évoluer leur situation dans le bon sens.



M. Sweski, directeur du service social à l'Institut Kurde de Paris ; M. Hamarash, relais local de l'Institut kurde en Bretagne et M. Joë Guéquan, de l'UDB.

TÉLÉGRAMME DE BREST 3 avril 1990

Saint-Hernin

Deux délégués kurdes reçus à la mairie

Après avoir reçu l'accord unanime du conseil jeudi, Yves Rémond, maire, accueillait samedi à 14 h, deux représentants du peuple kurde, intéressés par les réalités bretonnes. Bénéficiant tous deux du statut de réfugiés politiques, exilés en France depuis dix ans, ils s'occupent sur notre territoire de rendre plus facile l'intégration de leurs compatriotes contraints comme eux à l'exil. Près de 70.000 kurdes vivent en France avec le statut de réfugiés.

Peuple sans territoire, évalué à près de 10.000.000 d'âmes, pourchassé de partout, son origine reste controversée. Pour les uns, ce sont des autochtones du Kurdistan descendant des Mèdes; pour les autres ce sont des Iraniens, venus au VII^e siècle avant J.-C. de la région du lac d'Ourmia à l'extrême nord-est de l'Irak actuel.

« Nous sommes un peuple d'éleveurs et d'agriculteurs, explique Sawki, et nous vivions dans une relative prospérité ». Employant le passé, Kamal ajoute :

« On peut dire que l'agriculture nourrissait, car dans 20 ans il n'y aura plus de possibilité de vie végétale dans notre région. On assiste à un regroupement des populations dans les bidonvilles à la périphérie des grandes agglomérations et des cités industrielles ».

La révolte des Kurdes est venue de leur volonté de maintenir leur particularisme contre toute assimilation que l'on tente de leur imposer comme en Turquie. Ailleurs la méthode est plus radicale puisqu'il s'agit, comme en Irak, d'élimination physique. 30% des Kurdes vivent en Irak. Enrôlés dans l'armée irakienne, les Kurdes désertent en masse avec armes et bagages...

Sawki et Kamal n'étaient pas venus les mains vides : ils ont offert un disque de musique traditionnelle de leur pays d'origine et dédié un livre traitant du problème kurde. Yves Rémond, en retour, après leur avoir offert le verre de l'amitié, leur a dédié une plaquette sur Saint-Hernin.

TURQUIE

L'agitation gagne les villes kurdes

A la suite de la répression sanglante de deux manifestations par l'armée turque à Nuzaybin et Cizre, les commerçants de Mardin et Diyarbakir ont fermé boutique vendredi dernier.

Alors que deux magazines ont été saisis ce week-end pour avoir publié des reportages sur les Kurdes, les dirigeants des principaux partis politiques turcs ont accusé « des pays étrangers » de soutenir les « groupes séparatistes » kurdes qui opèrent en Anatolie, à l'issue d'un sommet tenu à Ankara à l'initiative du président Turgut Ozal.

Pour une fois, Diyarbakir la noire et Mardin la blanche étaient d'accord : la plupart des boutiques avaient fermé la semaine dernière en signe de protestation contre les violences policières. Vendredi 30 mars, presque tous les rideaux de fer étaient baissés dans les rues commerçantes. C'était la première fois depuis dix ans. Les événements de Nusaybin et de Cizre ont mis le feu aux poudres. Nusaybin et Cizre sont deux bourgades turques à la frontière syrienne. On y parvient en longeant un no man's land : barbelés, tranchées, miradors et soldats en armes sur des kilomètres. Ce qui n'empêche pas les contrebandiers et les terroristes kurdes de s'infiltrer en territoire turc. Le 13 mars dernier, 13 membres de l'organisation séparatiste kurde du PKK (Parti des travailleurs kurdes) ont été tués au cours d'une opération de police dans la région de Mardin. Les obsèques de l'un d'entre eux ont eu lieu le 15 mars à Nusaybin,

mais la police turque refuse de rendre les 12 autres corps aux familles. Pour les habitants de Nusaybin, tous n'étaient pas des terroristes. La population manifeste, la police riposte : on relève un mort et cinq blessés. La semaine suivante, c'est au tour de Cizre : quatre morts et neuf blessés à la suite d'une nouvelle manifestation, une centaine d'arrestations. Le couvre-feu est instauré. En guise de protestation, les commerçants ferment boutique. Aujourd'hui l'ordre règne à Nusaybin : la police et les unités spéciales de l'armée turque sont à chaque coin de rue. Contrôles d'identité. Couvre-feu tous les soirs à 10 heures. Mais la vieille ville de Cizre résiste encore, dit-on ici. Les autorités turques ne peuvent y pénétrer.

L'agitation a ensuite gagné Mardin, puis, Diyarbakir. Diyarbakir est la principale agglomération du sud-est turc. Le PKK ne se gêne plus pour y agir à sa guise. Le soir, on glisse les tracts sous les rideaux de fer, enjoignant aux commerçants de fermer boutique. Le matin tôt, la police passe à son tour pour exiger l'ouverture. Mais c'est moins la police que la nécessité de subsister qui l'a emporté, quand les magasins ont rouvert samedi. Entre-temps, 34 personnes ont été arrêtées. Certains commerçants avaient pourtant ouvert vendredi. Samedi soir, un incendie s'est déclaré dans une boutique du centre ville. Faut-il y voir la main du PKK ?

Ici, on se procure sans problème les publications kurdes interdites et les casettes de musique turque engagée. Il faut dire que le terrain est favorable : une population majoritairement jeune, un taux de chômage élevé. Les jeunes sont dans la rue. A dix ans, ils cirent les chaussures, jouent au ballon, à la guerre parfois, ce qui énerve la police. A vingt ans, ils donnent un coup de main à droite et à gauche. Ils font des blagues, se font passer pour des membres du PKK et profèrent des menaces. Parfois encore, ils militent.

L'aisance insolente des quartiers turcs suscite des frustrations : ils disent que la vieille ville est sale parce que les Kurdes sont des pores. Mais les quartiers turcs sont plus souvent nettoyés par la municipalité. Dans les rues, au milieu des *chahars* (sorte de pantalon bouffant) des paysans kurdes, on remarque comme des uniformes, portés fièrement par de grands moustachus, la tête entourée d'un keffiyé : ce sont les Kurdes irakiens d'un camp de réfugiés voisin de Diyarbakir. On me signale que l'uniforme du PKK est presque semblable au leur.

En famille, les enfants parlent kurde. A l'école primaire on ne parle que le turc. Avant la classe, on chante un chant patriotique et on decline fièrement une citation de Mustafa Kemal. « *Ne mutlu Turkmun diyene* » (heureux celui qui peut se dire turc), que les petits Kurdes marmonnent : « *Ne mutlu Kur-*

dum diyene... Les instituteurs semblent ne pas les entendre. Les vieux en revanche voient d'un œil réprobateur les activités du PKK ; surtout s'ils sont religieux : le parti se réclame sans nuance du marxisme léninisme.

Ce n'est pourtant pas le cas de cette vieille femme, en résidence surveillée au premier étage d'un HLM local. Dans un coin de la pièce, une photo peinte de la Kaaba de La Mecque. En face un jeune guerillero : 20 ans, peut-être, mais un regard dur. Elle a donné le jour à neuf enfants. Tous ont été membres du PKK. Son préféré, celui de la photo, est le bras droit d'Abdullah Ocalan, dit « Apo », le chef du PKK. « Une fanatiquette », dit-on.

C'est ici le principal reproche que l'on fait au PKK, mêlé toutefois de sympathie (« ils agissent, au moins... »). Un PKK qui modère pourtant ses objectifs, comme en témoigne une interview de son leader, Apo, au grand quotidien *Hurriyet* : après une menace traditionnelle de « *terreur systématique* », il offre un cessez-le-feu au gouvernement turc, et ajoute : « *Il n'est pas question dans l'immédiat que la région kurde se détache de la Turquie. Mon peuple a besoin de la Turquie, nous ne pouvons nous séparer avant 40 ans au moins. Mais plus tard un plébiscite sera organisé et le peuple de la région décidera de son avenir. En tout cas soyez sûrs que mon peuple ne collaborera pas avec l'étranger contre la Turquie.* »

Jean FLOURY

QUOTIDIEN DE PARIS, 4 avril 1990

Irak : la surenchère militaire

En déclarant, dans un discours diffusé lundi, d'une part, que son pays détruirait « la moitié d'Israël » si celui-ci tentait « quoi que ce soit » contre l'Irak et, d'autre part, en révélant que Bagdad détenait une arme chimique des plus redoutables, le président irakien Saddam Hussein a sans aucun doute fait monter d'un cran la tension au Moyen-Orient. L'Irak a, d'autre part, appelé la Ligue arabe à se réunir d'urgence pour parler à une éventuelle opération militaire israélienne.

VIVEMENT critiqués en Israël (voir ci-dessous) les propos du président Saddam Hussein ont été jugés « incendiaires et irresponsables » à Washington. D'autant que cette allocution présidentielle est intervenue au lendemain de la découverte d'un trafic portant sur des condensateurs, destinés, selon Washington et Londres, à équiper des détonateurs d'armes nucléaires. Hier à Paris, l'ambassadeur d'Irak en France, M. Abdul Razzak Al Hashimi s'est employé, au cours d'une conférence de presse, à corriger l'image belliciste de son pays, victime selon lui d'une « Vague d'accusations, de menaces, de chantage et de pressions » qui viserait essentiellement à l'empêcher d'accéder aux technologies modernes ». A l'en croire, l'Irak n'a que des intentions pacifiques, et, si Bagdad cherche à acquérir des technologies modernes, ce n'est que pour le bien-être de son peuple. Le « programme nucléaire irakien est un programme pacifique », a-t-il

affirmé, et les condensateurs commandés aux Etats-Unis étaient destinés à une université qui poursuit des « recherches sur le laser ». Quant à la déclaration du président Saddam Hussein, elle signifie simplement que « l'époque où Israël pouvait empêcher l'Irak d'acquérir des technologies modernes est révolue ». L'Irak n'attaquera pas le premier mais il a « le droit de se protéger avec les moyens dont il dispose » et par conséquent d'exercer des représailles s'il est attaqué, y compris en utilisant des armes chimiques... dont l'interdiction, par la Convention de Genève est « hypocrite » puisque cette même convention n'interdit pas l'utilisation des armes nucléaires. Au-delà du plaidoyer, l'Irak revendique le droit de développer ses capacités dans les domaines scientifiques et technologiques, et de bâtir son propre complexe militaro-industriel, afin d'asseoir sa puissance. Or c'est précisément ce qui inquiète les Occidentaux... et les autres Etats de la région.

Le ministère de l'Industrie et de l'Armement, dirigé par Hussein Kamel, gendre du président Saddam Hussein, est devenu un véritable Etat dans l'Etat. Tout achat de matériel militaire comporte aujourd'hui une clause de transfert de technologie. Dans le domaine de l'artillerie, l'Irak fabrique déjà certaines pièces de blindés et fait de l'assemblage. En électronique militaire, des pièces de radars sont depuis l'an dernier « made in Irak ». Des négociations sont d'autre part en cours pour la construction en Irak d'une usine d'assemblage d'avions de combat de type Mirage 2000 Dassault, Alpha Jet ou Mig-29 « Fulcrum » soviétique. Bagdad a surtout massivement investi dans la fabrication de missiles. L'Irak est parvenu à allonger la portée des missiles Scud B, d'origine soviétique de 300 kilomètres à 600 avec le missile Hussein, et à 900 avec le missile El Abbas. Les Irakiens se sont aussi engagés dans un projet qui vise à mettre au point une version locale du programme

Condor (développé par l'Argentine, l'Egypte et l'Irak), le Badr-2000 dont la portée serait de 800 kilomètres. En décembre enfin, les Irakiens ont testé une fusée spatiale de trois étages qui serait capable de mettre des satellites sur orbite.

Les Israéliens, qui sont à portée de ces missiles, craignent tout particulièrement que ceux-ci ne soient équipés de charges chimiques. L'Irak, qui a fait usage à plusieurs reprises d'armes chimiques notamment du gaz moutarde pendant sa guerre contre l'Iran, et en particulier contre le village kurde d'Halabja, aurait en la matière selon le « Washington Institute » un des programmes « les plus complets et les plus sophistiqués ». Le président Saddam Hussein a lui-même révélé dans son allocution que Bagdad disposait de « l'arme chimique binaire », un type de munition dans lequel deux substances peu toxiques et maintenues séparées se mélangent pendant la trajectoire du projectile pour produire un gaz chimique mortel. **n.i.**

..... OUEST FRANCE, 4 avril 1990

Irak-Israël : l'escalade verbale Menaces « chimiques » de Bagdad

Israël ne se trompe pas qui considère l'Irak comme son adversaire arabe le plus dangereux : lundi, le président Saddam Hussein, dont les services secrets viennent de subir un revers en Grande-Bretagne, a menacé Israël de son feu chimique : « la moitié d'Israël sera détruit » si l'État juif tente « quoi que ce soit » contre l'Irak.

L'ambition de Hussein

Jérusalem ne s'y trompe pas : il faut prendre Saddam Hussein au sérieux lorsqu'il menace de détruire la moitié d'Israël au cas où ce pays attaquerait le sien.

Trois bonnes raisons de se méfier : d'abord, le chef de l'Etat irakien possède effectivement — il le reconnaît pour la première fois — une arme chimique dernier cri. En second lieu, il n'a pas hésité à s'en servir à plusieurs reprises, au mépris des conventions internationales. Contre les Iraniens, avec qui il était en guerre ; et même contre les Kurdes, sur son propre territoire.

Mais le risque le plus grave résulte sans doute de l'ambition dévorante de Saddam Hussein. Pour imposer sa domination à l'ensemble de la région, il a toujours souhaité disposer de l'arme nucléaire. La découverte récente à Londres d'un trafic de composants propres à servir de détonateurs à « la bombe » montre qu'il n'a pas renoncé. Les experts estiment qu'il devrait parvenir à ses fins dans les cinq ans.

Depuis que l'aviation israélienne a détruit, en 1981, la centrale nucléaire de Tammouz, construite en coopération avec la France, le numéro un irakien a dispersé ses installations d'armement pour les

mettre à l'abri. Malgré les pertes humaines, son armée sort renforcée de huit ans de guerre contre l'Iran : un million d'hommes sous les drapeaux, soit deux fois plus que l'Égypte. En outre, elle a pu accéder aux technologies les plus avancées, grâce aux Occidentaux notamment.

Aujourd'hui l'Irak dispose de Mirage 2000 et de missiles capables de frapper Jérusalem ou Damas. Depuis un an, il soutient au Liban les forces chrétiennes du général Aoun et a passé un accord de coopération militaire avec la Jordanie.

On peut s'inquiéter du rêve hégémonique de Saddam Hussein quand on sait à quel point les droits de l'homme sont bafoués dans son pays. Il y a trois semaines, la pendaison d'un journaliste de l'Observer, Farzad Bazoft, a rappelé la vraie nature d'un régime policier dont les victimes anonymes se comptent par dizaines de milliers. Complaisant ou gêné, le silence des démocraties à l'égard d'un dictateur aux ambitions babyloniennes a de quoi surprendre. De l'Occident si prompt à dénoncer le moindre écart de langage de Kadhafi, on attendrait plus de fermeté.

Joseph LIMAGNE.



Saddam Hussein.

Dangereux langage

JERUSALEM (de notre correspondant). — Avec le discours incendiaire de Saddam Hussein, le Moyen-Orient tout entier semble franchir le seuil d'une ère nouvelle, terrifiante : pour Israël, cela signifie une relance de la course aux armements dans une région surarmée.

A la frontière irako-jordanienne, Bagdad a braqué des missiles à ogive chimique sur Tel Aviv. Damas a massé des missiles sol-sol (SS21) à court rayon d'action et des fusées chinoises à longue portée sur le plateau du Golan.

Face à tant de dangers, Israël dispose du missile « Jéricho 2 », d'une portée de 6 000 kilomètres, et, selon les Américains, de 200 têtes nucléaires. L'État juif, qui a lancé hier

son deuxième satellite militaire « Ofek 2 » garde son sang-froid : si l'Irak nous attaque, nous possédons « une capacité de riposte infiniment supérieure ».

Le danger, c'est que ce genre de rhétorique crée des situations irréversibles. Comme c'était le cas en 1967, avant la Guerre de Six jours. C'est pourquoi les éditorialistes israéliens conseillent au Premier ministre Shamir de rassurer au plus vite Bagdad et de lui faire savoir par la voie diplomatique que l'État juif ne renouvellera pas contre l'Irak une opération comme celle qui, en 1981, détruisit le réacteur nucléaire de Tammouz.

Serge RONEN

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

April, 4 1990

The Iraq Syndrome: Cutting Off Technology Can Buy Time

By Janne E. Nolan

WASHINGTON — President Saddam Hussein declared Monday that Iraq has sophisticated chemical weapons and warned that if Israel attacked, Iraq would destroy half that country. Last week, six persons were arrested in Britain while attempting to smuggle American-made nuclear triggers to Iraq.

How did Iraq develop chemical weapons? What can be done to neutralize its threats, and comparable ones from other countries? They attest to industrial countries' inability or unwillingness to enforce export controls — even on states whose military ambitions they claim to oppose.

Most Iraqi purchases are legal, backed by governments eager for Iraq's hard currency and goodwill. For decades, the Soviet Union and West-

ern Europe have sold Iraq equipment, technology and know-how to build a nuclear program, chemical weapons and ballistic missiles. In 1986, the United States transferred advanced electronic equipment to an Iraqi ballistic missile production facility.

Iraq's suppliers are not merely industrial mercenaries operating in the shadows of the international technology market. They include such leading corporations as Messerschmitt-Bölkow-Blohm of West Germany, National Industrial Applications Co. of Italy, Sagem of France and Hewlett-Packard of America.

Iraq's Osiraq nuclear reactor, undergoing reconstruction after destruction in an Israeli air strike in

1981, was bought from France in 1976, purportedly as a research facility. The French have provided Iraq with almost 13.5 kilograms (30 pounds) of enriched uranium, potential nuclear warhead material. Chemical weapons that Iraq used against Iran and its own Kurdish population were developed from equipment and chemicals provided by both Germans.

Iraq's ballistic missiles, including two systems used against Iran, are based on Soviet short-range Scud missiles sold in the '70s. Iraq, with East German and Egyptian help, recently converted the Scuds to missiles with longer ranges and accuracies.

In 1988, a network of West German

companies helped Iraq build two large missile and chemical weapons development facilities. West German, Italian, French, Swiss, Austrian and British enterprises participated in the Iraqi effort to develop a long-range ballistic missile, the Condor-2.

The arrest of the nuclear trigger smugglers shows that international cooperation to stop illegal arms trafficking can work if governments devote resources and time to the task. However imperfectly, the nuclear nonproliferation regime has created internationally accepted norms and enforcement mechanisms. That is one reason Iraq is years away from getting nuclear weapons.

But what about other destabilizing technologies? A 1987 agreement among the United States, Britain, France, West Germany, Japan, Canada and Italy to ban trade in missile technologies has focused attention on the global spread of ballistic and cruise missiles.

Several countries, including West Germany, have clamped down on missile exports, and the 1987 accord is credited with stopping the Condor-2 program. In February, Moscow pledged to support the accord.

The missile supplier cartel has limitations. Not every missile-making

country is a member. It has neither an international agency to monitor compliance with the 1987 agreement, nor an enforcement mechanism. Still, it was a step in the right direction.

Foreign technology is fueling missile and chemical arms manufacturing programs in the Third World. The CIA predicts that 15 Third World states will have ballistic missiles by the year 2000, and says that 14 already have chemical weapons. (About nine countries in all are believed to have nuclear weapons capabilities.)

Iraq may claim the sovereign right to pursue its military ambitions. But as a signatory to the 1925 protocol banning the use of chemical weapons, and to the nuclear nonproliferation treaty, it does not have the right to disregard these international laws. Advanced countries have the right to deny technology to states that do.

Denying technology to states like Iraq may just be an exercise in delay. But in an era of increasing superpower cooperation, it can buy time to develop policies that address regional ambitions and conflicts that fuel demands for weapons of mass destruction.

The writer, who recently completed a Brookings Institution study on ballistic missiles in the Third World, contributed this comment to The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

April 4 1990

A Power Shift in the Mideast

Iraqi and Syrian Capabilities Challenge Israeli Superiority

By Jackson Diehl

Washington Post Service

JERUSALEM — The public threat by President Saddam Hussein of Iraq to use chemical weapons against Israel highlights what experts here say has been a significant diminishment of Israel's position as the Middle East's commanding strategic power.

The acquisition during the last several years by both Iraq and Syria of chemical warheads and intermediate-range missiles, these experts say, means that Israel's superiority in conventional warfare and its strategic arsenal of both chemical and nuclear arms is now at least partly countered by its regional enemies.

Though military commanders here believe that neither Iraq nor Syria could yet contemplate a first strike against Israel with chemical or other nonconventional arms, they acknowledge that these countries now wield a potential threat to Israeli population centers that their conventional military forces could not credibly mount in the past.

More significantly, experts say, Israel is steadily losing the ability to control the development of nonconventional weapons by the Arab states — a power it demonstrably wielded as late as 1981, when its planes bombed a reactor that Iraq was allegedly planning to use to produce nuclear weapons.

Rather than stopping Iraq and other states from acquiring missiles with nonconventional warheads, or even an eventual nuclear capacity, Israel will probably have to shift toward a new policy of defining the conditions under which it would launch a preventive first strike against these weapons, experts say.

"Eliminating the technological capacity of Iraq, as in 1981, is becoming impractical," said Gerald Steinberg, a military expert at Ballan University in Tel Aviv. "The potential costs of it have gone up and the effectiveness is diminished each time it is done."

Instead, he said, "We are beginning to see a new kind of discussion in Israel about red-lining, or what we will regard as a provocative action by Iraq that will prompt a

preventive strike on their missile capacity."

Israel demonstrated its continuing technological superiority in the Middle East on Tuesday by launching the Ofek 2 satellite into orbit.

Iraq said in December that it had tested a rocket capable of lifting a satellite into orbit, but it appears to be far from matching the latest Israeli achievement.

Israeli military sources said that fear of another Israeli strike on military production facilities was most likely what prompted Mr. Hussein to deliver his threat Monday of a chemical attack on Israel.

His statement followed the failure of an apparent Iraqi effort to obtain triggers used in nuclear bombs. That development prompted speculation about possible Israeli action against an Iraqi nuclear weapons production effort.

Israeli experts believe that Iraq remains at least several years away from producing nuclear weapons, military sources here said.

Both Mr. Hussein and President Hafez Assad of Syria have concentrated on obtaining chemical weapons largely as an achievable means of countering an Israeli nuclear capability that they do not expect to match in the near future, the officials said.

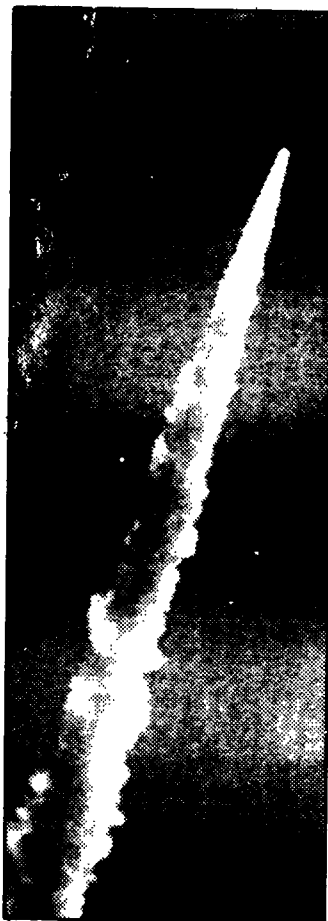
A senior official who asked not to be named said that Israel had "made it known" to both the Iraqi and Syrian leadership that their use of chemical weapons would lead to a devastating Israeli retaliation "far exceeding anything they have ever experienced before."

Israeli military strategists have begun to look on the chemical capabilities of both Syria and Iraq as a potentially serious threat.

Though U.S. sources have cast doubt on Iraq's ability to mount one of its modified Scud missiles with a chemical warhead, sources here said Israel believed that Baghdad was capable of this.

"They are already close to it if they haven't done it already," a senior military official said.

Moreover, officials said, Syria has already equipped highly accurate SS-21 missiles with chemical warheads that could reach targets



AFP

Israel's second experimental satellite heading for orbit.

in Israel only two minutes after launching. Both countries also have Soviet-made Su-24 bombers that would be capable of reaching Israel with a chemical payload.

The new weapons "threaten to narrow the qualitative gap between us and the Arabs," said Aharon Levran, a reserve brigadier general in the Israeli Army who has studied the implications of the new military technology in the region.

"Missiles alone, even with nonconventional weapons, cannot decide a war," he said. "But they give these countries a threat against our population centers in wartime that they didn't have in the past."

Until an effective anti-missile system is developed, he added, Israel will probably have to depend on a strategy of anticipating an Arab attack and attacking missile sites before a strike is launched.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

April, 4 1990

Stop Arming Baghdad

Brazen blackmail — that is how Iraq's president, Saddam Hussein, reacts to being caught red-handed trying again to build nuclear weapons. Now he threatens to destroy half of Israel with chemical-armed missiles if Israel attacks his weapons factories. The threat from a leader who already has mercilessly used chemical arms cannot go unanswered by civilized powers.

It is not too late for the United States and other suppliers to deny Iraq further military capabilities and thereby send a tough message to any other leader willing to practice mass murder. As a cooperative U.S.-British "sting" arrest showed last week, suppliers can keep critical parts and material out of proliferators' hands. Civilized powers can also impose broad economic sanctions on states that violate basic international norms.

The six people arrested in Britain are suspected of smuggling U.S.-made krytrons into Iraq. These devices can be used innocently in office copiers — or to separate stages of a missile. They are particularly suited to triggering nuclear weapons.

The seizure aroused concerns that Iraq had renewed efforts to develop nuclear weapons. Those concerns had been laid to rest in 1981 when Israeli bombers destroyed a French-supplied nuclear research reactor outside Baghdad that was suspected of producing plutonium.

Iraq has reason to be insecure. It fears the hostility of Iran, Israel and Syria. Intelligence officials believe it has long sought to develop its nuclear capability as a counter

to nuclear-armed Israel, and out of fear that Iran also would go nuclear. What intensifies concern now is that Iraq has built new fixed launchers for ballistic missiles on an airfield within range of Tel Aviv and Damascus. Iraq is years away from producing its own nuclear warheads. But it used missiles to attack Iranian cities after starting an eight-year war. It also has chemical weapons, which it used on Kurds in Iraq and on Iranian troops and civilians.

Then, anxious to check Iran, Western states responded with diplomatic protests but continued to supply Iraq with advanced weapons. That weak reaction and subsequent feeble attempts at restraint cannot have persuaded Mr. Hussein that he had much to fear from the outside world.

Supplier countries, including the Soviet Union, need to demonstrate otherwise. They might begin by tightening cooperation to prevent the transfer of missile technology. The 40-country Conference on Disarmament needs to complete a treaty banning chemical weapons. And suppliers can impose economic sanctions against Iraq and other outlaw states that employ chemical or nuclear arms.

The United States and others that have long subordinated proliferation to other security concerns need to take dead aim against Iraq. If Iraq is worried about Israel or its other neighbors, there is a wiser course than to make murderous weapons: Make peace.

— THE NEW YORK TIMES.

EL PAÍS, 4 de abril de 1990

Irak y las bombas

TODO PARECE indicar que en una zona como la del Próximo Oriente, en la que se concentran las tensiones más graves del globo, el celeberrimo líder baazista de la revolución iraquí, Sadam Husein, contribuye eficazmente a exacerbarlas. Sus actos y declaraciones son reflejo continuado de su desprecio absoluto por los derechos humanos y las razones que le animan no deben andar muy alejadas de su enorme apego a un poder absoluto.

Las últimas manifestaciones de todo ello arrancan de la detención, juicio y ejecución del periodista británico Farsad Bazoft, cuyas culpas fueron ser iraní de origen, haber simulado otra profesión y haberlo hecho para investigar una catástrofe que había costado la vida a centenares de personas en una planta de productos químicos del este de Irak.

La barbarie del régimen de Husein estimuló el celo de las autoridades británicas y les condujo a extremar su cuidado con el material que se exporta a Irak. Como consecuencia de ello descubrieron e intercepta-

ron unos detonadores del tipo generalmente utilizado para las explosiones atómicas. Sorprendido con las manos en la masa, Husein negó disponer de armamento atómico y acusó a Londres de tomar represalias. De este modo, dirigía asimismo la mirada hacia Israel, porque sabe que Tel Aviv no bromea a la hora de ocuparse de un problema que amenaza a su seguridad: ya en 1981 la aviación israelí destruyó el reactor nuclear de Osirak.

El líder iraquí se apresuró a declarar que no tiene armamento nuclear y que, para reducir a Israel a cenizas, le basta con las armas químicas que posee. De golpe ha explicado la razón por la que fue ejecutado el periodista Bazoft, al tiempo que recuerda al mundo el oprobio de que se cubrió al utilizar la química para combatir a Irán y para diezmar a los kurdos. Es patético recordar que hace algo más de un año el dictador de Bagdad tuvo la desfachatez de recomendar a los países del mundo la renuncia voluntaria a las armas químicas. Señalemos, por último, que el hecho de que Irak posea armamento químico binario, unido al escándalo de que sea la tecnología alemana occidental la que ha permitido al líder libio Gaddafi disponer asimismo de él, permite interrogarse si es justo que todas las culpas recaigan sobre estos países árabes.

EL MUNDO

EL CARNICERO

DE BAGDAD



MUNDO ABIERTO



ARMAS NUEVAS EN EL ORIENTE MEDIO

FELIPE SAHAGUN / Periodista

L autor analiza la evolución del mercado y los arsenales de armas en el mundo contemporáneo. Sostiene que, toda vez que la guerra fría logró un equilibrio de fuerzas, la apertura de las vías de comercialización de armamento ha facilitado que Oriente Medio, comprador favorito de los países dependientes del petróleo, se haya convertido en un polvorín, y considera un peligro permitir que este arsenal esté a merced de líderes «iluminados» que pueden romper el orden internacional.

Quando la guerra fría permitió la coexistencia pacífica, en los años 60, las normas que regían el comercio de armas se suavizaron y permitieron una mundialización del armamento.

De esta forma, y debido al potencial financiero de Oriente Medio, comprador favorito de los países dependientes del fluido energético, este área se ha convertido en un polvorín, en ocasiones controlado por líderes iluminados que amenazan con romper el equilibrio mundial.

En el Oriente Medio se dan todos los peores rasgos del proceso de rearme en el Tercer Mundo: perfeccionamiento de arsenales, diversificación, nuevos productores, enfrentamiento entre potencias regionales y liquidez suficiente para competir por las mejores armas del mercado. De estos rasgos, los más peligrosos son la proliferación del arma química y nuclear, y la dotación de misiles por casi todos los Ejércitos de la zona.

LA AMENAZA

Con su amenaza, el pasado lunes, de destruir medio Israel «si este país intenta cualquier cosa contra Irak», el presidente iraquí, Saddam Hussein, reconocía públicamente que posee un arsenal de armas químicas binarias, que dispone de medios para hacerlas llegar hasta Israel y que está dispuesto a utilizarlos.

Se adelantaba, así, a un posible intento por Israel de repetir el bombardeo del 7 de junio de 1981 contra la central nuclear iraquí de Tammouz, próxima a Bagdad, en el que fue destruido el reactor Osirak. Lo más probable, si se repite, es que el blanco esta vez no sea la misma central sino las plataformas lanzamisiles iraquíes.

Hussein respondía igualmente ante los dirigentes de su país a las presiones o humillaciones a las que le han sometido Estados Unidos y Gran Bretaña con la confiscación en el acropuerto de Heathrow, el miércoles 28 de marzo, de 85 componentes de

«Krytons», piezas útiles para hacer detonar explosivos nucleares y cargas convencionales de misiles.

El Washington Institute, dedicado a cuestiones de seguridad, cree que Irak dispone del primer arsenal de armas químicas del Tercer Mundo, con una producción anual de unas 15.000 toneladas. Entre 20 y 25 países disponen hoy de arsenales químicos.

Lo más grave es que Irak ya las ha utilizado. Detrás de cada proyecto hay empresas alemanas, belgas, británicas, francesas, soviéticas o estadounidenses.

Aministia Internacional asegura que sólo en un ataque contra la aldea kurda de Halabja, en 1988, Irak mató con gases asfixiantes a más de 5.000 personas. El Gobierno de Teherán cree que 50.000 soldados murieron en la Guerra del Golfo de la misma manera.

La disponibilidad de misiles de corto, medio y largo alcance por Irak es ya un secreto a voces, pues Hussein, que siempre ha negado que tenga aspiraciones de poten-

cia nuclear, ha hecho lo imposible para que el mundo conozca sus éxitos en el sector balístico. Según el último anuario del IFRI (Instituto Francés de Relaciones Internacionales), Irak tiene uno de los veinte arsenales nacionales de misiles que hay actualmente en el Tercer Mundo.

LLOVERON MISILES

En agosto de 1987 Irak anunció la fabricación de un misil tierra-tierra, adaptación del soviético Scud-B, con un alcance de 600 kilómetros. Nadie se lo tomó en serio hasta que en febrero de 1988 empezaron a llover unidades de dicho misil sobre ciudades iraníes.

En abril de 1988, Irak anunció una prueba con éxito de otra versión del Scud-B, con un alcance de 900 kilómetros. El 7 de diciembre del año pasado, logró lanzar al espacio un cohete de 48 toneladas capaz de poner satélites en órbita. Irak entraba así en el club de propietarios de misiles inter-

Con su amenaza contra Israel, Saddam Hussein reconoce que posee un arsenal de armas químicas y que dispone de medios para utilizarlas dentro del propio territorio israelí.

continentales. Pocos días después, anunciaba la puesta a punto de dos nuevos misiles tierra-tierra con un alcance superior a los 2.000 kilómetros.

Mirando al mar de Galilea, donde desembocan los principales afluentes del río Hermón, desde las colinas del Golán, en un viaje a Israel en junio del año pasado, un alto funcionario israelí nos hacía ver el riesgo que corría la principal fuente de agua dulce de su país si a Assad o Hussein les daba un día la ventolera y lanzaban un solo misil con sustancias tóxicas.

UNA GUERRA SILENCIOSA

A pocos kilómetros, en la frontera con el Líbano, pudimos comprobar la densa red de refugios contra misiles y armas químicas instalada por los israelíes. «No nos servirían contra un ataque nuclear», decía muy serio el bueno de «Rafi», de la Oficina de Información del primer ministro.

El presidente Hussein decidió hacerse con armas químicas y misiles del máximo alcance posible en respuesta a la nuclearización israelí y a las dificultades encontradas para responder al programa nuclear israelí con su propia nuclearización.

Aunque Israel ni lo confirma ni lo desmiente, *Newsweek* informaba el 11 de julio de 1988 y repite en su último número que tiene unas cien armas nucleares. En declaraciones al *Sunday Times* en septiembre de 1986, el técnico israelí Mordechai Vanunu, ex empleado de la central nuclear de

Dmona hablaba de cien a doscientas. Su sinceridad le costó el secuestro en Londres por los servicios secretos israelíes y la condena a cadena perpetua.

El profesor Frank Barnaby, ex director del SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), en su libro *The Invisible Bomb* resume las razones por las que los dirigentes israelíes justifican la nuclearización de su país: como garantía de seguridad para el día en que Israel tenga que ceder Cisjordania, como compensación ante la superioridad cuantitativa de los Ejércitos árabes enemigos y como arma disuasoria en una derrota militar convencional.

En tales condiciones, nada de extraño tiene que Irak intente procurarse unos cuantos «krytrones» o conmutadores electrónicos ultrarrápidos para la detonación de armas nucleares cuando, sólo entre 1980 y 1983, Israel importó de EE.UU. unas 800 unidades del mismo sistema.

Además de su última carta nuclear, Israel ha ido también por delante en la carrera de misiles. Introdujo primero el Jericó I, con un alcance de 500 kilómetros. Siguió con el Jericó II, con un alcance de 1.500 kilómetros. Y pronto tendrá a punto el Jericó III, con su alcance intercontinental (más de 6.500 kilómetros). Sin contar su cohete Shavit, capaz de poner satélites espía en órbita.

Ni el Tratado de No Proliferación Nuclear, ni los acuerdos contra las armas químicas, ni el acuerdo anti-misiles son garantía contra las nuevas amenazas.

Los manifestantes denunciaron la «conspiración anglo-americana-sionista», que según Saddam Hussein planea sobre el futuro de Irak.

En los actos de apoyo al régimen se corearon eslóganes a favor de la industria armamentista iraquí, incluida el arma química «binaria» que dice Saddam Hussein tener en su poder.

Los líderes israelíes reaccionaron prudentemente ante la amenaza de Irak, diciendo que su país es lo suficientemente poderoso para defenderse por sí mismo, de lo que ya ha dado pruebas en un pasado reciente.

En 1981, el Estado hebreo ya dio pruebas a su enemigo iraquí de su potencial bélico al destruir un reactor nuclear, susceptible de producir bombas atómicas, en territorio de Irak.

Según la radio iraquí, los kurdos también están con Hussein

BAGDAD.- En las concentraciones de apoyo a Hussein se pidió a las naciones árabes que fueran más contundencia en su condena de las supuestas amenazas de Israel y de algunos países de Occidente.

«Israel, EEUU y otras naciones enemigas se enojaron con la declaración de nuestro presidente ¿Qué dirán ahora nuestros aliados árabes?», se preguntó un manifestante.

La radio estatal de Bagdad emitió testimonios de Kurdistán, en los que los habitantes de esta zona, contra los que el régimen ha utilizado armas químicas, expresaban su apoyo a Hussein.

Hussein dijo en su discurso que 3 millones de kurdos se han sumado a la intención del resto de iraquíes para participar en la defensa de Irak ante un ataque extranjero.

Las palabras de Hussein se interpretan como una invitación a este pueblo para que ponga fin a la rebelión.

Manifestaciones en ciudades iraquíes en apoyo de Hussein

● El régimen de Bagdad ha solicitado una reunión «urgente» de la permanente de la Liga Árabe

BAGDAD.- Irak pidió ayer una reunión «urgente» de los representantes permanentes de la Liga Árabe, para examinar la «campana hostil» de Occidente hacia Irak y las amenazas dirigidas contra el país.

En Amman, la capital de Jordania, diversas fuentes han señalado que el Consejo de Cooperación Árabe, organismo que agrupa a Irak, Egipto, Jordania y Yemen

del Norte, se reunirá próximamente en la ciudad del reino hachemí para analizar «las relaciones entre Gran Bretaña e Irak a la luz de la increíble campaña lanzada contra Bagdad».

Decenas de miles de iraquíes, algunos portando retratos de Saddam Hussein, se manifestaron en Bagdad ayer en apoyo de la decisión del presidente de amenazar a Israel con un bombardeo de armas químicas.

Testigos occidentales que presenciaron los hechos señalaron que los manifestantes, tanto en la capital como en otras ciudades de Irak, portaban pancartas que criticaban a Estados Unidos, el Reino Unido e Israel por interferir en los asuntos internos del régimen de Saddam Hussein.

Sadam Husein logra reunir a cientos de miles de manifestantes contra los "intentos de agresión sionista"

Israel lanza un satélite espía en clara advertencia a Irak

VÍCTOR CYGIELMAN / ANGELES ESPINOSA, Tel Aviv / El Cairo
Israel envió ayer al espacio su segundo satélite, el *Ofeq 2*, calificado por expertos estadounidenses de satélite espía. El lanzamiento, previsto desde hace tiempo, ha llegado en el "momento justo". Fuentes israelíes aseguran que con este gesto Tel Aviv ha querido hacer comprender al presidente iraquí, Sadam Husein, que sigue "muy de cerca" sus pasos y que tiene una tecnología de punta, conectada a la guerra, mucho más avanzada que la de ese país. Husein, mientras tanto, logró reunir ayer, por segunda vez en menos de un mes, a cientos de miles de manifestantes.

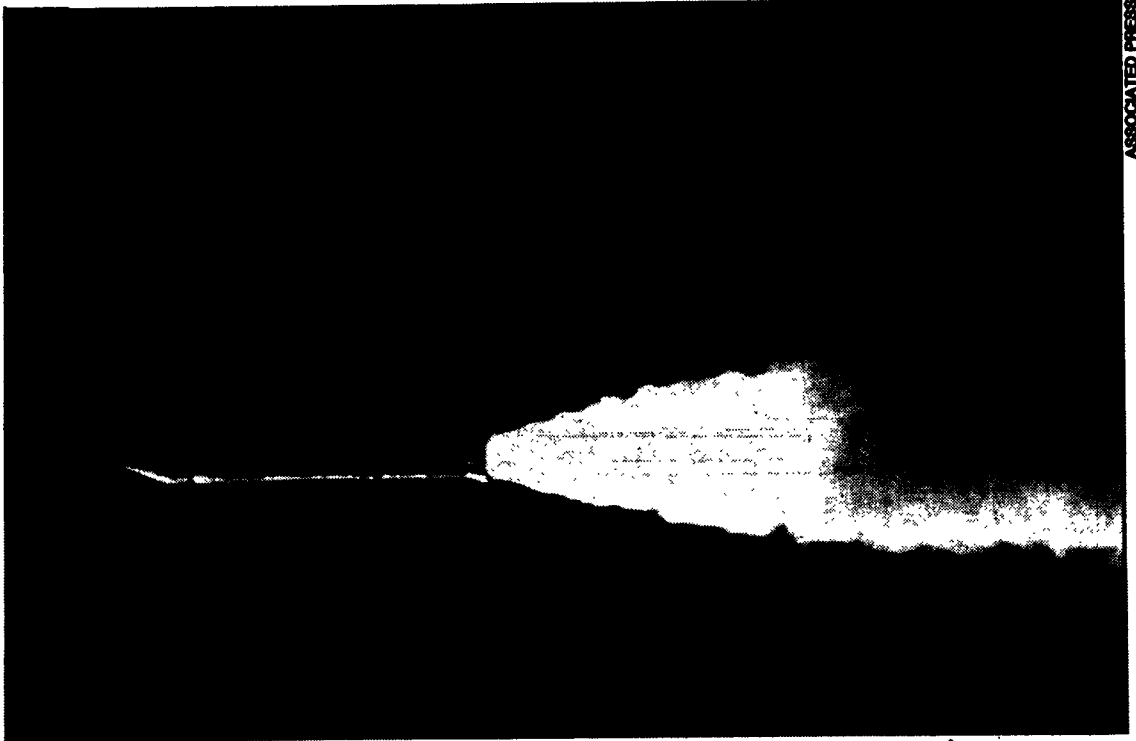
Las concentraciones, en las principales ciudades de Irak, pretendían demostrar la unidad de los iraquíes frente a cualquier "intento de agresión sionista", en línea con la advertencia lanzada el día anterior contra Israel por el propio Husein. El jefe del Estado iraquí aseguró el lunes que su país posee "el arma química binaria" y que tiene capacidad para "destruir la mitad de Israel". Tales afirmaciones han resultado especialmente delicadas en un momento en el que crecen las sospechas sobre la posible capacidad atómica de Bagdad. De inmediato, no sólo Tel Aviv, sino también Washington ha reaccionado con energía a la ofensiva dialéctica. Un portavoz norteamericano calificó de "irresponsables e incendiarias las amenazas del presidente iraquí".

Las amenazas del presidente iraquí de destruir la mitad de Israel con armas químicas no han sido tomadas a la ligera en Tel Aviv. "Israel tiene los medios para responder con fuerza a toda provocación iraquí", dijo el ex ministro de la Defensa, Isaac Rabin, en un discurso el cual "el discurso del

presidente iraquí es jactancioso y arrogante. Amenaza al mundo entero y en primer lugar a Israel, cuyo potencial militar teme".

"Husein ha demostrado, una vez más, que el objetivo estratégico continúa siendo la destrucción de Israel. Pero sabremos en el futuro, como en el pasado, destrozarnos los planes de nuestros enemigos", aseguró el primer ministro, Isaac Shamir.

El discurso de Sadam Husein, una vez más autoproclamado defensor de la causa árabe, tuvo repercusiones en la zona. En El Cairo, donde el embajador norteamericano, Frank Wisner, se entrevistó por ese motivo con el ministro de Exteriores, Esmat Abdelmequid, la Prensa recogía en primera página las palabras del presidente iraquí sin atreverse a hacer comentarios. Egipto, único país árabe que ha firmado la paz con Israel, forma junto con Irak, Jordania y Yemen del Norte el Consejo de Cooperación Árabe (CCA), cuyos estatutos le obligan a aliarse con cualquiera de sus miembros en caso de guerra.



Lanzamiento del transbordador israelí *Ofeq 2* con un satélite de comunicaciones. ASSOCIATED PRESS

Ejercicio nacionalista

Los manifestantes iraquíes volvieron a repetir ayer el ejercicio nacionalista de hace tres semanas, cuando respaldaron la condena a muerte del periodista Farzad Bazoft.

Las pancartas que portaban solicitaban que "se castigue de una vez por todas al intruso sionista", y protestaban por "los complots urdidos contra Irak y la nación árabe".

En Jordania, el discurso de Husein fue recibido como un "mensaje de esperanza", dentro de un marco de panarabismo. Los principales periódicos aplaudían el aplomo del presidente Husein y se referían a su discurso en términos elogiosos. "La dignidad, la fuerza y el desafío iraquíes" constituyen un cambio en la historia de los árabes y acaban con años de "capitulación y debilidad".

Israel ha propuesto a Estados Unidos examinar en conjunto la significación y las implicaciones estratégicas del discurso de Husein. Expertos militares israelíes consideran que Israel debe de esforzarse en reducir la tensión, ya que de las palabras de Husein se desprende más el temor a un ataque preventivo israelí que la intención a atacar.

"El presidente iraquí tiene pánico", escribe en el diario *Yedioth Aharonoth* el coronel retirado Ozi Mahnaymi, "está convencido de que las últimas revelaciones en la Prensa occidental sobre el potencial militar iraquí están preparando el terreno para una ofensiva armada contra Irak. Hace falta, por tanto, tranquilizar al presidente Husein, y los dirigentes israelíes harían muy bien en hacerle saber, a través de los buenos oficios de un tercer país, como por ejemplo Estados Unidos, que Israel no tiene la más mínima intención de atacar".

Otros especialistas israelíes destacan que el presidente de Irak no ha olvidado la destrucción del reactor atómico, cercano a Bagdad, por el bombardeo de la aviación israelí, en 1981. Señalan que el discurso pretende ser una advertencia, tanto a Washington como a Tel Aviv, de que Husein no se sorprenderá por otro ataque y que a esa eventual acción bélica Irak responderá con todos los medios que tenga a su alcance.

En 1981, cuando Israel bombardeó las instalaciones nucleares iraquíes, Bagdad no tenía la más mínima posibilidad de responder, pero ahora el equilibrio

de fuerzas ha cambiado. En la actualidad, ese país árabe dispone de misiles, armados con cabezas químicas binarias, que pueden alcanzar suelo israelí. Es posible, como señalan algunos expertos israelíes, que esos cohetes no sean muy precisos y corran el riesgo de tocar Damasco o Beirut más que Tel Aviv, pero la amenaza continúa.

Por otra parte, la situación presente refleja una especie de "equilibrio del terror" entre Irak e Israel.

De momento, Israel parece satisfecho con la campaña antiiraquí desatada en Occidente, y, sobre todo, con Estados Unidos, tras la detención de dos agentes iraquíes que trataban de comprar detonadores electrónicos para misiles.

[En la Conferencia de Desarme de la ONU, inaugurada ayer en Ginebra, Irak acusó a EE UU y al Reino Unido de estar desarrollando una "campaña de falsedades y calumnias" contra Irak, informa Efe].

EE UU condena la amenaza de Bagdad

CARLOS MENDO, Washington
Estados Unidos ha condenado enérgicamente las amenazas hechas el lunes por el presidente iraquí, Sadam Husein, de lanzar un ataque con armas químicas contra Israel si este país emprende una acción bélica contra sus instalaciones nucleares, como ocurrió en 1981. Washington ha calificado también sus declaraciones de "inflamatorias, irresponsables y escandalosas".

Por su parte, *The New York Times* describió las amenazas iraquíes como "chantaje descarado". "Husein reacciona con un chantaje descarado al haber sido cogido con las manos en la masa en sus intentos de fabricar armas nucleares", dijo el periódico.

La portavoz del Departamento de Estado, Margaret Tutwiler, manifestó que, "en una región como Oriente Próximo, que ya es lo suficientemente volátil, lo que se debería anunciar es la eliminación y no la posesión de armas qui-

micas

En la misma línea argumental, el portavoz del Departamento de Defensa, Peter Williams, subrayó que la declaración de Husein era "inflamatoria" y que tal tipo de declaraciones "no son precisamente necesarias en la zona del mundo donde se han hecho".

Analistas militares norteamericanos han manifestado que Irak tiene en estos momentos la capacidad técnica necesaria para alcanzar objetivos en Israel y Siria con proyectiles dirigidos, equipados con armamento químico y lanzados desde plataformas fijas.

Seth Carus, de la Fundación del Colegio de Guerra Naval en Newport, manifestó ayer a *The New York Times*: "Irak cuenta en estos momentos con el mayor y más avanzado programa de armas químicas en el Tercer Mundo". El régimen iraquí utilizó armamento químico durante su guerra de ocho años con Irán.

Estados Unidos y la URSS pidieron la eliminación total de las armas químicas del mundo durante sus intervenciones en la asamblea general de la ONU el pasado septiembre.

LA MONTAGNE, 5 avril 1990

AVEC LA COMMUNAUTÉ KURDE

Un nombreux public a fêté le newroz, son nouvel an



Des chants, du folklore, de la joie, mais aussi beaucoup d'émotion, vendredi soir, à la salle polyvalente, lors du spectacle offert par la communauté kurde à l'occasion de la fête du Newroz, son nouvel an.

DÉBUTÉE par une minute de silence pour tous les martyrs du Kurdistan et du monde entier, la soirée allait être un mélange de fête, d'informations et de prise de conscience. A l'hymne national kurde, chanté par un groupe en costume traditionnel, succédait un vibrant discours, traduit par un interprète. La première pensée allait « aux 30 millions de Kurdes restés là-bas, au pays, et qui souffrent sous le joug de quatre pays tyrans... ».

Un rappel historique énonçait ensuite la formation du peuple kurde et ses déboires depuis le traité de 1916 qui l'a divisé, les révoltes étouffées dans le sang, les déplacements de population et, depuis quelques années, le génocide par les armes chimiques. Enfin, un appel était lancé en direction « des grandes puissances qui détiennent la clé pour que le Kurdistan retrouve son indépendance ».

Le temps de quelques chants de révolte, mais surtout d'espoir, et l'auditoire était appelé à visionner une cassette sur Halabja, ville martyre, qualifiée d'Hiroshima kurde. Image d'exode, de villages incendiés, de cadavres empilés : instants pathétiques où le cœur ne pouvait que battre à l'unisson avec ce peuple opprimé...

gine de la célébration du Newroz – le 21 mars – premier jour de l'an kurde.

L'auditoire, très nombreux, et en totale communion avec ces hommes et ces femmes venus faire partager leurs craintes et leurs espoirs, exprimaient largement sa satisfaction à la fin du spectacle.

A noter la présence dans la salle de Gabriel Gay, conseiller général du canton d'Auzon et maire de Sainte-Florine ; de MM. les Maires de Bourmoncle, de Lempdes et d'Auzon, ainsi que de nombreux adjoints et conseillers municipaux de ces localités.

LE NEWROZ

Venaient ensuite d'autres expressions du folklore kurde, avec, en point d'orgue, la pièce de théâtre « Kawa et Zuhak », tirée de la mythologie locale qui narre la libération du Kurdistan en 2690. Événement qui est à l'ori-



Un groupe kurde chantant son hymne national.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 6, 1990

OPINION

Iraq's Threat Is as Clear as 'Mein Kampf'

By A. M. Rosenthal

NEW YORK — Once more we have been clearly warned and once more we have a choice: We can accept the plain warning of mass murder to come, and act to prevent it. Or we can say again that no man could be that evil, no nation could follow his madness, he is bluffing — and do nothing.

The first choice will mean that the major nations of the world will lose a profitable business — the death trade.

The other choice will mean that peace will not come for generations to one of the most impor-

ON MY MIND

tant areas of the world, perhaps never. Quite likely, hundreds of thousands of people will die as the result of our decision.

In fact, the new warning is a direct threat to the lives of millions, not thousands. But even now the civilized mind cannot comprehend that. No, even though that first warning, which came from Adolf Hitler, resulted in the death of scores of millions.

Hitler proclaimed what he intended to do — wipe out the Jews and rule the world. But until the day he started the war against the world — even after — the world said he could not mean it.

A half-century later, we have a new statement of intent to kill — this one from Saddam Hussein, dictator of Iraq. He rules absolutely and commands one of the largest armed forces — air, ground and missile — in the world.

He wants to wipe out the Jews of Israel and

rule the Middle East. He has made that as clear as "Mein Kampf."

Nations in other parts of the world already toady to him. What will they do then?

The dictator told the world that he would annihilate "half of Israel" with missile-delivered chemical weapons if Israel "tries to do anything" against Iraq, which is now only a few years from the nuclear bomb.

Please, no delusions. If he intends to use missiles and chemical weapons against Israel, Saddam Hussein will not wait passively until Israel attacks.

He will decide when the moment has come, because of Israeli loss of strength or allies, to strike for the ultimate goal, annihilation of Israel. Then he will do what every dictator does — claim provocation by the enemy.

Afterward, the great powers will try to forget who gave him the missiles, chemicals and the nuclear technology. They all did — the United States, Britain, the Soviet Union, China, France, Germany, Italy and Japan. For love of money they gave these things to him.

But the Western powers and the Soviet Union have it within their power to stop Hussein before he strikes.

All exports and imports involving Iraq should be embargoed — arms, technology, food — and seized as contraband when found. Air traffic to and from Iraq should be banned.

In a year or two this would break Iraqi econom-

ic power. But it would leave him with the missiles, chemical bombs and nuclear technology sold to him by the West and the Communist world.

The only way to deal with that is to make it officially clear that if he uses those missiles and weapons of hell against Israel he can expect strong and swift military retaliation from the nations that armed him.

But united action is not likely. Neither the Soviet Union nor U.S. allies show any appetite for anything that would reduce their Middle Eastern profits. They seem hungrier than ever.

American business also knows how to crowd around the Iraqi trough. American electronic technology helps the Iraqis turn out their long-range missiles.

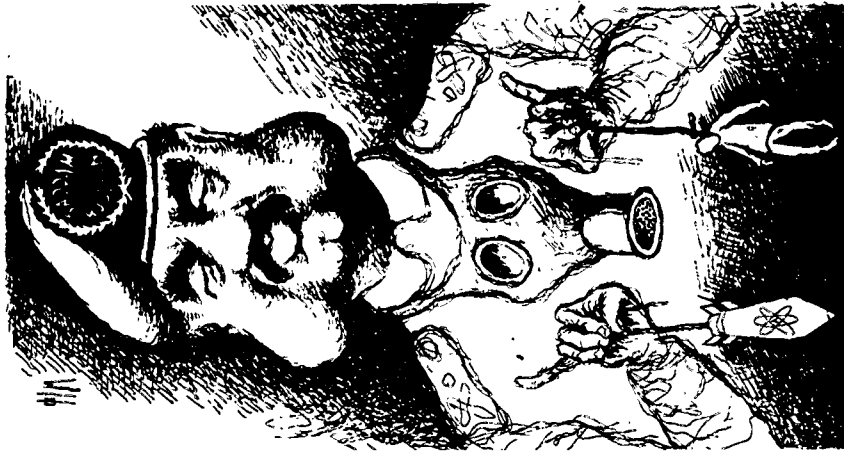
But even alone the United States could stop the death trade. It would take the political courage to carry out two steps — the declaration of embargo against Iraq, and a clear statement that any country that did continue to sell materials or technology of war to the Iraqis would face heavy economic penalties from the United States.

These are precisely the steps needed to stop Iran and Syria from being paymasters and safe havens for the terrorists. That never happened; all we have had are mutters and whines.

Still, just faintly possibly, Iraq's open threat to use chemical weapons again might stir the Bush administration to take world leadership and initiative at last.

The least the rest of us can do is shout out to believe this man Hussein — he intends to kill.

The New York Times.



Drawing by IIM.



TURQUIE-KURDES

LE COMBAT KURDE DESCEND DANS LA RUE

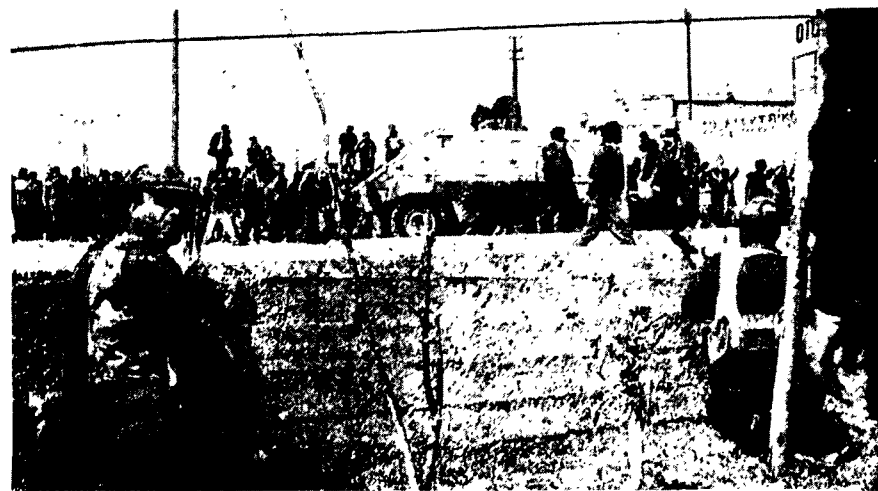


Manifestation kurde à Cizre

Après avoir longtemps joué la carte de désaccords profonds entre la guérilla kurde et une population villageoise est-anatolienne qu'elle ne pouvait représenter, les autorités turques sont placées aujourd'hui devant le fait accompli de convergences indiscutables entre une base préten- due apolitique et inculte et un bras armé présenté comme le massacreur de femmes et d'enfants innocents. Les incidents survenus au mois de mars dernier, pendant le Newroz (nouvel an kurde) entre forces armées et militants du PKK qui avaient le soutien des villageois montrent les limites d'une propa- gande officielle qui entendait margi- naliser la lutte armée kurde et liquider du même coup la question kurde en promettant un hypothétique déve- loppement du sud-est antolien.

Un nouveau pas a été franchi dans la reconquête de l'identité nationale kurde avec une campagne de désobéissance civile, assortie de grèves des commerçants, le vendredi 30 mars, à Mardin et à Diyarbakir, pour la première fois depuis 10 ans. Une campagne qui fait suite au couvre-feu imposé dans les villages voisins de Nusaybin et de Cizre, qui avaient témoigné leur solidarité aux 13 militants du PKK tués le 13 mars dernier au cours d'une opération dans la région de Mardin.

elle atteignait Diyarbakir, la ville la plus importante du sud-est de la Tur- quie, comportant une écrasante



Cizre sous surveillance étroite de l'armée turque

Pour les habitants de Nusaybin, ces hommes n'étaient pas des terro- ristes, et le refus des autorités de livrer 12 des 13 corps aux familles a sans doute contribué à mettre le feu aux poudres. Le couvre-feu est décrété. En signe de solidarité, la ville de Cizre se met en grève, et riposte à l'assaut des forces de l'ordre qui en font le siège. Le couvre-feu sera imposé là aussi, puis retiré un jour après.

La contagion devenait beaucoup plus dangereuse pour Ankara quand

sont-ce ces tracts qui ont appelé les commerçants à fermer boutique ? Le fait est que la grève d'un jour, sanc- tionnée par une trentaine d'arresta- tions, a marqué les habitants de Diyarbakir qui sont moins sensibles à une propagande d'Ankara dénonçant la terreur exercée par le PKK contre les Kurdes eux-mêmes.

Des montagnes, le combat kurde semble être descendu dans la rue, et le pouvoir à Ankara n'a pas trouvé d'autre réponse à l'agitation que la saisie de deux magasins ayant publié des reportages sur les Kurdes. La classe politique quant à elle a accusé les pays étrangers de soutenir les «séparatistes kurdes», lors d'un sommet tenu à Ankara à l'initiative de Turgut Ozal. Interrogé par le journal Hurriyet, Apo, le chef du PKK, avait pourtant tenu des pro-

majorité de Kurdes. S'ils n'ont pas pignon sur rue, les militants du PKK parviennent toutefois à y faire con- naître leurs actions, en distribuant secrètement des tracts. Sans doute pas rassurants en envisageant l'indé- pendance du Kurdistan dans un hori- zon de 40 ans et en assurant que son «peuple ne collaborera pas avec l'étranger contre la Turquie»...

F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A

FRA0017 4 I 0167 USA /AFP-QS31

USA-Irak-chimiques

Saddam Hussein aurait fait gazer des déserteurs irakiens cachés dans le sud du pays

WASHINGTON, 8 avr (AFP) - Le président irakien Saddam Hussein a récemment fait exécuter aux armes chimiques des centaines de déserteurs de son armée réfugiés dans le sud du pays, selon des sources américaines citées par l'hebdomadaire US News and World Report, à paraître lundi.

L'hebdomadaire précise que ces soldats, qui avaient déserté tout au long des huit années de guerre irako-iranienne, avaient échappé à la capture en se cachant dans des zones marécageuses proches du Golfe.

Devant l'inefficacité des recherches effectuées par l'armée, le président Hussein a donné l'ordre de gazer la zone, ont affirmé les mêmes sources, sans toutefois fournir de date ni de lieu précis.

Les pays occidentaux ont accusé l'Irak d'avoir tué des milliers de civils en faisant usage de gaz toxiques pour mater la rébellion des Kurdes, ainsi que dans le conflit avec l'Iran.

bmk/hlfm

tp

AFP 080137 AVR 90

F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A

FRA0175 4 I 0293 /AFP-XP45

Turquie-Kurdes

Vingt-neuf "terroristes" séparatistes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 9 avr (AFP) - Vingt-neuf "terroristes" séparatistes kurdes ont été tués et un "protecteur de village" ainsi qu'un soldat ont été blessés depuis samedi près du village de Beytussebab dans la province de Hakkari (sud-est), frontalière avec l'Irak et l'Iran, lors d'opérations des forces de l'ordre, rapporte lundi l'agence turque anatolie.

Ces opérations, commencées samedi, se poursuivaient toujours dans cette région. Elles devraient prendre fin lundi, selon des responsables du ministère turc de l'intérieur cités par Anatolie.

Qualifiées du "plus grand coup" donné dans les dernières années aux rebelles kurdes séparatistes, cette offensive aurait débuté à la suite d'un avertissement du chef d'un clan local, le Jirki, faisant état de la présence d'un groupe de nombreux "terroristes" dans son hameau.

La presse turque citant les sources différentes a fait état lundi de la mort de 27 à 58 personnes dans cette région durant le week-end, dont "6 ressortissants syriens" tués lors de ces accrochages. Ces informations de presse n'ont pu être officiellement confirmées lundi matin à Ankara.

Cinq "indépendantistes" ont par ailleurs été tués jeudi et vendredi dans la province de Siirt (sud-est, frontière avec la Syrie et l'Irak) lors d'opérations des forces de l'ordre qui font suite à l'intensification des attaques de "rebelles Kurdes".

Ces "indépendantistes" appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste), principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara. Depuis août 1984, quelque deux mille personnes ont perdu la vie lors d'accrochages ou d'attaques de rebelles.

NF/dv

AFP 091208 AVR 90

Ouest France, 10 avril 1990

Politique

Kurdes en Bretagne

L'UDB entendue au parlement européen

Les représentants de l'Institut Kurde de Paris ont effectué, fin mars, une tournée en Bretagne, à l'invitation de l'UDB. Au cours des divers contacts avec les élus et le public, comme ce fut le cas à Lannion, l'accent était mis sur le drame du Kurdistan.

L'UDB, en prolongement de cette visite, signale que le texte de la résolution adoptée le 5 avril au parlement européen, dans le cadre de la procédure d'urgence, est, pour sa quasi totalité, celui que l'UDB avait rédigé et déposé au nom de Max Siméoni pour le groupe Arc-en-ciel.

Ce texte évoque justement « la responsabilité qui incombe aux États étrangers qui ont équipé et équipé encore l'armée de Bagdad de matériels offensifs destruc-

teurs dans la politique de massacre dont est victime le peuple kurde » et invite tous les États membres de la Communauté à interdire immédiatement l'exportation et la livraison à destination de l'Irak de tout matériel nécessaire à la production d'armes de destruction massive ». Ce texte a été voté le 5 avril.

L'UDB conclut alors : « sachant que la France est, avec l'URSS, le principal partenaire militaire de l'Irak et que Chevènement était encore en Irak, courant février, pour essayer d'y placer les futurs Mirage 2000, nous avons remporté là une victoire politique d'un portée considérable, et surtout une victoire pour les Droits de l'homme. »

Quotidien de Paris, 10 avril 1990

Turquie : offensive antikurde

Vingt-neuf terroristes séparatistes kurdes ont été tués et un protecteur de village ainsi qu'un soldat ont été blessés depuis samedi, près du village de Beytussep dans la province de Hakkari (sud-est) frontalière avec l'Irak et l'Iran, lors d'opérations des forces de l'ordre, a rapporté hier l'agence turque Anatolie.

Ces opérations, commencées samedi, se poursuivent toujours dans cette région. Elles devraient prendre fin hier, selon des responsables (du ministère turc de l'Intérieur, cités par Anatolie.

L'Humanité, 10 avril 1990

► VINGT-NEUF KURDES ont été tués depuis samedi dans la province d'Hakkari, au Kurdistan Turc, annonce depuis Ankara l'agence de presse Anatolie. L'armée turque a entrepris une grande opération de ratissage dans cette région, ainsi que dans la province de Siirt, secouée ces dernières semaines par des manifestations durement réprimées. Cinq indépendantistes kurdes y auraient été tués jeudi et vendredi.

LE MONDE, 10 avril 1990

TURQUIE

Affrontements meurtriers entre l'armée et les militants kurdes

Dimanche sanglant dans le sud-est de la Turquie où vingt-deux combattants du PKK (Parti des travailleurs kurdes) ont été, selon la formule officielle « capturés morts » et quinze autres blessés au cours d'affrontements avec les forces spéciales de l'armée.

ISTANBUL

de notre correspondante

Vingt et un militants ont été tués près du village de Dymakkaya, dans la province de Hakkari, à quinze kilomètres de la frontière irakienne au cours de combats qui ont duré près de quarante-huit heures. Ces pertes sont les plus importantes infligées par l'armée au PKK depuis le début de l'insurrection kurde qui a fait au total plus de 2 000 morts depuis 1984. Un autre militant du PKK a été abattu près de Gaziantep lors d'un incident

isolé. « Nous leur donnons la leçon qu'ils méritent », déclarait, dimanche, le ministre de l'intérieur, M. Abdulkadir Aksu, lors d'une réunion à Diyarbakir, la capitale des huit provinces du sud-est.

Ces incidents confirment que le gouvernement turc a l'intention d'utiliser la manière forte pour étouffer un mouvement populaire qui a enflammé la région au cours des dernières semaines et semble marquer un tournant dans la lutte des Kurdes pour la reconnaissance de leur identité ethnique. Pour une fois l'opposition semble partager l'opinion du parti au pouvoir. « Nous utiliserons les armes contre les armes », a déclaré Suleiman Demirel, le dirigeant du Parti de la Juste Voie qui, après avoir boycotté le président Ozal pendant plus de quatre mois, a accepté de le rencontrer la semaine dernière pour discuter du problème kurde.

À l'issue d'une réunion ministérielle lundi qui dura sept heures, M. Mehmet Yazar, ministre d'État et

porte-parole du gouvernement, a annoncé une série de mesures extraordinaires destinées à combattre le « terrorisme séparatiste ». Dès maintenant, les nouvelles concernant le sud-est pourront être censurées par les procureurs locaux et les gouverneurs de la région qui pourront également interdire les grèves, doubler les peines en cas de crime « séparatiste ».

Malgré la « lutte sans merci contre le terrorisme » poursuivie par l'État, M. Ozal a expliqué à plusieurs reprises, au cours des derniers jours, que le gouvernement ferait preuve de « plus de compassion » et offrirait plus de soutien à la population locale.

L'exemple de l'intifada

Les événements de Nuzaybin, le 15 mars, au cours desquels un jeune homme a été tué par des soldats tirant sur une foule de manifestants, suivis par ceux de Cizre, le 20 mars, où cinq personnes ont trouvé la mort

lorsque la population est descendue dans la rue, démontrent en effet qu'une politique de répression brutale risque d'aliéner encore davantage la population locale. À la suite de ces événements les magasins ont été fermés successivement dans plus de dix villes en signe de protestation à la demande d'organisations kurdes qui souhaitent voir se développer une révolte populaire semblable à l'intifada palestinienne.

Le problème est complexe. La moitié au moins de la population kurde de Turquie, estimée à environ 10 millions, a quitté le sud-est et vit dans les grandes villes à l'ouest du pays où certains sont parfaitement intégrés dans la société. Abdulkadir Aksu, qui en tant que ministre de l'intérieur, est responsable de la lutte contre le PKK, est lui-même d'origine kurde.

Mehmet Ali Birand, éditorialiste aux vues libérales, exprimait ainsi son espoir de voir se résoudre le problème kurde dans un article publié dans le quotidien Milliyet : « Si nous pouvons comprendre que nous ne pouvons pas tout résoudre en tapant sur les gens, et si nous tendions vers un compromis plutôt que vers une étroitesse d'esprit, nous pourrions arriver au bout du tunnel sans trop de dégâts ».

NICOLÉ POPE

April 9, 1990

U.S. Indicts Iraqi in Plot To Kill Foe Of Hussein

By Michael Isikoff
Washington Post Service

WASHINGTON — The Justice Department has announced the indictment of a former driver for Iraq's mission to the United Nations on charges of plotting the murder of two opponents of the Iraqi government of Saddam Hussein.

Shortly after the indictment was handed down Friday in Sacramento, California, the State Department announced that a diplomat attached to the Iraqi UN mission had left the country the day before after the United States formally accused him of "abuse of his privileges."

According to the indictment and a law enforcement source familiar with the case, the diplomat, whose identity and rank were not disclosed, had promised to pay the driver \$50,000 to murder two Iraqi dissidents.

One of the alleged targets, sources said, was the leader of a group called Bet Nahrain, which advocates an independent Middle

East homeland for Iraq's Assyrian minority.

The indictment was the second in eight days that the U.S. government had formally accused alleged representatives of Mr. Hussein's government of illegal activities.

On March 29, the Justice Department unsealed another indictment in San Diego charging four Iraqis and the export manager of a front company in London on charges of attempting to smuggle U.S.-made nuclear warhead detonation capacitors to Iraq for use in a nuclear bomb.

Amir Anbari, Iraq's ambassador to the United Nations, refused to identify the diplomat who had left the country. He said his government denied "the accusation or the involvement of any Iraqi in this episode or in this case."

He said the indicted man, Andri Khoshaba, 47, who was identified by the Justice Department as a former driver at the United Nations mission, had worked at the mission as a doorman but was dismissed last year.

Law enforcement sources said Mr. Khoshaba had spent the last year living in Modesto, California, and was working part-time as a painter. He was arrested by FBI agents Feb. 17 for suspected involvement in the assassination plot.

Mr. Khoshaba was then released for lack of evidence and is now a fugitive who is believed to have left the country, a law enforcement source said.

COURRIER PICARD

10 avril 1990

Turquie : opération anti-kurdes

Vingt-neuf "terroristes" séparatistes kurdes ont été tués et un "protecteur de village" ainsi qu'un soldat ont été blessés depuis samedi près du village de Beytusse-bap dans la province de Hak-kari (sud-est), frontalière avec l'Irak et l'Iran, lors d'opérations des forces de l'ordre.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

April 10, 1990

Iraq to Oust U.S. Envoy in Retaliation

Reuters

BAGHDAD — Iraq has moved to counter Israeli and Western fears that it might attack Israel with chemical weapons but said Monday it was expelling an American diplomat in a further sign of worsening relations with the West.

Iraq's announcement that it was expelling the U.S. diplomat was the latest twist in a series of disputes with the West, beginning last month with Iraq's execution of Farzad Bazoft, a London-based, Iranian-born journalist, on charges of spying.

This was followed by the United States and Britain accusing Iraq of attempting to smuggle U.S.-made

capacitors that could be used as so-called triggers for nuclear weapons. Iraq said the devices were for other uses and has denied it was trying to make a nuclear bomb.

The Iraqi News Agency said Iraq was expelling the unnamed diplomat in retaliation for Washington's expulsion of an Iraqi diplomat at the United Nations.

The agency quoted a Foreign Ministry spokesman as denying U.S. charges that the Iraqi diplomat, who was not named, was linked to an alleged plot to kill two opponents of the Iraqi government.

The spokesman said the expulsion "cannot be isolated from the series of feverish campaigns to

harm Iraq in such a way that serves the aggressive goals of Israel."

"It was clear in this case as well, similar to previous incidents, that there exists an intention to harm Iraq," he said.

President Saddam Hussein was reported as saying that his country's intentions were peaceful and his warning that it might destroy half of Israel was in response to Israeli threats.

"Any weapon we possess would not be used but for self-defense. Peace is a fixed slogan in our policy and in our program," the agency quoted him as saying.

President Hosni Mubarak of Egypt, the main bridge between the

Arabs, Israel and the West, met Mr. Hussein in Baghdad on Saturday in a bid to calm the tensions.

Mr. Mubarak later proposed that all weapons of mass destruction should be eliminated from the region. Israel is said by Western experts to have both nuclear and chemical weapons.

Mr. Hussein confirmed that his country possessed chemical weapons and threatened to "let our fire eat half of Israel if it tries to wage anything against Iraq."

The row over the nuclear triggers aroused Iraqi fears that Israel might stage a repeat of its 1981 air raid which destroyed Iraq's Osiraq nuclear reactor.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

April 10, 1990

Who Still Thinks Saddam Hussein Will Mellow?

By Jim Hoagland

PARIS — George Bush would not have let Willie Horton out on parole, or so he persuaded the American electorate in 1988. Why, then, is he so ready to see the good in the Willie Hortons of international politics and let them redeem themselves under his patient, forgiving guidance?

Consider the president's mild reaction to the crude boast by President Saddam Hussein that Iraq will wipe out half of Israel with chemical weapons if the Israelis smack Iraq again, as they did in 1981. Asked by journalists to respond, Mr. Bush urged Mr. Hussein to "forget about talk of using chemical and biological weapons" and to stop making "bad" statements.

Mr. Bush shushes a man who has ordered the shooting, poisoning and dismembering of political opponents and the gassing of his own citizens, and who reveled in these acts. Somehow I doubt that Mr. Hussein, who was a teenage gunman himself, will be shushed. Like the Chinese leaders who respond with new slaps each time Mr. Bush turns yet another cheek, the Iraqi will go his own murderous way without regard to probation diplomacy.

The far right's contention that Mr. Bush is at heart a secret liberal always struck me as loony. But his view that Deng Xiaoping, Saddam Hussein and Pol Pot can be reasoned into doing the right thing if the United States stays in touch with them makes me think that the far right may be on to something after all.

If there is a way to compress into one sentence the essential difference between conservative and liberal politics, it seems to me to be this: Liberals believe in the perfectibility of man, while conservatives believe that people have to be accepted for what they have made out of themselves, and dealt with accordingly. The left says that with a little help the worst of us can be engineered into some-

thing much better. The right responds that we are in the environment we are in because of ourselves, not because of the environment.

The Bush administration came to office convinced that Saddam Hussein was among nature's engineerables. Despite all the evidence to the contrary (most recently laid out in chilling and persuasive detail by Middle East Watch in its report "Human Rights in Iraq"), the State Department offered the view that Mr. Bush could persuade Mr. Hussein to become a useful citizen of the world.

The administration provided Baghdad with \$1 billion in guaranteed credits in 1989 to enable Iraq to buy U.S. food supplies while pouring money into missiles, chemical weapons and the search for an atomic bomb. After Congress voted at the end of 1989 to bar U.S. Export-Import Bank credits to Iraq, President Bush signed a waiver on Jan. 17. He said it was in America's national interest to continue providing Baghdad with \$200 million a year in subsidized financing.

We now know that as the president signed the waiver, the FBI was closing in on Iraqi agents who had for a year tried to buy and illegally export electronic devices that could be used to trigger a nuclear weapon. Once again the question Washington should be asking is: What did the president know, and when did he know it?

The White House at last may be wising up. An administration official, sounding solicitous about Mr. Bush's image, said the White House was only informed of the investigation a week before the March 28 arrests. The State Department, it turns out, knew at least six weeks before the arrests. And, the official added, Mr. Bush had signed the

waiver because Secretary of State James Baker had recommended that he sign it. Mr. Hussein is Jimmy Baker's friend, not George Bush's, was the subtext of this conversation.

That is progress, but not a solution. The problem is not Mr. Bush's image, nor the fact that Mr. Hussein talks about chemical weapons. The problem is that he makes and uses them. That is not a matter for shushing or intramural blame-shifting within the administration. The United States must contribute to ending the malignant evil that has taken hold in Baghdad, not help perpetuate it while hoping that Saddam Hussein will mellow.

Caught with his hand in the nuclear-technology cookie jar, the Iraqi tries to brazen it out, daring the Israelis to attack him and threatening Armageddon if they do. The last Arab leader who tried this tactic was Egypt's Gamal Abdel Nasser in June 1967. His bluster cost Egypt an army, and the Sinai.

Why invite destruction? With Mr. Hussein it is part psychology, part calculation. He rules at home through terror and responds with the same tactic when challenged abroad. The Middle East Watch report makes clear that the cruel rejection of Margaret Thatcher's plea for clemency in the case of the journalist Farzad Bazzoff is part of an established pattern. Mr. Hussein reminds his terrorized population that no one can hope to be saved by an appeal for mercy to him, no matter who makes that appeal.

Going to the brink of confrontation with Israel is also useful in blackmailing other Arab leaders for the oil money he needs to bail Iraq out of financial disaster. Mr. Hussein may calculate that Israel, in the middle of a political crisis, will not take his dare. But I think he miscalculates. When the Israelis respond, it will be with much more than a shush or a turned cheek.

The Washington Post

ΕΛΕΥΘΕΡΟΤΥΠΙΑ
 44, Απολυταίτην Αδελφότητα Επιστολή
 10. Τεύχος 10 Απριλίου 1990

ΤΟΥΣ ΠΙΣΤΙΑΖΑΝ ΣΤΟ ΔΡΩΜΟ

Της ΙΩΑΝ. ΣΩΤΗΡΧΟΥ

ΕΒΔΟΜΑΔΑ Παθιών για δεκάδες οικογένειες Κούρδων προσφύγων στη χώρα μας από το Ιράκ: Χθες, βρέθηκαν κυριολεκτικά στο δρόμο, αφού τα ξενοδοχεία που τους φιλοξενούσαν ειδοποιήθηκαν από την αρχή ότι διαεύθυνση του ΟΗΕ στην Ελλάδα ότι σταματά την πληρωμή των δωματίων.

Ετσι, με τα μωρά στην αγκαλιά και μερικά βρέφη να κοιμούνται στο πάτωμα τυλιγμένα με κουβέρτες, τα υπέρχοντά τους σε μερικές πλαστικές σακούλες όλα κι όλα, συναντήσαμε πέντε οικογένειες Κούρδων στο διάδρομο του ξενοδοχείου «Κάιρο» κοντά στην πλατεία Βάθης, χθες το μεσημέρι.

«Μας πέταξαν έξω σήμερα το πρωί. Δεν ενδιαφέρθηκαν ούτε για τα παιδιά μας. Εμείς οι μεγάλοι θα κοιμηθούμε στο δρόμο. Τα παιδιά μας όμως δεν τα σκέφτονται!» μας είπε ο Αμπντούλ Στάς με το μωράκι του, 12-μηνών στην αγκαλιά του.

«Έχω τρία ανήλικα παιδιά. Έχω πουλήσει ακόμα και το δαχτυλίδι του γάμου μου για να επιζήσω. Δεν ζητάμε χάρη. Θα τους πληρώσουμε. Αλλά δεν έχουμε ούτε 10 βρώμης στην Αθήνα. Μέχρι να βρούμε δουλειά πώς θα τα βγάλουμε πέρα;» μας είπε ο Αλή.



Στο δρόμο, ζώντας τη δική τους βδομάδα των παθών, από χθες μερικές οικογένειες Κούρδων προσφύγων από το Ιράκ

Μας πηρε σήμερα το πρωί τηλέφωνο από τον ΟΗΕ, το Συμβούλιο προσφύγων μια κυρία και μας είπε ότι σταματούν να πληρώνουν» μας είπε

ο υπεύθυνος του ξενοδοχείου «Διάνα» κ. Μιχάλης Φερνάν-Συμβόλιο προσφύγων μια κυρία και μας είπε ότι σταματούν να πληρώνουν» μας είπε

Αλλοι ξενοδόχοι, που δεν μας είπαν το όνομά τους, διαβεβαίωσαν το γεγονός ότι ο ΟΗΕ τους ειδοποίησε ότι εντός των ημερών σταματά κά-θε πληρωμή για τους Κούρδους πρόσφυγες που φιλοξενούν στα ξενοδοχεία τους.

Δεκάδες οικογένειες Κούρδων - Ο Ο.Η.Ε. αρνείται να πληρώσει

ρά τους όταν κλαίει» μας είπε σε τόνους ακοαλυτικής ανθρωπιάς η υπεύθυνη ξενοδοχείου στο κέντρο της Αθήνας περιγράφοντας έτσι και τις συνθήκες φιλοξενίας των προσφύγων.

Ιδιαίτερα αβρός όμως ήταν ο ιδιοκτήτης του ξενοδοχείου «Κάιρο» που μας έδειξε το μπλόκ που σημειώσαμε τη συζήτηση μας και ανέλαβε να σπάσει τη φωτογραφική μηχανή φωτορεπόρτερ της «Εξ» όταν τόλμησε να είναι τη δουλειά του, μέχρι που μας πέταξαν σχεδόν έξω.

Η υπεύθυνη του Ελληνικού Συμβουλίου Προσφύγων κ. Μαρκουλάκη, που συζητάει με τους Κούρδους πρόσφυγες μας είπε χθες ότι δεν έχει άκωχη για το θέμα.

Θυμίζουμε ότι ο «Γολγοθάς» των Κούρδων προσφύγων από το Ιράκ ξεκίνησε πριν δύο χρόνια το Μάρτιο του 1988, όταν η κυβέρνηση του Ιράκ βομβάρδισε με τη δική της όπλα τα χωριά τους (Χορνάλ, Χαλέττες, Ντου-τάι) με αποτέλεσμα να σκοτωθούν 5.000 και να τραυματισθούν 7.000 άμαχοι μόνο στην πόλη Χαλέττες. Μετά από αυτό, το δρόμο της προσφυγιάς, πήραν εκατοντάδες χιλιάδες Κούρδοι, του Ιράκ που πέφταν στις γενοκτονίες χθες και ζουν σε στρατόπεδα. Οι Κούρδοι από το Ιράκ, ήρθαν στη χώρα μας πριν μερικούς μήνες από την Τουρκία όπως μας είπαν.

«Τι να κάνουμε, αφού δεν έχουμε οι ίδιοι χρήματα να μας πληρώσουν θα τους βγάλουμε. Αφήστε που σταβάζονται τόσο πολλοί στα δωμάτια γιατί έχουν πολλά παιδιά και μας ταλαιπωρούν και τα μα-

EUROPEAN NEWS

Turks ponder the price of Kurdish revolt

A sullen defiance against Ankara is spreading to the towns, writes Jim Bodgener

INTIFADAH. The word hung heavy with menace in the parlour of Mr Nuslum Yildirim, mayor of Nusaybin, a town hard up against the Syrian border in Turkey's troubled Kurdish south-east.

A full-scale revolt has not yet broken out, but frustration born of years of neglect is coming to a head in the region where at least 1,500 people have died since August 1984 in the insurgency by the Marxist, separatist Kurdish Workers Party (PKK).

"We don't want a separate state," said Mr Yildirim. "But we want the same rights now as the Turks. We don't want to be treated as second-class citizens anymore."

Although the problem is largely economic, the root of the conflict lies in the Turkish state's denial of a separate identity to the Kurds. That even means that publications and music can be purchased in any language in Turkey except Kurdish.

But a new defiance has emerged in Kurdish areas. The turning point came in mid-March, when mourners demanding the body of a PKK guerrilla in Nusaybin were fired on by a special police team who killed one youth.

The shockwaves travelled down the Silk Road to another border town, Cizre, where four protesters were killed. A sec-

ond demonstration in Cizre a few days later was given free reign to rampage through its streets. In towns throughout the area, including the regional capital Diyarbakir, shop shutters have since come down in mute, day-long protests ordered by the PKK.

A special cabinet session presided over by President Turgut Ozal on Monday night doubled sentences for convicted PKK supporters and introduced strict curbs on the press. Earlier the same day, the death toll was released for the largest clash so far this year, in which 21 guerrillas and 15 others died in Hakkari province.

The government has tried to explain away the protesters as ignorant peasants and townsfolk led astray by PKK and leftist extremists supported from abroad. Officials in Ankara maintain that the PKK insurgency would collapse if its foreign support - mainly from Syria - was removed.

That is unlikely with the coolness in relations with Iraq and Syria - main entry points for the guerrillas - because of Turkey's staunching of the Euphrates river for a month early this year to fill the Ataturk dam.

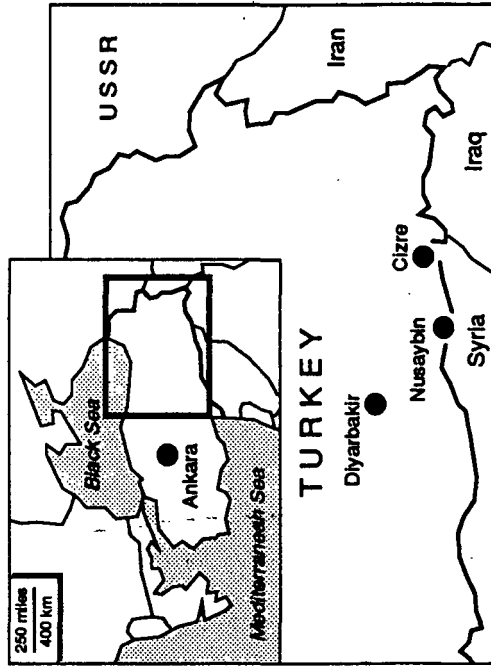
The huge embankment project is the centrepiece of the \$6bn south-east Anatolian (GAP) development programme, a belated and perhaps

late March as leverage for early general elections in the face of the ruling Motherland Party's (ANAP's) deep electoral unpopularity.

Neither the leadership of the main opposition Social Democratic Populist Party (SHP) nor former premier Mr Suleyman Demirel of the True Path Party is interested in meeting Kurdish aspirations. At the local level, party organisations are embedded in the establishment; the young turn to the PKK as the only alternative in a Robin Hood-like tradition of outlaws fighting against state repression.

Tribal and clan loyalties still determine allegiance to state or PKK in remote rural areas. In the most recent clash, security forces were reportedly supported by around 1,000 Jirki tribesmen with a blood feud against the PKK. But while the PKK is being contained in the mountains, Kurdish sentiment is gathering explosively on the plains.

Traditional allegiances have broken down in the towns and cities, where they have been interwoven with establishment lines of patronage. Both the populations of Cizre and Nusaybin have nearly doubled to 70,000 and 90,000 respectively because of an influx of peasants caught in a forced rural-urban migration throughout the region.



over-ambitious exercise to narrow the economic gap between east and west Turkey. On Monday, the Government also announced that 90,000 new jobs would be created in the region. But all this may be too late.

Syrian support for the PKK has moderated since a border security agreement was reached in 1987, but the guerrillas still train in the Syrian-controlled Bekaa Valley in Lebanon. Their main infiltration route is across the mountainous border - impossible to seal - between Turkey and Iraq. This winter, they have been using summer bivouacs vacated by the Iraqi army in

the 30-km cordon sanitaire it has cleared against *peshmergas* (those who fight till death) of the Kurdish Democratic Party (KDP) fighting against Baghdad.

Renewal of a Turkish-Iraqi "hot-pursuit" agreement, which lapsed in 1988, has not been agreed. On the Turkish side remain the camps of about 30,000 Iraqi Kurdish refugees from the Iraqi army's blitzkrieg against the *peshmergas* in the autumn of 1988.

Turkish opposition leaders seemed more interested in using the south-east during an extraordinary summit on terrorism with President Ozal in

the region.

THE WALL STREET JOURNAL, April 11, 1990

Turkey Grapples With Growing Problems

Nation Faces Kurdish Insurgency, a Stumbling Government

By HUGH POPE

Special to THE WALL STREET JOURNAL

CANAKKALE, Turkey—The Janissary band snapped to attention as a few remaining nonagenarian veterans from Turkey's war of independence stood unsteadily by—one still wearing the trenchcoat in which he fought.

But as President Turgut Ozal arrived to celebrate the successful Ottoman defense of the Dardanelles Strait during World War I—the cornerstone in Turkish hero Kemal Ataturk's career—the mayor of Canakkale did not stand.



Turgut Ozal

In fact, pointedly refusing to name the head of state, Ismail Ozay used the occasion last month to launch a bitter attack on "sultans," and added: "Anyone taking decisions without the people's support is condemned to be lost in the darkness of history."

The minister of defense was soon up to denounce Mr. Ozay's "dirty tricks." Before the day was out, the minister of the interior had summarily fired the mayor from his elected post.

A small event in the course of Turkey's history, perhaps, but a multiplying number of such unpleasant fissures is weakening the increasingly brittle structure of the republic, founded in 1923 by Ataturk on the rump of the Ottoman Empire.

A stumbling government, coupled with political boycotts, student protests, terrorist assassinations, ethnic Kurdish insurgency and growing Islamic fundamentalism, are brewing what a senior Western diplomat calls a "dire scenario" for the 55 million people of Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization.

Emergency Summit

President Ozal himself called an emergency summit April 2 for leaders of the country's three main political parties to secure their backing for firm government action against Kurdish guerrillas. But opposition demands for early general elections to wipe the slate clean were left unsatisfied.

Mr. Ozal said in an interview that he would take the highly unusual step of chairing some cabinet meetings himself from now on. Usually, a Turkish president doesn't get involved in cabinet functions. "Maybe I will do it every month. They won't like it, but . . . I can help them," he said.

He dismissed domestic criticism of the way Turkey is governed. "I don't worry

much about it. I see the people, I see what's going on . . . I think I have enough support by myself."

Prime minister of Turkey from 1983 until he was elected president in November 1989, Mr. Ozal may be secure for his seven-year term. But the Motherland Party he founded in 1983 cannot be so sanguine about its survival and its ability to hold off opposition demands for early parliamentary elections before they are scheduled in 1992.

'A Miracle'

Three national opinion polls last month put support for the Motherland—a center-right grouping of Islamists, reformists, nationalists and free-market advocates—at 12% or less. "Revitalization of the Motherland would be a miracle," wrote Hasan Cemal, editor of the respected left-wing *Comhuriyet* newspaper. "None of them [Motherland officials] wants to accept that the story of Ozal and the Motherland is over."

The man Mr. Ozal chose to succeed him as prime minister last November, Yildirim Akbulut, a slow-speaking provincial lawyer, faces public ridicule as books of Akbulut jokes become bestsellers. The minister of foreign affairs resigned in February and the minister of finance quit in March to prepare bids to succeed Mr. Akbulut, possibly at a Motherland Party congress this autumn.

Mr. Ozal doesn't seem very concerned: "I have more knowledge on the economy [than Mr. Akbulut]. Mr. Akbulut is a lawyer by profession . . . everyone eats their yoghurt in a different way."

Mr. Ozal, 62 years old, officially has cut his ties with Motherland because of his presidential vow to be "without bias." But he is quick to say he is still the guiding hand behind Turkey, and he firmly lists the wide powers available to him under Turkey's 1982 constitution. Turkey's system of government is similar to France's, with both a president and prime minister.

Diplomats say all the major powers deal directly with Mr. Ozal, sometimes bypassing even the Foreign Ministry. When a ministerial post falls vacant, Mr. Ozal's word decides the successor, politicians say. Economic decision-makers meet monthly for "briefings" at Mr. Ozal's palace.

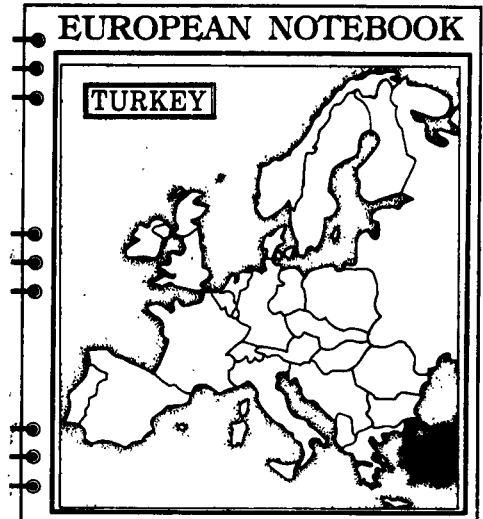
Above all, it is the economy that Mr. Ozal tries to use to silence his critics. It is an area in which he has had almost uninterrupted control for the past decade, having a say even during military rule from 1980 until 1983. He maintains that "if there are no economic problems, they [the opposition] cannot collect the masses."

Major Improvements

Since 1980, Turkish telephone communications have improved dramatically, stock-

exchange volume has overtaken that of Portugal or Greece, and, instead of cuts in electricity, Turkey is trying to sell its surplus.

The lifting of foreign-exchange controls, an export boom and rapid tourism develop-



ment have reversed Turkey's once-chronic foreign-currency shortages. Turkey registered balance-of-payments surpluses of \$1.5 billion in 1988 and \$966 million in 1989, and Mr. Ozal said the account is still in the black this year.

Foreign investment hit a record \$650 million last year and officials and bankers say there has been no letup this year. They say such investment continues despite court annulments—pending appeal—of last year's sales of Turkey's state-owned in-flight caterer USAS to Scandinavian Airlines System and five cement factories to Societe des Ciments Francais SA.

"This [the court annulments] is no problem," the Turkish president said. "If necessary we will just issue a decree [to confirm the sales]."

But not everyone has shared in the wealth that can be seen in chic boutiques of Istanbul or the in elegant gold accessories worn by Mr. Ozal, who is the son of a provincial bank official and who is an electrical engineer by training.

Austerity budgets have brought inflation that hit 87% in 1988 down to 62% for the year ended March 31. But the cost to business planning has been high: The growth of Turkey's gross national product, or its total output of goods and services, crashed to 1.7% in 1989, down from 3.4% in 1988, 7.4% in 1987 and 8.1% in 1986.

Call for Early Elections

Industrial production has been picking up steam this year, but this has not satisfied Istanbul's business leaders. They are concerned about rising public dissatisfaction and political uncertainty, which has para-

lyzed state bureaucrats who control 60% of the country's production and regulate the rest.

"To protect social stability, we believe the best road will be an early election," said Cem Boyner, head of Tusiad, Turkey's leading businessmen's group.

The Motherland Party has stoutly resisted such calls ever since it lost municipal elections all over the country in March 1989, with just 21% of the vote. It has been helped by the lack of impressive alternative policies from the two main opposition parties on the left and right. They are neck-and-neck in the polls and not in a position to win a parliamentary majority alone.

While the political establishment is locked in battle and the army, which intervened in political crises in 1960, 1971 and 1980, is still on the sidelines, new forces are winning wide sympathy outside the traditional framework.

Western diplomats are concerned about the rising power of Islamic fundamentalists in the Motherland Party and elsewhere, the spreading use of Moslem headscarves by women and the way nearly all the leaders of Ataturk's secular republic, including Mr. Ozal, attend Friday noon prayers.

"For me, push has come to shove. Each time I go to a dinner party I tell these upper-class women in evening dresses that they must get organized now or in five years they'll be in veils," said one Western diplomat.

Danger in the Southeast

However, Mr. Ozal says that Islam is moderate in Turkey and that pressure on religion would only increase extremist tendencies. He sees a greater danger in the southeast, where Kurds, who are not recognized as a minority but may constitute 20% of the country's population, are becoming increasingly militant.

More than 50 people were killed in violence in the mostly Kurdish-speaking southeast in March. PKK, the main Kurdish guerrilla group, is having its first success there in organizing popular protests modeled after the Palestinian *intifada*. More than 2,000 people have died in violence since the PKK started armed attacks in 1984. This year, the U.S. State Department labeled the PKK "terrorist." But Kurdish nationalists have a different perspective.

"When I was hanging in chains, those were the rest periods," said a Kurd released in mid-March after eight months in a Turkish jail on still-pending charges of aiding the PKK. "I was tortured with everything from electricity to ice bound to my eyes. After 28 days, I signed whatever they put in front of me."

Support is slowly spreading for the PKK in the run-down towns of the southeast, according to local leftist leaders and veteran journalists. But Mr. Ozal said there still is no possibility of the government accepting offers made by PKK leader Abdullah Ocalan for a cease-fire and talks.

Stabilizing Influence

Sitting high above Istanbul in his luxury

expects him to be as alert at 4 a.m. as he is at 10 a.m."

Though chronobiology has blossomed as a science only in the past 10 years, its practitioners have already had an impact. They have developed new ways of scheduling labor to ease the demands of shift work in the petrochemical and utility industries in nursing and in police work. Chronobiologists have found that administering anti-cancer drugs at certain times of the day makes them far more effective and increases a patient's tolerance for strong doses. And they are working on new ways to improve the disturbed sleep patterns of the elderly.

Chronobiologists have even come up with a remedy for jet lag. Harvard Medical School researchers last year were able to show that the body clock is profoundly affected by light and darkness and can be reset—to any new time zone—by precisely timed exposures to bright light. The researchers use high-intensity fluorescent lights, but they say airline passengers can derive much the same benefit simply by spending certain hours in daylight at their destinations.

The scientific work concentrates on a tiny group of nerve cells just behind the eye known as the superchiasmatic nucleus (SCN), along with the pineal gland, a pea-size organ located a few centimeters deeper in the brain. Together, they make up the biological clock, or, as the scientists call it, the circadian pacemaker. ("Circadian," from the Latin *circa* and *dies*, mean:

LE MONDE 11 avril 1990

TURQUIE

Affrontements meurtriers entre l'armée et les militants kurdes

Dimanche sanglant dans le sud-est de la Turquie où vingt-deux combattants du PKK (Parti des travailleurs kurdes) ont été, selon la formule officielle « capturés morts » et quinze autres blessés au cours d'affrontements avec les forces spéciales de l'armée.

ISTANBUL

de notre correspondante

Vingt et un militants ont été tués près du village de Dymakkaya, dans la province de Hakkari, à quinze kilomètres de la frontière irakienne au cours de combats qui ont duré près de quarante-huit heures. Ces pertes sont les plus importantes infligées par l'armée au PKK depuis le début de l'insurrection kurde qui a fait au total plus de 2 000 morts depuis 1984. Un autre militant du PKK a été abattu près de Gaziantep lors d'un incident

isolé. « Nous leur donnons la leçon qu'ils méritent », déclarait, dimanche, le ministre de l'intérieur, M. Abdulkadir Aksu, lors d'une réunion à Diyarbakir, la capitale des huit provinces du Sud-Est.

Ces incidents confirment que le gouvernement turc a l'intention d'utiliser la manière forte pour étouffer un mouvement populaire qui a enflammé la région au cours des dernières semaines et semble marquer un tournant dans la lutte des Kurdes pour la reconnaissance de leur identité ethnique. Pour une fois l'opposition semble partager l'opinion du parti au pouvoir. « Nous utiliserons les armes contre les armes », a déclaré Suleiman Demirel, le dirigeant du Parti de la Juste Voie qui, après avoir boycotté le président Ozal pendant plus de quatre mois, a accepté de le rencontrer la semaine dernière pour discuter du problème kurde.

A l'issue d'une réunion ministérielle lundi qui dura sept heures, M. Mehmet Yazar, ministre d'Etat et

porte-parole du gouvernement, a annoncé une série de mesures extraordinaires destinées à combattre le « terrorisme séparatiste ». Dès maintenant, les nouvelles concernant le Sud-Est pourront être censurées par les procureurs locaux et les gouverneurs de la région qui pourront également interdire les grèves, doubler les peines en cas de crime « séparatiste ».

Malgré la « lutte sans merci contre le terrorisme » poursuivie par l'Etat, M. Ozal a expliqué à plusieurs reprises, au cours des derniers jours, que le gouvernement ferait preuve de « plus de compassion » et offrirait plus de soutien à la population locale.

L'exemple de l'Intifada

Les événements de Nuzaybin, le 15 mars, au cours desquels un jeune homme a été tué par des soldats tirant sur une foule de manifestants, suivis par ceux de Cizre, le 20 mars, où cinq personnes ont trouvé la mort

lorsque la population est descendue dans la rue, démontrent en effet qu'une politique de répression brutale risque d'aliéner encore davantage la population locale. A la suite de ces événements les magasins ont été fermés successivement dans plus de dix villes en signe de protestation à la demande d'organisations kurdes qui souhaitent voir se développer une révolte populaire semblable à l'Intifada palestinienne.

Le problème est complexe. La moitié au moins de la population kurde de Turquie, estimée à environ 10 millions, a quitté le Sud-Est et vit dans les grandes villes à l'ouest du pays où certains sont parfaitement intégrés dans la société. Abdulkadir Aksu, qui en tant que ministre de l'intérieur, est responsable de la lutte contre le PKK, est lui-même d'origine kurde.

Mehmet Ali Birand, éditorialiste aux vues libérales, exprimait ainsi son espoir de voir se résoudre le problème kurde dans un article publié dans le quotidien *Milliyet* : « Si nous pouvions comprendre que nous ne pouvons pas tout résoudre en tapant sur les gens, et si nous tendions vers un compromis plutôt que vers une étroitesse d'esprit, nous pourrions arriver au bout du tunnel sans trop de dégâts. »

NICOLE POPE

Newsweek
THE INTERNATIONAL NEWSMAGAZINE

April 9, 1990

Public Enemy No. 1

A sting operation catches Iraq trying to buy parts for a nuclear bomb

He calls himself a Knight of the Arab Nation. His detractors call him a bloodthirsty tyrant—the Butcher of Baghdad. Saddam Hussein rules Iraq with an iron hand inside a steel glove, backed by a million-man Army and a legion of informers, assassins and torturers. Saddam, as he is known throughout the Middle East, is utterly ruthless in the pursuit of glory for himself and his country. He has not hesitated to use poison gas on enemies both foreign and domestic. He is building an arsenal of ballistic missiles that could enable him to strike at his many foes in the Middle East, including Israel and Iran. And last week his minions were caught in the act of buying electronic components that have one most likely use: to detonate nuclear bombs.

Saddam's purchasing agents were entrapped in a sting operation run by U.S. and British undercover investigators. Charges brought in both countries accused the Iraqis of trying to buy illegally electronic capacitors from a California manufacturer, which promptly informed U.S. authorities. Iraq denied that it was building a bomb, and Saddam brushed off the embarrassment of being caught so publicly. He claimed that "enemies of the Arabs" were trying to hinder Baghdad's "march of progress" by blocking high-tech exports to Iraq. In fact, the alleged capacitor purchase was a chicken-feed deal: a \$10,490 item on an Iraqi military shopping list that has run into the billions in recent years.

Most Western experts believe that the Iraqis are at least five years away from building a nuclear weapon (although the Pentagon fears they may be closer than that). In 1981 Iraq's nuclear program was severely set back when Israeli warplanes bombed the Osirak reactor near Baghdad. The Iraqis salvaged 27 pounds of enriched uranium from Osirak, enough to be processed into one bomb. But because Iraq has signed the nonproliferation treaty, that supply can be inspected by the International Atomic Energy Agency. So a separate nuclear-weapons program apparently has been started. Baghdad is believed to be scrounging for parts and equipment to build an underground gas centrifuge plant,



KOL AL ARAB—GAMMA-LIAISON

'Butcher of Baghdad': The epithet his critics use for Saddam Hussein

which produces enriched uranium. Picking up available components in no particular order, Iraq's huge military purchasing network in Europe and the United States also has been shopping for the electronic devices that would be used to trigger the uranium core of a nuclear bomb.

Investigators say Iraq's main military purchasing agency in Europe was a concern called Euromac, which had an office in the London suburb of Thames Ditton and purported to deal in frozen french fries. The concern was run by a man named Ali Ashour Dagher, 49, who has both Iraqi and British citizenship and was identified by U.S. sources as an Iraqi intelligence officer. The U.S. indictment unsealed last week quoted a former British employee of Euromac, Michael Brian Hand, who was not charged with anything, as saying that the company "had done billions of dollars of business in the procurement of matériel on

behalf of . . . Iraq's war effort." During most of the Iran-Iraq war, which ended in August 1988, the United States did not object to Baghdad's military purchases; in fact, Washington helped Saddam's war effort by supplying information on Iranian troop movements gained by U.S. spy satellites. The British government, which knew all about Euromac, was happy to have Iraq's main purchasing office on British soil.

In September 1988, according to the indictment, Euromac contacted a company called CSI Technologies in San Marcos, Calif., north of San Diego. The Iraqis wanted to buy capacitors, devices that store electricity and deliver it in a single jolt. Their specifications were very particular. They wanted coaxial, high-voltage, low-inductance capacitors designed to withstand altitude and vibration, among other things. "I immediately came to the conclusion that they would be used for a nuclear warhead,"



New might: Iraqi Al Hussein missile

CSI president Jerry Kowalsky told *NEWSWEEK*. Capacitors can be used in many other devices, such as lasers or the explosive mechanisms used to separate rocket stages. But the Iraqis were asking for precisely the same kind of capacitors "as those used in the detonation of nuclear warheads," said the U.S. indictment. The unlicensed export of such devices is illegal, and Kowalsky informed U.S. Customs Service officials in San Diego.

The case was handled by 38-year-old U.S. undercover agent Daniel Supnick who claims no technical expertise. But he had considerable experience investigating high-tech smuggling. Posing as a CSI executive, Supnick sat in on meetings with the Iraqis. But last May, according to the indictment, Dagher's assistant, a Frenchwoman named Jeanine Speckman, identified the "end user" of the devices as Al Qaqa, an Iraqi military-procurement agency.

According to the indictment, the key negotiation occurred last Sept. 11, when Kowalsky and Supnick met at the Cavendish Hotel in London with Dagher, Speckman and two Iraqi engineers. When the Iraqis described their specifications for the capacitors, Supnick remarked that what they wanted sounded like nuclear triggers. "They didn't say yes or no," Kowalsky remembers. At first, the Iraqis maintained that the devices would be used in lasers; later, according to the indictment, they said the capacitors were "intended to be used for an 'aerospace' application."

'Anything for a buck': The Iraqis apparently thought it was the Americans who were crooked. "They assumed, like a lot of foreigners, that American business people will do anything for a buck," says Kowalsky. The next day Speckman suggested to Supnick that the capacitors be labeled for use in "computer-room air-conditioning units," the indictment says. Later on, Supnick recalls, Dagher asked him if the devices could actually be used for such a purpose. "Yeah," Supnick says he replied, "if you want to nuke your air-conditioning unit."

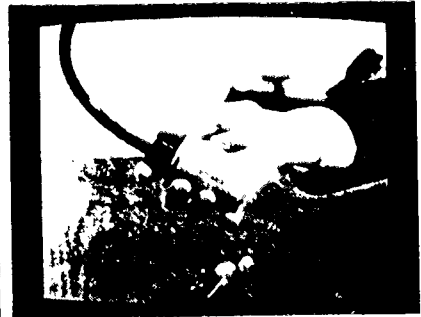
It was at the Sept. 11 meeting, the indictment said, that the Iraqis first broached the subject of also buying krytrons, high-speed switches that detonate explosions by releasing the electricity stored in capacitors. Supnick told Dagher that CSI does not make krytrons, but he said he could obtain them elsewhere. Unlike the \$10,490 capacitor sale, further deals with the Iraqis promised to be lucrative.

The Customs Service obtained some inoperable krytrons, in case they might be needed for the sting. In the end, however, CSI's first shipment to Dagher consisted only of capacitors—40 that could be used in nuclear warheads and 45 suitable for other military purposes. When the shipment reached London, British authorities replaced the nuclear-capable capacitors with inoperable ones. Last Wednesday, as Dagher was about to board an Iraqi Airlines flight to Baghdad, he, Speckman and four alleged accomplices were arrested, and the capacitors were seized from a nearby warehouse.

Although the Iraqis will not admit to making nuclear weapons, they don't apologize for doing whatever they think is necessary to defend themselves. They point out that Israel was caught five years ago in an illegal purchase of krytrons from the United States and had to return the devices. "It's unfair to talk about Iraqi chemical weapons or nuclear weapons and ignore Israel's nuclear capability," argues an official in Baghdad. "We will continue to buy the sophisticated weapons we cannot produce ourselves," he says.

RUSSELL WATSON with JOHN BARRY and DOUGLAS WALLER in Washington, HARRY HURT III in Los Angeles, RAY WILKINSON in Cairo, DANIEL PEDERSEN in London and bureau reports

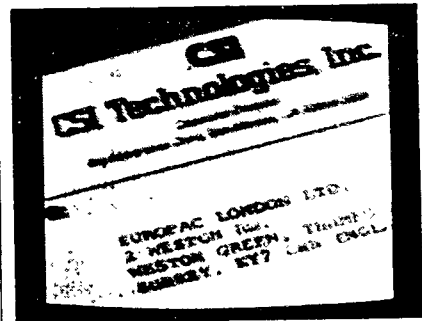
The Sting: As Recorded by American TV



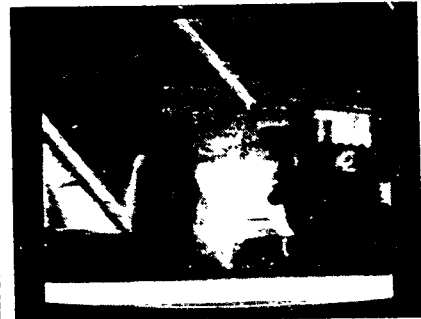
Caught in the act? A nuclear detonator



Suspect: Alleged Iraqi arms agent Ali Ashour Dagher



Whistle-blower: A manifest from CSI Technologies



Smuggling ring: Film of crews loading the triggers

SPECIAL REPORT

Iraq's Dark Knight

Saddam Hussein creates a military superpower and a personality cult

BY RAY WILKINSON

In the past two years, almost unnoticed by the outside world, President Saddam Hussein of Iraq has created the Middle East's newest military superpower. When the Iran-Iraq war ended in 1988 Iran began to draw down its forces. Iraq did not. Now Baghdad's 1 million battle-hardened troops are better trained, led and equipped than those of any other Arab power. The Iraqi Army is twice the size of that of Egypt, the Arab world's traditional military leader. And while Israel's 140,000-person active military, sophisticated in arms and training, is still the most feared fighting machine in the Middle East, Iraq has begun to slowly close the gap. Says a Western analyst in Baghdad: "With such a strong Army, Iraq is not an emerging Middle East military superpower. It has already arrived."

At the same time, Saddam, 52, is intensifying his cult of personality, dwelling on themes of blood and glory. In one ritual, Iraqis use their own blood to write pledges of allegiance or paint portraits of the "leader-struggler." Schoolgirls sing a little jingle that goes, "Saddam, Saddam, we will give our blood for you." Nearly every Baghdad street corner is adorned with a huge portrait of Saddam—here swathed in flowing Arab robes, there decked out in a Panama suit and clutching a foot-long cigar, somewhere else perched dashing atop a white charger. One canvas depicts Saddam shaking hands with King Nebuchadnezzar (reign: 605-562 B.C.), the warlord who took the Jews into captivity. The message is unmistakable: Saddam, "the hero of national liberation," will revive the glory days of ancient Iraqi conquests.

Saddam's delusions of grandeur seem to know no bounds. He sees himself as heir to Nebuchadnezzar, a soldier and statesman of whom it was said that he had "no opponents from horizon to sky." Saddam has begun a multimillion-dollar project to excavate and rebuild Nebuchadnezzar's ancient capital of Babylon. He is rehabilitating once denounced former kings and sheiks, including King Faisal I, Iraq's first modern ruler, who took power when the country declared independence from Britain in 1932. In a recently "discovered" family tree, Saddam claims to trace his lineage back through the country's royal line to the prophet Muhammad.



STUART FRANKLIN—MAGNUM

Son of Muhammad: A giant plywood figure of the self-glorifying 'leader-struggler'

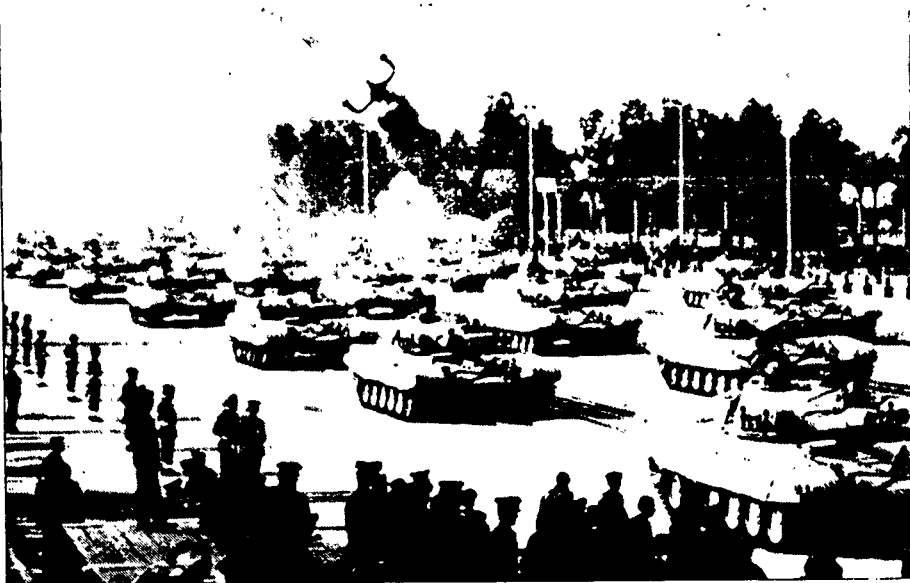
As Saddam builds himself up he cracks down brutally on his own people. Human-rights groups say Iraq suffers one of the world's most repressive police states—a place where the president's blood relatives run everything and are punished for nothing, even murder, while children are tortured and petty dissidents put to death. The demands of the rebellious Kurdish minority have reportedly been met with lethal poison gas, and the rest of the population is watched by spies.

An emergent Iraq under Saddam's aggressive leadership is changing the Middle East balance of power. A decade ago Israeli warplanes devastated Baghdad's virtually defenseless Osirak nuclear plant following reports that the facility might be used to develop atomic weapons. Now Baghdad's sensitive military installations are scattered throughout the country, and it has installed sophisticated anti-aircraft and missile batteries. New Iraqi fighter-bombers or missiles could hit Israel's heartland in a counterattack. When Saddam recently warned that "Iraq will retaliate firmly and with precision" to an Israeli attack on its military facilities, Israeli intelligence experts took him seriously. They had to. Says Arab affairs specialist Gideon Gera of the Dayan Center think tank in Tel Aviv, "Iraq has always had Middle East ambitions, and it is presenting a new threat to Israel because it has gained military capabilities it did not have before."

Taking no chances: Baghdad's new muscle has prompted anxiety beyond Israel. Saddam is in position to launch a pre-emptive strike against Iran's weakened military forces, though Baghdad officials deny any intention to strike first. Teheran is taking no chances. It recently announced a \$2.5 billion rearmament plan. Moderate Gulf states like Saudi Arabia and Kuwait, which tried to buy Saddam's friendship by bankrolling his war against Iran, are fearful that Saddam could still turn on them. And Egypt recently moved to counterbalance Iraq by improving diplomatic relations with Saddam's worst enemy—President Hafez Assad of Syria.

These days Iraq often acts with a threatening unpredictability. Last year a conflagration nearly erupted when it tried to ship FROG-7 rockets to Christian Gen. Michel Aoun, who is fighting Muslim forces in Beirut. The missiles were on ships only a few miles from the Lebanese coast. One high-ranking official says, when Syria's Assad threatened to "level" Christian East Beirut unless the movement was stopped. In what the official describes as a mini-replay of the Cuban missile crisis, Saddam halted the ships only at the last minute and under intense diplomatic pressure from the United States and Saudi Arabia.

Lebanon was not Saddam's first setback, of course. The dictator is still smarting from



KOL-AL-ARAB—GAMMA-LIAISON

Love a parade: Huge casts of Saddam's hands hold up the sabers over Victory Square

heavy losses suffered in the war against Iran and in the 1981 Israeli attack, and one West European ambassador in Baghdad says Saddam is "driven by paranoia that Israel and Iran are both planning pre-emptive strikes against his regime." Having cast himself as leading the Arab fight against the Persians, Saddam believes that the Iranian campaign should have won for

Iraq the right to be first among equals in the Arab world—not only on the battlefield but also in politics. "When James Baker comes a-visiting, Saddam wants to make Baghdad a 'must' stop," a Western ambassador says. "He wants to sit down with the big boys and become a statesman rather than the biggest bully boy on the block."

Saddam's extravagant schemes float on oil—the second largest reserves in the world. Iraq's oil-export capacity has bounced back to 5 million barrels per day after falling to a wartime low of 600,000 barrels. In an interview, Iraqi Oil Minister Issam al Chalabi said Iraq, along with Saudi Arabia and Kuwait, will "dominate" the resurgent OPEC oil cartel in coming years. Though burdened with a staggering \$60 billion to \$80 billion foreign debt, Saddam continues to enforce rigorous austerity in the civilian economy yet spend billions of oil dollars on a far-flung arms industry. Saddam's apparent effort to build a nuclear weapon is his most ambitious threat—but by no means the most immediate. The Washington Institute, a U.S. think tank, estimates that Iraq already has "the largest and possibly the most sophisticated chemical weapons program in the Third World." (Baghdad killed about 50,000 Iranian troops with chemical agents, by Teheran's count.) Other projects include building modern T-72 tanks un-



TOM STODDART—KATZ-WOODFIN CAMP

Heir to kings: A guard at Nebuchadrezzar's palace

SPECIAL REPORT

der license from Moscow; artillery pieces; an early-warning reconnaissance aircraft (usually known as AWACS), which was recently flight-tested, and a new fleet of medium- and long-range missiles.

One potentially vital accomplishment of Iraq's growing arms industry may be the 48-ton rocket Al Abid, or "Worshiper." The three-stage, 82-foot rocket was test-fired late last year. One Western authority calls it "nothing more than three Scud rockets tied together with string." (The Scud is a '50s era Soviet model.) But other experts say the Al Abid is a major step toward the launch of a spy satellite, possibly within five years.

Man in a hurry: What Iraq cannot make at home it buys abroad. Last year it secretly purchased Soviet SU-24 fighter-bombers with the range to strike Jerusalem or Teheran; more recently it has been seeking sophisticated Mirage 2000 warplanes from France. "Saddam is a man in a hurry," says one Western ambassador in the Iraqi capital. "He wants everything. He wants everything now. And he wants the very best of everything."

For a would-be statesman, though, Saddam can be incredibly numb to world opinion. Last month Iraq hanged British-based journalist Farzad Bazoft as a spy, despite international appeals for clemency. Baghdad greeted the international storn of criticism with bizarre vindictiveness. Saddam's eldest son and potential successor, Uday—who suffered no criminal punishment at all after beating a presidential guard to death with a stick nearly two years ago—commented that Bazoft "deserved to die 60 times over." Iraqi television responded to British protests in a particularly tasteless and irrelevant way, suggesting that the Princess of Wales was little more than a playgirl, whose numerous lovers had included Prince Charles's brother, Andrew.

Saddam worries even less about looking like a bully at home. His efforts to extract loyalty and adulation from his citizenry are probably matched only by North Korea's Kim Il Sung. Baghdad's new Victory Square is an expansive parade ground, dominated by a sculpture of two giant crossed sabers held aloft by four huge bronze hands. Each hand is an exact replica of Saddam's own, down to the fingerprints. A picture of the sublime leader graces the face of a hot-selling item, the "Saddam watch." The evening

Vindictive execution: Body of Farzad Bazoft is unloaded in London

television news opens with a paean called "Saddam's Song." In a typically sycophantic tribute, the English-language Baghdad Observer wrote:

*Saddam, Saddam, your triumphs many an' great
No one can match your sublime trait
You're the anchor an' hope of the meek and weak
You're insurmountable like the highest peak.*

More than 200 government-issued books and songs chronicle the often dubious story of Saddam's exploits. Saddam joined the fledgling Baath nationalist political party in his teens as a professional killer and soon after was shot in the leg while attempting unsuccessfully to assassinate Abdul Karim Kassem, prime minister at the time. Without anesthesia, so the official story goes, he dug the bullet out of his leg with a knife before escaping by foot and donkey cart. The young assassin would go on to help mastermind the coup that brought the Baath party to power in 1968. After serving as the number-two man behind President Hassan Al Bakr, Saddam seized the presidency in 1979, then promptly executed 22 senior officials he accused of plotting against his new regime. Still leader of the Baath party, Saddam is essentially a ruthless pragmatist. He exercises administrative power with the help of a small circle of



advisers, most of them blood relations from his hometown of Takrit, north of Baghdad.

He has shed much Iraqi blood. A year after taking over the presidency, Saddam launched the war against Iran, which would eventually cost Iraq nearly 1 million dead and wounded out of a total population of 17 million. (More than 1 million other Iraqis have left the country for political or economic reasons.) The Washington-based Middle East Watch charges that forcible relocation and deportation, arbitrary arrest and detention, torture, disappearance and summary political execution are commonplace in Iraq. According to Amnesty International, torture, even of children, includes such methods as roasting victims over flames, amputating noses, limbs, breasts and sexual organs, and hammering nails into bodies. Iraq vigorously denies all those charges.

Perhaps the harshest accusation leveled against Saddam is that he has responded to the separatist demands of Iraq's 3 million Kurds by slaughtering many of them. Amnesty International says 5,000 Kurds were killed in 1988 in a single Iraqi gas attack on the village of Halabja, and many more thousands perished in similar attacks elsewhere in the country. Baghdad vehemently denies these charges, but human-rights groups say it has also forcibly relocated hundreds of



PA PRESS ASSOCIATION PHOTOS



Omnipresent: A portrait of Saddam in military dress outside a new Baghdad shopping complex

not, Saddam's rule is a study in excess. To perpetuate the glory of Iraq, and to round out the population he has done so much to thin, Saddam offers a characteristically drastic plan: cash incentives for couples to have children, and a ban on the import of contraceptives.

Iraqi officials and even some exiled intellectuals say Baghdad needs a forceful leader to weld the country's disparate population together. Saddam is a Sunni Muslim, but the majority of Iraqis are more militant Shiite Muslims. Since Iran's revolutionary Shiite Muslim leaders tried unsuccessfully to incite their Iraqi brothers to rebel during the war, Saddam thinks he must still closely watch the Shiites. The Kurds, whose desire for independence from Iraq led them to side openly with Iran during the war, are another simmering threat. Accordingly, Saddam has turned

much of the Kurdish region into a sort of free-fire zone, where his troops shoot at any sign of secessionist sentiment.

Perhaps Saddam is only carrying on Iraqi tradition; its history of violence, after all, dates to pre-Christian times. Saddam slaughtered opponents after reaching power in 1979, but so did leaders of the three previous coups in 1958, 1963 and 1968. There may be no clearer sign of the depth to which violence permeates Iraqi life than the fact that many Iraqis seem to view Saddam primarily as a military hero. His deci-

sion to execute Bazoft was widely popular in Iraq. Many Iraqis who lost sons in the Iranian war gratefully accepted the cars and cash Saddam doled out as compensation and urged him to continue the fight.

The Western response to Saddam has been cautious—critics say timorous, given his emergence as a regional strongman. Britain expressed outrage after the Bazoft execution, but it did not break relations. Compared with its verbal attacks on the Libyan chemical plant at Rabta, the United States has issued only muted criticism of Iraq's advanced chemical-weapons industry—and the U.S. government reacted mildly when an Iraqi missile killed 37 men on the American destroyer Stark during the Iranian war.

A good neighbor? There are no visible Western efforts to counter Iraq's growing military power. One reason, says an official in Washington, is that anything but quiet diplomacy might only incite a leader like Saddam to reckless unilateral action. Maybe so, but the same could be said for Libya's Muammar Kaddafi. Another reason may be that some in Washington see no reason to contain Iraq: they count several Mideast power centers over the long term—including Teheran and Baghdad—and they don't believe Saddam can ever get the upper hand. Moreover, Washington has limited political and military leverage over Iraq. What Washington wants, says one official, is "businesslike relations in which we can discuss differences frankly." It's hard to imagine the Iraqi president hearing out his critics politely. And as he builds his armies, it's even harder to picture Saddam Hussein behaving like a good neighbor in the Middle East. ■

thousands of Kurdish tribesmen from their ancestral homes in northern Iraq.

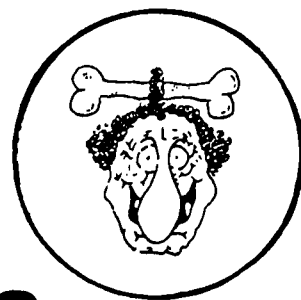
But today's Iraq is a place where violence and fear are the officially sanctioned norm. One recent law essentially allows men who kill adulterous female relatives, including their mothers and sisters, to avoid facing prosecution. It is perhaps no surprise in this context that Iraqis can be jailed for accidentally spilling coffee on a newspaper photograph of the president—and executed for criticizing him in public. The penalties for repeat traffic offenses include blowing up the offender's house. Recently a driver who lost his home this way gunned down the town mayor who had ordered the punishment. In this nonsensically brutal land, seven internal security organizations police the population closely. "There is security watching the people, and then security watching security watching security," one Iraqi whispered recently, nervously looking over his shoulder.

Nevertheless, Saddam still inspires respect. Among his genuine accomplishments are raising the national literacy rate from 30 percent to 70 percent and improving medical services. In January he lifted a ban on overseas travel that had been imposed during the war with Iran. He has promised a new constitution and greater press and political freedoms this year. But more often than



Free-fire zone: Bodies of Kurds slain in the 1988 poison-gas attack on the town of Halabja

Survie



TETES DE KURDES ET COEURS D'ENFANTS

par Marcel BENEZIT

LA GALIPOTE

MENSUEL AUVERGNAT D'INFORMATION CRITIQUE

11ème ANNÉE
PRIX: 20 F

MARS-AVRIL 1990



CORRESPONDANCE
A.C.P. Rue St. Genès
63000 VILLAUDOUIN 75 81 81



Du début août jusqu'à la mi-octobre 89, 335 Kurdes ont trouvé refuge au camp de Lastic à la limite du Puy-de-Dôme et de la Corrèze. Meurtris dans leur chair et dans leur âme par le "génocide" dont ils ont été, en Irak, à la fois témoins et victimes, c'est grâce à l'intervention de Mme Mitterrand, Présidente de "France-Libertés", qui dans un élan de solidarité a souhaité leur venir en aide, qu'ils se sont retrouvés en Auvergne. Cependant, cette étape par Lastic, plus ou moins bien appréciée de la population autochtone, n'aura été que transitoire. Aujourd'hui, ils se sont installés dans différentes communes du Massif Central (et des Pyrénées) qui ont accepté de les accueillir. C'est leur histoire sur laquelle s'est penché Marcel Bénézit... Une histoire qui l'espace de trois mois et d'un travail d'animation a aussi été la sienne. Il nous la conte par touches successives, au travers de ses impressions et de ses rencontres, nous conviant du même coup à un voyage qui mérite le détour. Jugez en par vous même.

← Doyenne des réfugiés à 99 ans, elle parle de Paix et de Liberté. ★

Le Kurdistan et les Kurdes

"Pays d'Asie partagé entre la Turquie et l'Iran, l'Irak et la Syrie et habité par plus de 3 millions de Kurdes."

Ce bref résumé publié dans le Larousse, ne permet qu'une vague connaissance du Kurdistan dont les réfugiés témoignent de la mémoire de cette terre lointaine et de toute son Histoire inscrite au fronton des hautes montagnes, des monts, dans la Tchoukourova (la plaine), dans

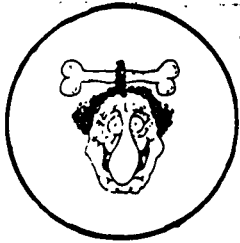
les vallons; inscrite aussi dans les yeux des Kurdes.

Ce pays, depuis des siècles, a aiguisé l'appétit féroce de quatre pays frontaliers qui ont annexé le Kurdistan. Et les Kurdes n'ont plus de pays. A notre époque où la Civilisation atteint son apogée, des hommes renient leur identité d'Etres Humains, volent celle des Kurdes, les massacrent et éliminent ainsi, au fil des

ans, tout un peuple.

De nos jours, alors que l'on porte si haut et si fort, en certaines sphères, le flambeau de la Civilisation, où l'on parle tant des Droits de l'Homme, des Droits de l'Enfant, où l'on prône partout la morale, l'honnêteté, il existe des marchands de mort, des assassins de la vie, des voleurs de bonheur, des tueurs à hauts gages, des violeurs de conscience, des crimi-

Survie



nels internationaux. Et ceux-ci agissent au vu et au su de tous les gouvernements de tous les pays. L'argent est-il donc toujours, encore, sans cesse, le bouclier en or derrière lequel les "fauteurs" et autres despotes, sont à l'abri de la Justice des Hommes?

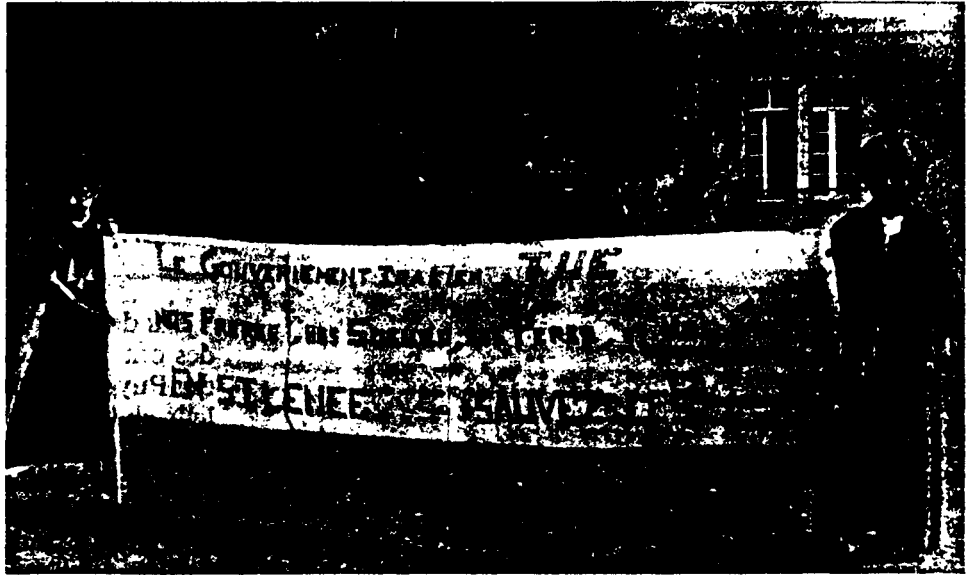
Afin de faire une approche plus approfondie du Kurdistan et de mieux connaître les Kurdes, de mieux situer leurs coutumes, leurs moeurs, de les voir vivre dans leur plein épanouissement, d'apprendre les causes accumulées depuis des siècles et qui déterminent leur venue en France, je crois qu'il est important, en exergue de mon modeste témoignage, de citer "La légende des Milles Taureaux", livre(1) de Yachar Kemal. L'auteur, parce qu'il est des leurs, a su parfaitement relater l'aventure d'une tribu de Turcomans, nomades à qui l'on refuse les sites traditionnels où ils conduisaient leurs troupeaux à la pâture. Dans ce combat au jour le jour, pour la survie d'une race, où comme toujours (et dans nombre de pays, même de nos jours), les pauvres et les humbles s'affrontent aux riches et aux puissants, Yachar Kemal (2), a su trouver le ton de l'épopée.

Et pour expliquer un peu plus la situation présente, pour la préciser, je dois ajouter que les Kurdes viennent de vivre un double exode en deux ans: d'abord l'Irak, pays dirigé par Saddam Hussein qui emploie tous les moyens et les plus criminels, qui, à la manière d'Hitler envers les juifs, commande un génocide, puis en septembre 1988, la Turquie, terre d'écueils

d'entres eux qui m'ont raconté leur dramatique histoire.

Sadik Mohammad, a fui sous les bombardements alors qu'il était allé voir des cousins. Nasrin, sa femme, est partie alors que les Irakiens lançaient des gaz asphyxiants. Et dans leur course éperdue avec leurs six enfants (Dilshab, Sherzad, Hozan, Beahesh, Pechro,

Il aspire à revenir dans son pays et il souhaite la chute du régime de Saddam Hussein et la proclamation d'un régime démocratique qui reconnaîtrait et gracierait l'identité kurde à laquelle il est, ainsi que ses frères, très attaché: "Mais Saddam est jeune, entre quarante et cinquante ans et il est peut-être en place pour longtemps. C'est difficile à prévoir. Dans



Vaguer), ils ont pris des chemins différents. Et ils se sont perdus. Une semaine de recherches, d'errance, de doutes, de peur, de tristesse et soudain, dans les ruelles d'un village Turc, ils ont été de nouveau réunis!

Cette famille est restée 11 mois au camp de Mardin, dans le froid glacial (-40o), sous la chaleur torride (plus de 50o sous la tente), alors qu'explosaient les bouteilles de gaz.

Récupérés par les Turcs et derrière les fils de fer barbelé, les Kurdes avaient peu de nourriture et toujours la même: couscous, macaronis et un seul point d'eau pour 12000 personnes. Pendant trois mois, les enfants n'ont pas eu la moindre goutte de lait.

Sadik n'a pas dormi pendant un mois par crainte que la tente ne s'envole et pour la surveiller tant il ventait violemment.

Dure existence, beaucoup de souffrances physiques et morales, des morts, par l'absorption du pain distribué, pain empoisonné, par le froid, par la chaleur, par les privations. L'enfer aux portes de la Civilisation.

Instituteur, Sadik a eu l'idée d'écrire alors à plusieurs chefs d'Etat de plusieurs pays. Pour raconter le drame au quotidien. Mais aucune réponse. Un jour, il a écrit à Madame Mitterrand, avec pleins d'autres lettres d'autres Kurdes (600 dont la moitié souhaitant être accueillis en France), parents et amis. Et deux mois après l'expédition de ce courrier de la dernière chance, est arrivé Danielle Mitterrand au camp de Mardin. La Présidente de "France Libertés" a eu un coup de coeur: pour 335 Kurdes, envoi vers la France de "Divarbakir", destination Aulnat puis le camp de Lastic, les 1er et 3 août 1989.

"J'ai tout perdu, dit Sadik, mais les biens de toutes sortes, l'argent, tant pis. Ce qui compte, c'est ma famille, Nasrin et mes enfants!"

notre pays, des fois, les événements vont très vite et d'autres fois, ils sont longs et les chefs restent longtemps des chefs."

Saleh, étudiant en agronomie, a les mêmes pensées:

"Rentrer chez moi, mais la situation politique en Irak ne me le permet pas. Ma famille vit toujours là-bas et elle subit de constantes pressions de la part des autorités. Et mon frère a été emprisonné pour la seule et simple raison que je suis en France."

Mohamed, étudiant kurde en littérature orientale à Paris, évoque le problème d'une façon plus réaliste:

"Au niveau des armes, la France est le deuxième allié de l'Irak, après l'URSS; elle peut donc exercer des pressions sur l'Etat irakien et faire revenir les Kurdes chez eux."

Adil, jeune Kurde de seize ans, a parfaitement transmis sa vision du camp de Mardin par un grand dessin tout en couleurs; d'autres Kurdes m'ont confié les duretés de leur existence en ce camp: "En Irak et en Turquie, ce sont deux régimes fascistes. Les Irakiens assassinent nos frères, nos soeurs, nos pères et nos mères, il faut les sauver!"

Nizar, dix-neuf ans, avec lequel je suis allé à la Banne d'Ordanche, pour qu'il respire un peu l'air montagnard qui lui est si cher, a quitté tous les membres de sa famille qui sont toujours à Mardin et il sait, pour les avoir connues, subies, les dures conditions de vie qui sont leurs. Malheureux car séparé des siens, il rêve d'un retour en son pays afin de vivre à nouveau avec eux.

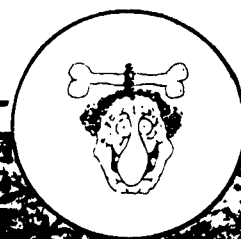
Sahadi, jeune pechmerga (3) de treize ans, sait ce que représente un fusil: il s'en est servi contre les Irakiens, pour la défense de l'identité kurde et pour la Liberté. Il est traumatisé pour toujours. Redâr aussi n'oubliera pas la folie meurtrière irakienne: son papa est mort



Pour Sedik, apprendre, apprendre pour pouvoir transmettre son savoir et être libre.

non moins redoutables avec ces trois camps militaires où sont parqués, derrière les barbelés, quelques 40000 Kurdes.

Tous ceux qui ont séjourné au camp de Lastic ont vécu une année au camp de Mardin, dans le Sud-Est de la Turquie. Ce sont certains



dans les combats livrés par les résistants. Rizza, lui, a entendu l'explosion d'un engin près de lui et a reçu un éclat d'obus sur la tête, sans trop de mal, heureusement.

Kak Rachid, 36 ans, et sa femme Fatiha, possédaient environ 5000 pommiers. Tout a été rasé par l'armée irakienne. Du bourg où vivaient Hussein, "Barmané", il ne reste que des décombres. Pas un mur n'a résisté aux bombardements irakiens. Et Hussein a dû partir, abandonnant sa maison, à peu près 20 hectares plantés de pommiers, de pêchers, d'amandiers, de vignes.

La plupart des réfugiés kurdes de l'été 1989 ont combattu dans la résistance. Pendant plusieurs années, sous les bombardements et la poussée des tanks. Ils voulaient défendre leur terre et leur bonheur. Mais contre les armes chimiques, il leur a fallu fuir, sinon mourir. Et des morts, par les gaz asphyxiants, il y en a eu 5000. Cinq mille martyrs dont parlent et parleront toujours les adultes et les enfants. Le 25 août 1988 restera à jamais gravé dans leur mémoire, dans leur chair, jour anniversaire célébré avec force fierté, désir de Liberté, de Paix, au camp de Lastic, en 1989, avec à la boutonnière, un crêpe en signe de deuil.

Depuis cet événement (pour la première fois, l'armée irakienne utilisait les armes chimiques), la destruction des villages au bulldozer continue. Et en juin 1989, dans leur folie dévastatrice, les Irakiens ont anéanti "Kaladiza", une ville kurde de 120000 habitants.

Le Kurdistan, c'est aussi l'évolution dans le choix des prénoms depuis le drame. "Esman": la voûte céleste; "Safia": la pureté; "Goulizar": la rose jaune (pour les aînés), soulignent l'harmonie, la vie paisible, le bonheur. "Be Ouar": sans patrie; "Kovan": désespoir; "Naline" lamentation (pour les enfants), évoquent la destruction, la guerre, l'exode.

Nombre d'enfants et d'adolescents sont marqués à vie par tout ce qu'ils ont vu et subi en Irak et en Turquie. Eclatent toujours et encore et sans cesse, dans leur mémoire, les bombes, les mitraillages, les vrombissements des avions assassins et les ordres gutturaux de la "police". Et quand ils expliquent la propagation des gaz, ils miment l'asphyxie, s'éten-



La guerre a laissé des traces au bras de ce pechmerga

dent les bras en croix sur le sol, les mains sur la gorge, râlant et pleurant.

Ce sont ces enfants, ces adolescents, qui ont appris la Paix sur le sol de France où les avions ne larguent ni bombes, ni produits chimiques, où les militaires et la police ne tirent pas sur les gens, où des animateurs leur ont prouvé que des adultes savaient les accompagner dans leur quotidien, leur parler, s'amuser et construire avec eux.

Ce sont ces enfants, ces adolescents qui, émus, ont dit au revoir aux animateurs, chacun à leur façon, les uns plus sensibles que d'autres mais tous en ayant "gros sur le coeur" à l'heure de la séparation. Et j'entends encore l'appel lancé à grands cris par Redâr, installé sur les marches de l'escalier d'un bâtiment du camp de Lastic, lors du départ des dits animateurs: «Merde! Merde! Merde! C'est emmerdant de ne pas parler français, de ne pas pouvoir dire tout ce que je voudrais...»

(4). Par ces mots, exprimés à haute voix et malgré l'émotion qui le chahutait, Redâr laissait éclater tristesse et révolte, déception et amitié, tout le chaleureux amour fraternel partagé avec les animateurs pendant le séjour à Lastic.(5)

Oui, ce sont ces mêmes enfants, ces mêmes adolescents, ces mêmes adultes, qui portent malgré tout l'Espoir et qui veulent RENAITRE pour VIVRE pleinement en leur pays et rester fidèles à leur "kurdité".

- (1) Gallimard, Folio.
- (2) Prix Mondial Cino del Duca pour l'ensemble de son oeuvre, 1982.
- (3) ce qui signifie: "aller vers la mort"—résistant.
- (4) Traduction faite par Kemal, interprète kurde.
- (5) Les animateurs gardent le contact avec les Kurdes, soit par des visites, soit par de l'animation car ils ont eu un coup de coeur qui n'est pas prêt de s'effacer.

Les Kurdes: à l'image des Auvergnats du temps passé

J'ai connu le temps de la vraie parenté, du bon voisinage et les années vécues dans une chaleureuse atmosphère villageoise m'ont permis une enfance et une adolescence, marquée indélébile d'une période de contacts, d'échanges fructueux, de sérénité.

Je sais que le progrès, le modernisme qui ont fait irruption dans le quotidien, campagnard et citadin, ont aussi effacé la vie en communauté, imposant à tous le "chacun chez soi", le "chacun pour soi".

Ainsi apparaissent avec plus d'acuité, l'égoïsme (latent chez tout être humain), la jalousie, l'indiffé-

rence, le dédain, le mépris et bien d'autres facteurs négatifs de notre société qui nuisent et détruisent les bases les plus fondamentales de la famille et de la communauté.

Au camp de Lastic, de nouveau, j'ai vu jaillir les flammes de la solidarité, de la générosité, tout le respect envers autrui, toute la fidélité au terroir et aux parents, tous ces traits humanitaires qui animaient mes proches et mes voisins de village. Les Kurdes, avec spontanéité, simplicité, dans la joie, m'ont accueilli avec beaucoup de savoir-faire, de savoir-vivre, de respect, que celui-ci vienne de l'enfant, de l'adolescent ou de

l'adulte.

Le partage de toutes choses est aussi une qualité marquante de leur comportement. Sans doute ont-ils appris, depuis longtemps, au fil des siècles, que la Terre n'est qu'un seul Pays, qu'elle n'appartient donc pas en priorité à certains mais qu'elle héberge tous les Etres Humains. Sans doute ont-ils appris, au long de leurs expériences, que nous avons tous droit à un morceau de pain.

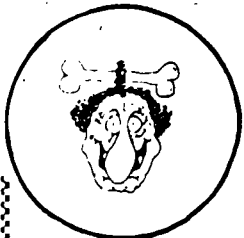
Ainsi, ils ressemblent à nos ancêtres qui réservaient toujours, bien que n'étant pas très riches en monnaie, la part du pauvre et savaient faire place à tout arrivant à leur

table.

Les Kurdes ont le même sens de l'hospitalité, du partage. Ancré en eux, très fort et en permanence, ils possèdent l'esprit de famille. Et la famille, justement, composée de huit à dix personnes, même au plus dur des épreuves et les plus cruelles, les plus douloureuses, compte plus que tout pour eux.

La famille, c'est la lampe qui éclaire et réchauffe et attire et protège parents et enfants, lampe gardienne et garante de l'Unité, confortée par d'autres lampes, celles d'autres familles pour le bâti d'une communauté fidèle et tout ensoleillée

Survie



d'AMOUR.

De plus, l'Espoir les habite, au plus profond de leur Etre et ils savent le cultiver, le fortifier malgré toutes les épreuves subies depuis des siècles, épreuves dont l'intensité dramatique augmente selon la mise sur le marché international des armes de plus en plus "modernes", de plus en plus destructives, et le despotisme de certains "chefs" machiavéliques.

Ils ont appris à faire face à l'adversité, à l'implacable et tenace adversité, au cours de leur existence de nomades, montant et démontant leur campement, chassés de leurs propres biens, de leur terre, spoliés, volés par les plus malins, traqués, pourchassés, récemment bombardés jusqu'à l'anéantissement de leurs villages, asphixiés par les produits chimiques (5000 martyrs), puis parqués dans des camps militaires, celui de Mardin mais aussi deux autres camps: quelques 40000 kurdes vivant dans ces trois camps; oui, ils ont appris à résister à toute une longue période de terreur, de massacre. Et ils laissent malgré tout fleurir l'Espoir dans leurs yeux.



Kurdes en tenue de fête.

De plus, ils chantent! Et ils chantent à pleine voix, à plein cœur des chants de souffrances et de joies, des chants de Paix, hymnes très forts au Kurdistan. Longtemps encore, éternellement, résonneront ces chants au camp de Lastic, chants tout

empreints d'émotion et d'espoir, soufflés de VIE des enfants et des adolescents lors des jeux, des promenades, des fêtes auxquelles ont participé les adultes.

Jusqu'à mon heure dernière, retentiront, vibreront partout autour de moi et plus encore en moi, les chants si spontanés, si clairs, de mes jeunes amis Kurdes qui m'ont ainsi, gentiment, chaleureusement, honoré du message de leur drame mais aussi de leur Amour du Kurdistan et de leur pœan à la PAIX!

Ils ont su tout de suite, par intuition, que je suis sensible aux chants, tour à tour nostalgiques et joyeux (peut-être parce que je chante aussi), et que je sais écouter et apprécier leurs voix aux si vibrantes intonations.

Ils ont ainsi offert des moments de vie plus intenses à ceux qui ont eu la chance de partager leur enthousiasme juvénile et ils m'ont confirmé que seules, les ondes positives (celles portées, colportées par l'espoir le sont), peuvent faire reculer les ondes négatives et les vaincre.

Mes parents, mes grands-parents, mes aïeux, enracinés dans la terre auvergnate (certains obligés de partir au loin pour gagner leur pain, sont fidèlement revenus au village) bon an, mal an, possédant peu de biens mais en étant vraiment propriétaires (quelques vaches, quatre ou cinq hectares de terre, la tourte, le fromage, le beurre dans la maie, l'or dans le grenier) m'ont toujours dit et chanté leurs espérances, précisant ainsi leurs volontés, leur persévérance, leurs joies et sachant, au gré des épreuves et des satisfactions, qu'il faut rester fidèle à la terre natale, défier tous les travers, du quotidien, tous les dangers et assurer ainsi la grandeur morale de l'homme.

Nul doute, les Kurdes et les paysans auvergnats (il en est de même des paysans de toute la France), ceux qui n'avaient pas vêtu leur appellation d'agriculteurs et n'étaient pas astreints à des quotas laitiers, à des emprunts (hypothèque pour toute une existence), à des inepties de toutes sortes dans les productions à des variations subites, oui, les Kurdes et les paysans du passé ont des affinités.

La philosophie kurde rejoint et se fonde dans la sagesse des paysans de ma jeunesse. Preuve est ainsi faite que dans la difficulté, dans la souffrance, s'exprime plus fort l'Espoir.

D'aucuns prétendent qu'ils ont, les Kurdes, "un côté primitif". A ceux-là, je me permets de préciser que s'ils qualifient de "primitif" la bonne entente, la solidarité, le respect d'autrui, des traditions, de la vie en communauté, les valeurs de leur identité, la tendresse, l'affection, alors je me sens très proche des Kurdes et de leur comportement "primitif".

Que ce soit au camp, dans les dortoirs, dans le nouvel appartement ou la "maison", dans le grand réfectoire ou dans la salle à manger qui est leur présentement, en des conversations à plusieurs, assis en tailleur, formant un cercle ou en des dialogues, au cours de l'animation ou en d'autres endroits, les Kurdes ont eu pour moi (et pour les autres animateurs), le sens de l'accueil. A table, s'ils ne mangent pas aussi "bien que nous",



Accompagné du "Saz" Sedar chante: «Mon tambour est un pechmerga, il crie pour notre peuple, c'est la voix des pauvres, c'est un laboureur mon tambour.» (chanson écrite par un pechmerga).

ils mangent plus simplement et de bons plats, sachant probablement qu'il faut "manger pour vivre et non pas vivre pour manger".

Dans le domaine du savoir vivre, ils peuvent soutenir la comparaison avec nous et ils peuvent nous faire réfléchir sur le plein sens de la modestie, de la générosité, de l'amitié, de la sagesse et toute la sainte philosophie orientale qui, elle, détermine leur force morale et leur espoir.



En souvenir des gaz asphyxiants: jour de deuil pour dihad.

Dans notre cocon de superflu, nous, les "bons français", les "gens biens", les "biens pensants", par trop imbus de notre "supériorité",

de nos suffisances, de notre civilisation, nous devrions de temps en temps nous accorder le temps de la réflexion quant à certains rouages par trop modernes qui usent les élans intuitifs et tourmentent notre quotidien.

Le dire, l'écrire, me semble une évidence; parfois, il faut oser affirmer certains axiomes et prendre conscience de la valeur humaine des gens venus d'ailleurs et qui n'ont pas forcément tort de vivre à leur manière, celle-ci n'étant pas identique à la nôtre.

Le dire, l'écrire, n'est pas une critique pour le plaisir de choquer mais une constatation et une remise en cause d'une évolution outrée qui nous asservit plus qu'elle ne nous sert.

Le dire, l'écrire, ce n'est pas renier l'accueil, la générosité, la solidarité dont certains Français font preuve, mais c'est vouloir que ces qualités naissent et renaissent en nombre multiple, restent bien vivaces en toutes circonstances, tout autant au bénéfice des Français que des autres, nos frères venus d'autres pays.

Le dire, l'écrire, n'est pas effacer certains éléments positifs et non des moindres qui déterminent notre vie en France: la démocratie, la liberté en particulier.

...Et je souligne que ce sont des réfugiés Kurdes qui m'ont déclaré avec solennité:

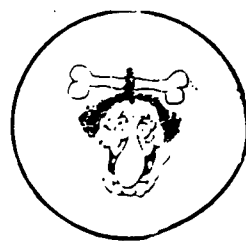
«Vous avez de la chance d'être Français et de vivre en France, pays démocratique qui respecte la liberté... Oui, vous avez de la chance, beaucoup de chance!»

N'est-ce pas qu'ils ne sont pas aussi primitifs que ça, les Kurdes?

Et avec certains "anciens" et aussi avec d'autres Français, ils pourront se donner la main et faire un bout de chemin ensemble...

(1) chants qu'ils peuvent spontanément improviser ce qui leur donne une puissance évocatrice tout à fait exceptionnelle.

M.B.



Et maintenant?...

Désormais, pour les réfugiés Kurdes, il faut vivre en France, avec les Français, faire le maximum pour rester des Etres Humains et pour continuer à espérer, à aller au-delà d'un drame, même si celui-ci hante toujours et pour longtemps leur cerveau.

Ces réfugiés qui bénéficient de la Convention de Genève, placés sous la protection juridique et administrative de l'Office Française de Protection des Réfugiés et Apatrides, depuis leur départ du camp de Lastic, habitent à la Croix-de-Neyrat, Vic-le-Comte, Corent, Sainte-Florine, Auzon, Arvant, Lempdes, Castillon-en-Couserans (Ariège), Peyrelevade (Corrèze) et Mainsat, en Creuse.

Les derniers Kurdes ayant quitté Lastic le jeudi 19 octobre au matin, sont installés dans le Bassin du Val d'Allier à Auzon (deux familles), à Lempdes (une famille), soit en tout 70 personnes.

Cette région qui a connu la prospérité grâce aux mines de Brassac, aux aciéries (Ducellier), subit un déclin économique considérable; l'importance de celui-ci n'échappe à personne. Et les solutions ne sont pas faciles à trouver!

Les gens qui en sont les victimes ajoutent à leur déception d'avoir perdu leur emploi des propos amers voire acides pour quelques-uns, les plus "nationalistes".

«Mais pas beaucoup constatent les Kurdes... dans quelques mois, quand ils verront que nous sommes calmes, que nous ne manifestons pas, que nous sommes pacifistes, ils n'existeront plus!».

Cette philosophie, cet optimisme seront peut-être déçus vu le fanatisme ouvertement et violemment affiché à Sainte-Florine par le verbe mais les Kurdes sont raisonnables, très avertis, conscients des mouvements politiques qui agitent la France et ils veulent éviter tout affrontement, toute manifestation et surtout, toute récupération d'où qu'elle vienne. C'est pour ça qu'ils ont refusé un voyage, tout frais payés, pour Paris, le dimanche 12 novembre. «On voulait nous faire chanter et danser mais ça ne nous a pas plu. Il semble qu'il y avait quelque chose de bizarre là-dessous.».

Oui, les Kurdes sont très au courant des intrigues politiques; ils en ont souffert dans leur pays et ils savent tous les pièges et autres chicanes à contourner.

«La France nous a accueillis en toute fraternité, nous dit Mohammad; nous devons en remercier les Français dont nombreux ont été généreux envers nous. Le meilleur merci, c'est de vivre en bons termes avec eux, sans pagaille mais avec respect vis-à-vis des Français qui ont permis que nous soyons en France, terre d'accueil, première terre d'accueil!»

Nul doute, ils apprécient leurs nouveaux logements, des appartements spacieux (sept pièces), dans des H.L.M. «Oui, c'est grand et c'est bien pour nous car nos familles ont beaucoup d'enfants.» (il faut compter de six à huit enfants pour chacune des familles).

«Au point de vue habitat, nous confirme Chaaban, une jeune Kurde de 20 ans, c'est mieux qu'au camp de Lastic, mais au camp, il y avait quelque chose de mieux car nous étions tous ensemble.»



Et ils aiment la vie malgré leur nostalgie.

Cette séparation, quelle amertume n'a-t-elle pas fait naître en eux! Ils sont si fidèles à la communauté! Mais ils ne pouvaient pas rester à Lastic pour diverses raisons qu'il serait trop



Rêdar s'exprime par le dessin.

long à exposer mais qui sont évidentes et d'une logique implacable. Alors il leur faut accepter la séparation, acquérir leur autonomie en France, et avant tout, apprendre à parler et à écrire le français.

«C'est notre chance, nous confie Sédik, père de six enfants; alors il faut étudier sérieusement pour bien parler le français. Après, nous pourrions travailler et nous faire mieux comprendre.»

Instituteur le matin et marchand primeur l'après-midi dans son pays, Sédik, 34 ans, met tout son savoir au service des Kurdes qui sont dans le Val d'Allier. Et il a la volonté de "s'en sortir". C'est à ce prix, au prix fort, qu'il sera un homme digne, libre et apprécié.

Il parle déjà français, pas couramment mais assez pour dialoguer avec les personnes qui lui apportent aide, conseils, encouragements.

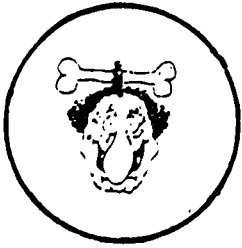
«Dans deux ou trois mois, je saurai. Après, je pourrai mieux apprendre le français à mes enfants.»

Dilshad (10 ans, qui a été scolarisé pendant cinq ans dans son pays), Sherzad (11 ans, quatre ans d'école), Hozan (la seule fille de cette famille, 10 ans, trois ans d'école), comprennent assez bien le français et s'ils le parlent difficilement, ils peuvent tout de même s'exprimer, aidés de gestes et de dessins.

Scolarisés depuis le 13 novembre (presqu'un mois après leur arrivée), soit à Auzon, soit à Sainte-Florine, les enfants Kurdes progresseront de jour en jour afin de pouvoir dialoguer avec les enfants français dont certains les ont adoptés d'emblée. Aux premières notions inculquées à Lastic, s'ajouteront des écrits plus assurés, une lecture certes pas facile mais si bénéfique.

Nul doute et même si certains n'ont pas les

Survie



mêmes aptitudes intellectuelles, ils ont assez de volonté, de fierté, pour apprendre. Aussi vite que le permettront les méthodes d'enseignement et le vrai vouloir des enseignants.

Les moyens d'existence? Sédik perçoit, "pour les enfants" (allocations familiales), 4800 francs par mois: situation de novembre 1989. Il bénéficie de l'Allocation Logement mais ne sais pas encore la somme qu'il devra déboursier pour le solde. Le loyer réel vaut 1400 francs; il y ajoute les frais d'électricité, d'eau. Ces prix risquent d'être élevés en chauffage, vu la période hivernale (chauffage à l'électricité), et en eau, vu l'effectif familial, le tout étant très coûteux, chacun de nous le sait.

Sedik compte plusieurs fois quand il fait les commissions, dans une grande surface de Brassac car les produits y sont moins chers que dans les petites épiceries locales. Et il en faut des provisions pour nourrir six enfants!

Le riz, les choux, la salade, les pommes de terre, les tomates, les oeufs, les macaronis, les yaourts sont au menu, avec beaucoup de pain, celui-ci servant souvent à deux usages: façon fourchette et nourriture.

Par contre, il n'achète pas de viande (elle est trop chère pour son pécule), pas de vin, pas d'alcool. Le lait, l'eau, les jus de fruits, le thé et le café, sont les boissons servies à table, aux trois repas.

«Quand j'aurais un emploi, ça ira mieux. En travaillant, je dois pouvoir faire vivre ma famille. Et pour moi qui ai tout perdu, ma maison, mon confort, mon magasin, il y a une chose qui compte plus que l'argent: c'est Nasrin et mes enfants. Etre ensemble, pour moi, c'est une chance! Oui, une grande chance!»

Nasrin, à l'image de la volonté de son mari, s'efforce de s'intégrer au mieux et pour y par-

Ils sont jeunes et bien que profondément marqués par la guerre, ils ont envie de VIVRE.



venir, elle n'hésite pas à participer aux conversations de ses nouvelles amies (Jacqueline, Pierrette, Elisabeth, Roselyne, Yvonne), de

placer des mots français, d'écouter, de s'habiller à la française, de se coiffer de même, de fréquenter les françaises et d'aller en promenade avec elles. De plus, excellente cuisinière, elle sait recevoir avec beaucoup de savoir-vivre à sa table et se faire apprécier par son travail de maman, de ménagère, par sa gentillesse, ses élans de vie. Malgré la tristesse qui mouille ses yeux quand elle parle de ses parents, de ses soeurs qui sont restés là-bas, loin d'elle, malgré les souffrances endurées au camp de Madrin, elle regarde la vie avec courage, volonté, vaillance.

Certes toutes les femmes kurdes n'ont pas la même volonté, le même tonus, la même envie de s'adapter à la vie française, mais qui sait, la conduite de Nasrin fera peut-être des émules parmi ses compagnes? (Nous avons vu d'autres femmes kurdes qui n'hésitent pas à se vêtir à la française et à aller vers les Françaises).

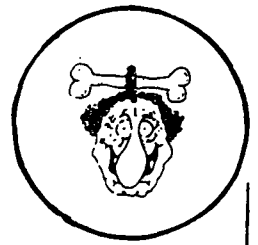
A Peyrelevalde, dans un site qu'aurait aimé Victor Charretton (peintre auvergnat talentueux), accueilli au "Village de Vacances" par les enfants, je suis tout de suite invité à la maison pour boire le verre de la bienvenue, pour échanger des nouvelles, pour parler de ceux qui habitent ailleurs et qu'ils voudraient revoir. Ensuite, nous allons au bourg pour les provisions de deux jours car les commerçants de cette commune de la Corrèze n'ouvrent pas leurs magasins.

Chez la boulangère, chaque père achète de 10 à 15 pains, ce qui fait dire à une cliente du coin: *«J'espère qu'il y aura du pain pour moi?»*

«Oui, me dit la boulangère, je les vois tous les



La famille MOHAMMAD à Auzon: un nouveau départ pour une vie en France, dans la PAIX.



Jours, ils sont très bien. Je le constate, ils ont fait des progrès depuis leur arrivée à Peyrele-vade (début octobre). Je les comprends mieux.»

Chez l'épicière, où ils achètent pommes de terre, tomates, choux, salades, riz, yaourts, une jeune fille, pesant les légumes, répond à ma question quant à la présence des Kurdes: «Ils achètent, je vends. Mais je reconnais que depuis leur arrivée, je vends plus.»

Quand à la caissière, elle tape sur sa machine, totalise et apprécie la présence des Kurdes en qualité de clients. Pour le reste...

Chez le bistrotier où je dois accepter un verre, le verre de l'amitié (jus de fruit), les clients entrent sans un bonjour. Mes amis Kurdes en sont tout étonnés, eux qui sont si chaleureux en ce sens. Seul, le secrétaire de Mairie vient boire un "pot" et parler un peu, m'expliquant que la municipalité envisage de loger les Kurdes dans le bourg, pour une meilleure insertion.

«Les laisser là-bas, au village de vacances, non ce n'est pas souhaitable. Ce n'est pas loin, mais un peu à l'écart tout de même. Il faut qu'ils vivent avec nous. Dans un premier temps ils sont scolarisés, les adultes dans un bâtiment, au village; bâtiment qui fait office de classe, les enfants à l'Ecole Primaire du bourg. Il est convenable qu'ils acquièrent leur autonomie et décident de leur vie chez nous. A mon avis, sur le plateau de Millevaches, il doit y avoir du travail pour 50 Kurdes. Mais bien sûr, ce sont eux qui décideront et peut-être partiront-ils ailleurs dans quelques mois...?»



Chez le docteur Bardot où je conduis Johan, le dimanche (elle a avalé un peu d'eau de Javel et son papa est affolé; il est seul, sa femme est à Mainsat), nous sommes bien reçus. La fillette (deux ans et demi), pleure à grands cris puis soudain (par quel miracle? Cherchez...), ne pleure plus, se laisse bien examiner le fond de la george et avale avec plaisir un "plâtrage" qualifié de "très mauvais et que les enfants ne veulent pas boire", dit le brave docteur tout surpris de la facilité avec laquelle Johan, elle, le boit! Quand il saura qu'elle a vécu au camp de Madrin, il comprendra.

Chez les jeunes footballeurs de Peyrele-vade, sous mon impulsion, vite est organisée une partie de ballon: dix de chaque côté, on n'est pas difficile. Opposés aux Français, les Kurdes gagnent la partie jouée dans un esprit sportif et sain par 4 buts à 1. Ce match, j'en suis persuadé, aura autant d'impact sur les enfants de Peyrele-vade que mes explications quant au drame vécu par les Kurdes. La vaillance, l'élégance et le sens inné du dribble, de la maîtrise du ballon, du tir au but ont impressionné les enfants de cette commune de la Corrèze.

Chez une autre dame qui s'occupe des familles Kurdes: «Certes, ils ont un peu troublé la vie de nos enfants, comme ça se fait pour toute nouvelle arrivée, mais dans l'ensemble, on ne peut pas dire que ce soit une perturbation. Tout semble bien se passer. Et puis, pourquoi le cacher, il y a là un aspect non négligeable: ici, nous ne sommes pas très nombreux et si certains Kurdes décident de rester sur le plateau de Millevaches, ce sera bien. Récemment, il y a eu une petite fête à laquelle était conviés les habitants de Peyrele-vade. Il leur a été expliqué d'où viennent ces gens et pourquoi. Ensuite, les Kurdes ont chanté, dansé. Les femmes avaient même préparé des gâteaux. C'est ainsi que l'on peut mieux partager des moments de vie,

ensemble.»

Il semble que ce soit à Meymac, Sornac et autres communes voisines qu'il y ait quelques "piques" de la part des fervents de Le Pen, peut-être aussi «par jalousie, nous dit une dame de Peyrele-vade, parce que nous, nous avons accueilli les Kurdes et qu'eux n'ont pas osé...»

A Mainsat où les enfants et les adultes ont été scolarisés très vite (leur arrivée en cette commune de la Creuse date du début octobre), les Kurdes habitent au "Hameau de Vacances" des "Portes" (VAL), dans des petites maisons qui sont louées aux touristes durant la belle saison. Ils y sont "très bien, oui, très bien". Mais ils seront logés plus tard, dans la mesure du possible, au bourg. C'est une obligation: pour céder la place aux estivaux et c'est aussi le souhait des personnes qui

sait, est convoitée par les paysans de "chez nous" qui s'efforcent d'y rester. Certains trouveront peut-être du travail dans les bois mais moins bien sans doute qu'en Corrèze ou en Haute-Loire où certaines industries emploient le bois pour la fabrication de meubles et pour la pâte à papier.

Les enfants, eux, gardent leur sourire parfois teinté d'amertume, de tristesse, en proie dans ces moments là aux souvenirs du drame et à la séparation d'avec leurs amis. Et ils



Jeunes mais avec des regards d'adultes.

ont fondé l'association "Mainsat-Kurdistan" et qui veulent ainsi promouvoir l'insertion des Kurdes au mieux.

Ici, il existe aussi quelques fanatiques (peu nombreux), qui déclarent les Kurdes indésirables mais dans l'ensemble, tout paraît être au mieux quant à la cohabitation.

«Il faut comprendre ceux qui ne sont pas pour leur venue ici, nous confie une Creusoise; on sait que la vie en France et en Creuse en particulier n'est pas facile. Alors, bien sûr, certains n'apprécient pas leur venue à Mainsat. De plus, il y a beaucoup de différence, de moeurs, de religion, de personnalité même pour que tout soit parfait. Et aussi, il est des Français qui se sentent lésés par rapport aux Kurdes qui ont tout, tout de suite. Il faut être réaliste: ces gens là auront des difficultés pour leur insertion sociale d'autant plus qu'en terre creusoise, le travail n'est pas abondant.»

La plupart des réfugiés kurdes sont d'origine rurale et travaillent la terre. Celle-ci, on le

regrettent de ne pas trouver de noisettes dont ils sont si friands...



La vie des Kurdes continue et cet article n'a pas la prétention d'avoir tout raconté de celle-ci, depuis leur arrivée en France. Pour eux, c'est le vie au jour le jour, avec la volonté de s'insérer au mieux, le désir de cohabiter en bonne entente avec les habitants des communes d'accueil, la nostalgie de leur pays, la tristesse inhérente au silence quant au peu d'informations de là-bas, aux nouvelles de ceux de leurs familles (ils téléphonent mais vite la communication est coupée), et surtout, avec, toujours bien ancrée et vivace en eux, l'Espoir de pouvoir repartir, retrouver tous ceux qu'ils ont quittés, et connaître la liberté, leur identité sur la terre natale.

Marcel BENEZIT.

Ειδήσεις - Ελλάδα

“

ΟΧΕ: ΔΕΝ
ΜΠΟΡΟΥΜΕ
ΝΑ ΤΟΥΣ
ΣΤΕΓΑΣΟΥΜΕ
ΑΛΛΑ ΘΑ
ΣΥΝΕΧΙΣΟΥΜΕ
ΝΑ ΤΟΥΣ
ΒΟΗΘΑΜΕ

”



Τα παιδιά
αποκαμωμένα
αποκοιμήθη-
καν και οι
μαμάδες τους
τα σπρώσαν
τυλιγμένα στις
κουβέτες
τους στο
βρωμένο
πεζοδρόμιο

Στη Βουλή κατακινήσαν ΟΙ άσιτοι Κούρδοι

ΤΗΣ
ΙΩΑΝΝΑΣ ΣΩΤΗΡΧΟΥ
Φωτό: ΓΙΑΤΣΕΚ ΣΚΑΖΑ

ΕΞ από τη Βουλή «κα-
τακινήσαν» από χθες
το πρωί περίπου δέκα
οικογένειες Κούρδων, οι ο-
ποίες πέρασαν στο ύπαιθρο
την προηγούμενη νύχτα και
χθες βράδυ θα παρέμεναν
έξω από τη Βουλή. Και αυτά
ενώ έβρεξε και τα περισσό-
τερα μέλη των οικογενειών
αυτών είναι μικρά παιδιά.

μεινουν έξω από τη Βουλή μέχρι να τους βοηθήσει η ελληνική κυβέρνηση

Η πρόεδρος του Συλλόγου Πνευματικής και Κοινωνικής Αντίστασης του Παρισιού κ. Λαουάνα, που ενισχύθηκε και βρέθηκε για λίγο κοντά τους για να τους προσφέρει ρουζισμό, κουφέρες και τρόφιμα, εξέφρασε την απορία «γιατί αδρανούν οι βουλευτές μας, που είναι μητέρες και θείες και περηφανεύονται για ανθρωπισμό και νέο ύφος στην πολιτική».

● Σε ανακοίνωση-διαμαρτυρία για τη μεταχείριση των Κούρδων προσφύγων, η Ελληνική Ένωση για τα Δικαιώματα και την Απελευθέρωση των Λαών ζητά να βοηθήσει ο κούρδικος λαός και θέτει τα εξής ερωτήματα: «Πώς απορροφούνται τα κρατικά και κοινοτικά κονδύλια για τους πρόσφυγες;», «Πού σταματά η σκληρότητα και η αδιαφορία; Καταργείται τώρα το δικαίωμα του πολιτικού ασύλου στη χώρα μας; Γιατί όλα αυτά συμβαίνουν σήμερα και όχι πριν τις 8/4/90?».

να τους προστατέψει, ζητούν να δώσει συνολική λύση στο πρόβλημά τους η ελληνική κυβέρνηση και σημειώνουν, μεταξύ άλλων:

«Εμείς οι Κούρδοι του ιρακοκρατούμενου Κουρδιστάν του Αυγούστου του 1988 χέσαμε από τα χημικά όπλα που έριξε το Ιράκ, συνεργαζόμενο με την Τουρκία, εναντίον μας 25.000 συμπατριώτες μας. Μετά από αυτή τη βαρβαρότητα, αρκετοί από όσους διασωθήκαμε, καταφύγαμε στην Τουρκία, ζητώντας προστασία, όπου μας φέρθηκαν σαν αιχμαλώτους πολέμου.

» Στην Τουρκία 3 φορές μας δηλητηρίασαν ομαδικά, μας κακοποίησαν έτσι ώστε να χάνονται καθημερινά 4-5 από εμάς και τελικά αρκετούς από εμάς παρέδωκαν πίσω στο Ιράκ όπου τους τούφεταν.

» Κάτω από αυτές τις συνθήκες, με τα παιδιά μας που γλίτωσαν από τον πόλεμο και τις εκπομπές, ήρθαμε στην Ελλάδα και ζητήσαμε την προστασία της».

Η απόφαση τους ήταν να

προχθές στο ξενοδοχείο «Κάιρο» βρέθηκε στέγη και εργασία στην Κρήτη, για την οποία η οικογένεια αυτή έφυγε χθες το πρωί.

Οι αρμόδιες υπηρεσίες τό-νιζαν πάντως την ανάγκη συνεργασίας των ιδίων των προσφύγων μεταξύ τους, αλλά και την αδυναμία επίλυσης των προβλημάτων συνολικά όλων.

Οι Κούρδοι πρόσφυγες από το Ιράκ άρχισαν να φτάνουν στη χώρα μας από τον περασμένο Νοέμβριο. Μέχρι σήμερα έχουν έρθει 300-350. Το πρόβλημα επιβίωσης αντιμετωπίζουν εντονότερα περίπου 30 άτομα, που ήρθαν μόλις πριν λίγες μέρες, καθώς και μερικοί ακόμη, που αν και βρίσκονται περισσότερο καιρό εδώ, δεν έχουν βρει στέγη ή δουλειά.

Ζητάμε την προστασία σας

Σε ανακοίνωση που μοιράζαν χθες οι Κούρδοι που βρίσκονται έξω από τη Βουλή, καλούσαν τον ελληνικό λαό

να ζητά την ίδια μεταχείριση κάποιος που έχει τέσσερις μήνες εδώ με κάποιον που έχει μόλις μια βδομάδα.

» Γι' αυτούς που έχουν μόλις λίγες μέρες εδώ, οι οποίοι είναι περίπου 30, είναι δυνατή η στέγαση σ' ένα ξενοδοχείο. Ξέρουν όμως ότι αυτό το μέτρο δεν είναι παρά προσωρινό και όμως δεν ήρθαν από μόνοι τους για να συζητήσουν για πιθανές λύσεις που μπορούν να τους δοθούν. Η δυνατότητα κάλυψης όλων των προσφύγων είναι αδύνατη. Ηδη αυτό το μήνα δώσαμε 1.200.000 δρχ. στα ξενοδοχεία και το ποσό αυτό είναι εκτός προϋπολογισμού.

» Όμως υπάρχουν λύσεις για να καλύψουν τα άμεσα προβλήματα επιβίωσης που αντιμετωπίζουν, γιατί τους δι-νουμε επιδόματα και υπά-ρχουν προγράμματα σίτισης και εκπαίδεψης. Ζητούν όμως λύσεις για όλους, κάτι και να το επιθυμούμε, να επι-τύχουμε».

Πληροφορηθήκαμε ακόμη ότι για μια πενταμελή οικογένεια που είχαμε συναντήσει

ποτελούν εξαιρετικό μέτρο και αυτό γιατί το φαινόμενο με τους Κούρδους πρόσφυγες από το Ιράκ, που έρχονται στην Ελλάδα μέσω Τουρκίας, είναι εντελώς νέο και δεν το είχαμε προβλέψει. Η βοήθειά μας θα συνεχιστεί, όμως, οικονομικά έχουν εξαντληθεί οι δυνατότητες για να μπορούμε να τους στεγάσουμε για πολύ σε ξενοδοχεία. Στα περι-ορισμένα όρια που διαθέτουμε αντιμετωπίζουμε ανάλογα με την ανάγκη και κατά περι-βρεθούν κάποιες δουλειές, ώστε να μπορούν να αντε-ξέλθουν από μόνοι τους. Φιλοσοφία μας είναι να μην εξαρτώνται από μας, αλλά να τους βοηθούμε μέχρι να μπο-ρουν να αυτενεργούν».

Δεν μπορούμε να τους στεγάσουμε

Η διεύθυνη του Ελληνικού Συμβουλίου Προσφύγων κ. Μαρκολλακή, που χειρίζεται το θέμα, μας είπε:

«Επειτα η βοήθεια σε όσους ήρθαν πρόσφατα στη χώρα μας. Δεν είναι δυνατό

Από την πλευρά της διεύ-θυνσης του ΟΗΕ για την Ελ-λάδα που τους στέγαζε σε ξε-νοδοχεία μέχρι προχθές, οπό-τε δέχονταν την καταβολή των σχετικών χρημάτων, η ανα-πληρώτρια διευθύντρια της κ. Φρ. Μίλερ μας είπε ότι το γε-γονός πως δεν θα πληρώναν άλλο τα ξενοδοχεία δεν ση-μαίνει ότι σταμάτησαν και να τους βοηθούν, αφού προβλέ-πονται επιδόματα μέχρι να βρεθούν άλλες καλύτερες λύ-σεις.

Για χθες τουλάχιστον κα-ταβλήθηκαν προσατήσεις ώστε οι οικογένειες αυτές να στεγαστούν και πάλι σε ξε-νοδοχεία.

«Από και και πέρα - συνέχι-σε η κ. Μίλερ - οι εξελίξεις θα είναι σε σχέση με την οικο-νομική μας κατάσταση και τη συνεργασία των ιδίων για να βοηθηθούν. Τα ξενοδοχεία α-



Τα μάτια αυτών των παιδιών είδαν τη φρίκη της γενοκτονίας. Τώρα, εκεί στο πεζοδρόμιο του ελληνικού Κοινοβουλίου βλέπουν την αδιαφορία...

ELEFHEROTIPIA, 11. 04. 1990

Εκτακτα μέτρα κατά Κούρδων από τον Οζάλ

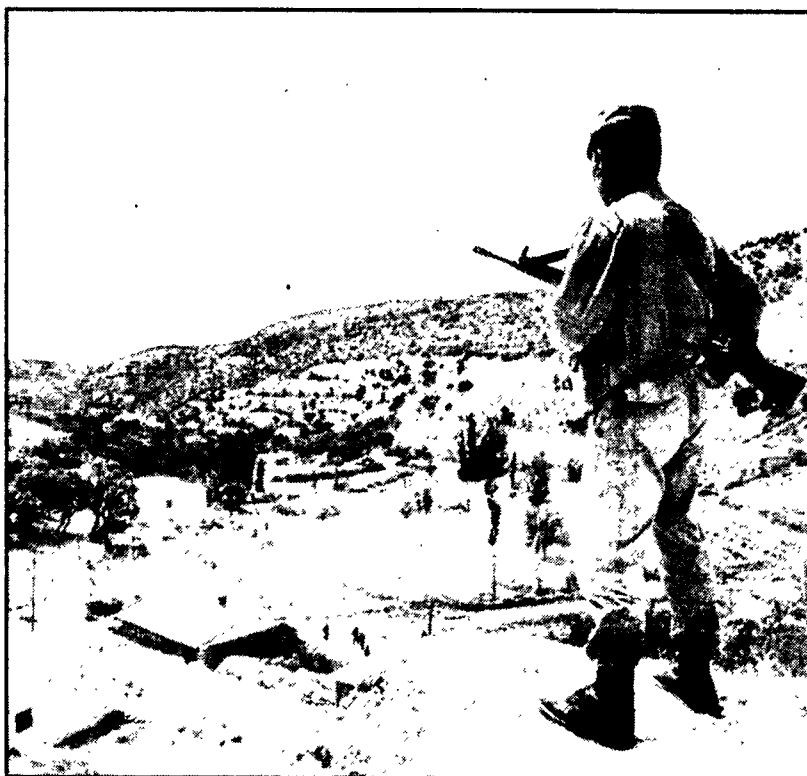
ΑΓΚΥΡΑ, 11.

ΑΥΣΤΗΡΑ έκτακτα μέτρα, στα οποία συμπεριλαμβάνονται η εξορία, η λογοκρισία και η απαγόρευση των απεργιών, ανακοίνωσε χθες η τουρκική κυβέρνηση για τις 11 επαρχίες όπου ζουν Κούρδοι, αναγνωρίζοντας έτσι εμμέσως, πλην σαφώς, ότι ολόκληρος ο πληθυσμός των περιοχών αυτών και όχι μόνο αντάρτες του Κουρδικού Εργατικού Κόμματος «ΡΚΚ» έχει εξεγερθεί επιδιώκοντας τη δημιουργία ενός ανεξάρτητου Κουρδιστάν.

Λίγες μέρες μετά τη μεγάλη διαδήλωση 10.000 ατόμων στην πόλη Τσιζρέ, στην περιοχή των Κούρδων, κατά τη διάρκεια της οποίας αντηλλάγησαν πυρά με τις δυνάμεις ασφαλείας, με αποτέλεσμα να σκοτωθούν 4 άτομα, το τουρκικό υπουργικό συμβούλιο ενέκρινε προχθές το βράδυ σειρά μέτρων για τις 11 επαρχίες των Κούρδων, πολλά από τα οποία προκαλούν τις έντονες αντιδράσεις της τουρκικής αντιπολίτευσης που μιλάει για παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων.

Όπως ανακοίνωσε χθες ο εκπρόσωπος της τουρκικής κυβέρνησης Μεχμέτ Γιαζάρ, ο κυβερνήτης της περιοχής θα έχει πλέον το δικαίωμα να απαγορεύει τις απεργίες οι οποίες, κατά την κρίση του, θέτουν σε κίνδυνο τη δημόσια τάξη και ασφάλεια. Ο κυβερνήτης έχει επίσης το δικαίωμα να εξορίζει από την περιοχή κατοίκους που θεωρούνται επικίνδυνοι για τη δημόσια τάξη.

Όπως είπε ο Τούρκος κυβερνητικός εκπρόσωπος, απαγορεύεται στα τουρκικά μέσα ενημέρωσης να δημοσιεύουν ειδήσεις ή αναλύσεις που προκαλούν ζημιά στις επιχειρήσεις ασφαλείας, ενώ το ραδιόφωνο και η τηλεόραση θα πρέπει να συνεργάζονται με το υπουργείο Εσωτερικών κατά την προετοιμασία των ειδήσεων από την περιοχή αυτή. Δίδεται επίσης το δικαίωμα στον τοπικό κυβερνήτη να απαγορεύει την κυκλοφορία εντύπων ή να κλείνει τα πιεστήρια τους σε ειδήσεις που δημοσιεύονται ή οι αναλύσεις κρίνεται ότι δεν ανταποκρίνονται στην α-



Τούρκος στρατιώτης επιτηρεί ένα από τα κουρδικά χωριά της νοτιοανατολικής Τουρκίας

Η ΑΝΤΙΠΟΛΙΤΕΥΣΗ ΚΑΤΑΓΓΕΛΛΕΙ ΚΑΤΑΠΑΤΗΣΗ ΑΝΘΡΩΠΙΝΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΣΤΗΝ Ν.Α. ΤΟΥΡΚΙΑ

λήθεια ή απειλούν τη δημόσια τάξη και ασφάλεια.

Αντιδρώντας στις αποφάσεις του υπουργικού συμβουλίου, ο αρχηγός του Λαϊκού Κόμματος της αντιπολίτευσης Ερντάλ Ινονού δήλωσε ότι στις δημοκρατίες δεν πρέπει να επιβάλλεται λογοκρισία στον Τύπο, ενώ αναφερόμενος στην πρόβλεψη για εξορία κατοίκων των κουρδικών περιοχών, δήλωσε ότι κάτι τέτοιο συνιστά παραβίαση των ανθρω-

πίνων δικαιωμάτων.

Ο αρχηγός του «Κόμματος του Ορθού Δρόμου» Σουλεϊμάν Ντεμιρέλ δήλωσε ότι «τα μέτρα αυτά που ελήφθησαν υπό το κράτος του πανικού και της απελπισίας δεν μπορούν να αντιμετωπίσουν την τρομοκρατία».

Για τον πρόεδρο του «Συμβουλίου του Τύπου», του σημαντικότερου δημοσιογραφικού οργάνου της χώρας, Οκτάλ Εκσί, «Τα μέτρα αυτά είναι παράνομα

με τα σκληρά μέτρα, που ελήφθησαν το 1925 ύστερα από την εξέγερση των Κούρδων».

Πολιτικοί παρατηρητές στην τουρκική πρωτεύουσα επεσήμαναν ότι τα μέτρα, που έλαβε η τουρκική κυβέρνηση ενδεχομένως να έχουν τα αντίθετα από τα προβλεπόμενα αποτελέσματα. Δεν αποκλείεται, λένε οι ίδιες πηγές, τα μέτρα να ενισχύσουν τα αντιτουρκικά αισθήματα που αναπτύσσονται στην περιοχή των Κούρδων.

Ο τοπικός κυβερνήτης των περιοχών όπου ζουν οι Κούρδοι ανακοίνωσε χθες ότι Κούρδοι αντάρτες επιτέθηκαν στο χωριό Οβετοϊκ της ανατολικής Τουρκίας και σκότωσαν πέντε άτομα. Σύμφωνα πάντα με ανακοίνωση του Τούρκου αξιωματούχου, αλλά εννέα άτομα τραυματίστηκαν.

F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A

FRA0340 3 I 0599 /AFP-XZ68

Irak-armes prev

Les capacités militaires de l'Irak, première puissance armée du monde arabe
Par JEAN-PIERRE PERRIN

MANAMA, 12 avr (AFP) - En moins de vingt ans, l'Irak s'est doté de capacités militaires qui font de ce pays la première puissance armée du monde arabe, capable de développer notamment sa propre technologie de pointe dans le domaine des missiles balistiques et des armes chimiques.

Aussi diplomates et observateurs dans le Golfe s'interrogeaient-ils après la découverte, mercredi, par des douaniers britanniques du "plus gros canon du monde" qui apparaît, dans ce contexte, comme "une arme obsolète".

"C'est de toute évidence une arme bien moins sophistiquée que les missiles qui, eux, ont atteint une précision sans commune comparaison", indiquait-on de source diplomatique.

En effet, l'Irak possède un arsenal de missiles balistiques capables, selon Bagdad, "d'atteindre des objectifs sélectionnés dans le centre de Tel Aviv". Aujourd'hui, les missiles sol-sol irakiens les plus connus sont les al-Hussein, d'une portée de 650 km, et les al-Abbas, d'une portée de 860 km, tous deux dérivés des Scud-B livrés par l'URSS pendant la guerre Irak-Iran.

En décembre, lors du lancement de la première fusée irakienne à trois étages capable de mettre des satellites en orbite, l'un des pères du programme militaro-industriel, M. Hussein Kamel, avait annoncé la mise au point de deux nouveaux types de missiles sol-sol d'une portée de 2.000 km.

Dans le domaine chimique, le président Saddam Hussein a lui-même annoncé le 2 avril que son pays détenait l'arme chimique binaire, seulement possédée selon lui par les Etats-Unis et l'URSS.

Dans le domaine bactériologique, des enquêtes judiciaires sont en cours en RFA contre des sociétés et des scientifiques allemands soupçonnés d'être impliqués dans la production de telles armes. En avril 1988, un Allemand de l'Ouest a été condamné à Munich pour avoir livré de la mycotoxine à Bagdad.

La tentation nucléaire

Sur le plan nucléaire, M. Saddam Hussein a toujours nié vouloir posséder la bombe atomique et l'Irak est signataire du traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Toutefois, les experts de défense internationaux estiment, en majorité, que l'Irak progresse dans le domaine de la recherche nucléaire, mais divergent sur le nombre d'années qu'il lui faudra pour acquérir l'arme atomique.

Récemment, après la saisie de composants de détonateurs nucléaires par la douane britannique, la lettre confidentielle londonienne Mideast Markets affirmait que Bagdad s'était procuré, via la Chine, des composants pour centrifugeuses ultra-rapides nécessaires à la production d'uranium enrichi.

Dès 1980, la Grande-Bretagne et Israël avaient accusé l'Irak de vouloir produire du plutonium à des fins militaires en construisant, avec l'aide de la France, un réacteur nucléaire à Tammouz. Celui-ci avait été détruit l'année suivante par l'aviation israélienne.

A l'horizon de l'an 2.000, les observateurs estiment que l'Irak aura, après Israël, le plus puissant armement non conventionnel du Proche et Moyen-Orient. Bagdad a déjà la première armée conventionnelle de la région. Ses forces terrestres sont estimées à 650.000 hommes, son aviation à 35.000 hommes dotés de 400 à 500 appareils servis par les meilleurs pilotes du monde arabe. Sans compter la garde présidentielle forte de 45.000 hommes, la milice et les supplétifs kurdes.

De surcroît, les sept corps d'armée irakiens - soit 44 divisions - ont été aguerris par huit terribles années de guerre avec l'Iran.

jpp/jlp/hc

AFP 121720 AVR 90

LIBÉRATION, 12 avril 1990

Offensive de la guérilla kurde

La province turque d'Anatolie a été le théâtre d'attentats qui ont fait plusieurs morts.

LE FIGARO, 13 avril 1990

Chassés de RFA après l'ouverture du Mur de Berlin

Les Kurdes d'Allemagne débarquent à Paris

*Les négriers en ont fait leur proie.
Mais la Préfecture de police a décidé de mettre de l'ordre
dans cette exploitation clandestine. Sur ordre supérieur.*

La France, terre de refuge... Encore faut-il ne pas élargir la définition, comme le font les négriers, fournisseurs d'une main-d'œuvre à bon marché. Les nouveaux clandestins sont d'origine kurde. Chassés de la République fédérale allemande depuis l'ouverture du Mur de Berlin, afin de faire de la place aux ressortissants de la RDA — des ouvriers beaucoup mieux qualifiés, qui, par ailleurs, bénéficient outre-Rhin, d'une priorité à l'embauche.

Dernier coup de filet parmi ces nouveaux arrivants : une vingtaine d'ouvriers kurdes se disant candidats réfugiés politiques auprès de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Ils ont été débusqués, ainsi que leurs quatre négriers, par des inspecteurs du service des Renseignements généraux (RG) de la Préfecture de police de Paris, que dirige l'inspecteur général Claude Bardon.

En Allemagne, les tenants de cette filière, proche du PKK (parti patriotique du Kurdistan), leur avaient proposé, moyennant 1 000 ou 2 000 deutschemarks ((3 250 F à 7 500 F), le passage en France, mais aussi un logement et une demande de titre de réfugié politique auprès de l'Ofpra. En oubliant toutefois de leur préciser... que trois années au moins s'écouleront avant que l'organisme ne statue sur leur sort. Quant aux quatre membres du réseau, chargés en France de « réceptionner » ces clandestins, ils sont titulaires de cartes de résident privilé-

gié, valables dix ans, et ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expulsion.

Ces ouvriers sans statut légal sont payés en liquide par ceux qui les placent chez les employeurs. On se garde bien de laisser des traces comptables. Les salaires sont bien en dessous du Smic. Les clandestins sont discrets, et, pour la plupart, ne s'expriment pas en français. Tous affirment ne rien savoir sur le racket dont ils sont victimes. Ils prétendent également tout ignorer des trafics de stupéfiants qui seraient organisés par les nationalistes du Kurdistan dans le quartier Strasbourg-Saint-Denis, à Paris, où vivent plus de 30 000 de leurs coreligionnaires.

Une note du procureur général

Reste que les pouvoirs publics ont bel et bien décidé de prendre désormais le problème des négriers à bras le corps. Depuis deux mois, des instructions ont ainsi été données par le gouvernement pour juguler la recrudescence de l'immigration clandestine. La Préfecture de police a, pour sa part, l'intention de mettre un peu d'ordre dans ce marché du travail parallèle.

Conséquence : une cinquantaine d'inspecteurs des Renseignements généraux de la Préfecture de police — habilités officiers de Police judiciaire (OPJ) — ont aujourd'hui compétence sur une douzaine de départements autour de Paris. Et une note du 5 mars, signée par le procureur gé-

ral de Paris, est même venue renforcer les pouvoirs des RG. La chasse aux négriers est ouverte.

Illustration : une trentaine d'inspecteurs ont récemment investi un immeuble en construction, situé au 51, avenue Marceau, à Courbevoie (Hauts-de-Seine), et des chantiers de maisons individuelles, avenue Gavroche, à Vauréal, près de Pontoise. Là se trouvaient de véritables centres de dispatching pour réfugiés kurdes.

Les inspecteurs ont appréhendé des « employeurs » : Ali Altin, chef d'une entreprise portant son nom à Poissy (Yvelines), Yasser Kasaï, gérant de Tous Travaux Publics (TTP), et deux de ses amis, Cavdet Baykan et son fils Hassid, domiciliés à Limay (Yveline). Présentés au juge d'instruction à Nanterre, ils ont été inculpés de trafic de main-d'œuvre.

Les employeurs d'ouvriers clandestins tentent de se justifier : « C'est parce que nous avons du mal à trouver du personnel de chantier que nous faisons appel à ces sociétés de sous-traitance qui nous démarchent sans cesse, explique ainsi un des directeurs de Construction Industries et Méthodes, à Courbevoie. Nous payons ces sociétés au tarif de la profession et sur facture. Tout est donc légal. Si ces sous-traitants sous-païent leurs employés, les réglant en liquide et sans bulletin de paie, nous n'y pouvons rien. Les policiers ont raison de vouloir assainir ce marché de la main-d'œuvre de travaux publics, où tout est possible. »

William BEGHIN.

La guérilla kurde du PKK (parti marxiste des travailleurs kurdes), principale organisation en lutte armée contre le pouvoir central turc, s'est livrée dans la soirée de mardi à un raid éclair et meurtrier contre le village d'Ortulu, dans le sud-est anatolien. Soixante rebelles armés ont fait irruption dans le petit hameau. Sept personnes ont été tuées, et leurs maisons incendiées. Au même moment, à Dugunculer, une autre attaque, lancée par un commando du PKK était mise en échec *in extremis* par la police locale, provoquant la fuite des « guérilleros ». La presse turque d'hier rapporte, quant à elle, que cinq autres villageois auraient été tués et douze blessés par des membres du PKK, dans la journée de mardi. Enfin, deux bureaux du parti de la Mère Patrie, actuellement au pouvoir (conservateur), ont été plastiqués hier à Istanbul par une organisation d'extrême gauche Dev-Sol.

Ces opérations armées interviennent deux jours après que le gouvernement d'Ankara ait décidé de mettre onze départements de la préfecture de Diyarbakir sous état d'urgence pour « combattre le terrorisme dans le sud-est anatolien ». Une mesure qui permet aux autorités locales de censurer toute information et commentaire de la presse sur cette région, d'expulser « toute personne susceptible de troubler l'ordre public », et d'empêcher les grèves et les lock-out.

« Désormais, toute violation des droits de l'homme au sud-est sera légalisée. Le gouvernement a opté pour la solution basée sur la force militaire », ont affirmé hier des représentants de syndicats de travailleurs. Les partis d'opposition ont dénoncé ces décisions du gouvernement.

Ph.G. avec AFP

F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FRFR

FRA0377 4 I 0101 FRA /AFP-GY70

Kurdes-manifestation

Manifestation contre la politique de la Turquie au Kurdistan

PARIS, 13 avr (AFP) - Quelque trois cents personnes, selon la police (500 selon les organisateurs), ont manifesté vendredi, à l'appel du Comité de solidarité avec le peuple kurde, contre la politique du gouvernement turc au Kurdistan.

Les manifestants se sont réunis aux abords de l'ambassade de Turquie puis se sont rendus à Radio-France, où ils entendaient également protester contre "le silence des médias sur le génocide au Kurdistan". Une délégation a été reçue par un représentant de la Radio.

cc/eb IDF
AFP 131912 AVR 90

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE APRIL 13, 1990

U.K. Confirms Seized Material Could Be Used in Iraq Cannon Gun Could Fire Chemical or Nuclear Arms

By Barry James

International Herald Tribune

Britain brushed aside Iraqi denials Thursday and confirmed that steel castings it impounded as they were about to be sent to Iraq appeared to be destined to form the barrel of one of the biggest artillery pieces ever built.

Defense experts said the gun could be used to fire chemical weapons, or nuclear warheads, at Israel or Iran. Iraq acknowledges that it possesses nerve gas.

The British Customs and Excise service said the castings, seized Tuesday, were covered by an international embargo on arms supplies to Iraq and had been confiscated. The company that made the castings said it understood they were made to be used in a petrochemical plant.

Douglas Tweddle, the service's chief investigations officer, said Ministry of Defense experts examined the castings in the northeastern port of Middlesbrough, where they were about to be loaded onto an Iraqi-chartered ship, and confirmed that they could be used to construct a gun barrel.

Mr. Tweddle said there was no question that the equipment "could be used as a barrel of a large artillery gun to fire a projectile of some considerable size."

"It is definitely subject to export licensing controls," he added.

The barrel would be more than 40 meters (131 feet) long with a bore diameter of one meter, "capable of putting a ton or more of

nerve gas on any population center in the Middle East," according to Henry Dodds of *Janes's Defense Weekly*.

Iraq, in a statement issued by the Iraqi News Agency, said the forgings were "steel pipes for a petrochemical project." It said that the allegations that they were destined for a huge artillery piece were part of a "mad campaign waged by Britain against Iraq." Relations between the countries soured last month after Iraq executed an Iranian-born reporter for the *Observer*, a British weekly newspaper.

Tony Peck, a spokesman for Sheffield Forgemasters, which made the castings, said the sections were designed for a petrochemical production unit, and that the order had been approved by the Department of Trade and Industry.

The company's chief executive, Phillip Wright, added, however, that Iraq had tried to place an order for a gun barrel in the past, which was refused.

"What we made were a series of tubes and they are not like any sort of a gun," Mr. Wright said.

Mr. Tweddle said investigations were under way to find out if there was criminal intent to break the arms embargo.

The Customs and Excise service called its raid Operation Bertha, after the giant mortars that Germany used in World War I.

Two weeks ago, Britain foiled the shipment to Iraq of U.S.-made components that could be used in a nuclear bomb trigger and arrested

five persons, three of whom are facing charges. One was deported and another released.

Iraq, apparently fearful of a repetition of the 1981 Israeli attack on its French-built nuclear plant at Osiraq, has denied that it is preparing a nuclear weapons program. It announced this week for the first time that representatives of the International Atomic Energy Agency in Vienna are inspecting its nuclear installations.

Although it denies having nuclear capability, Iraq makes no secret of possessing binary nerve-gas weapons. President Saddam Hussein warned this month that Iraq would "let our fire burn half of Israel" with such weapons if the Israelis attacked Iraq. During the 1980-88 Gulf War, the Iraqi government shocked world public opinion by attacking Iranian troops and its own Kurdish population with chemical weapons.

NBC television reported Wednesday that Iraq also had developed a germ warfare arsenal. The U.S. network, quoting intelligence sources, said West European companies sold the Iraqis equipment to breed anthrax, typhoid and cholera organisms, while the Centers for Disease Control in Atlanta unwittingly supplied the West Nile fever virus for what it thought was a civilian research program. Infection with anthrax spores can make land uninhabitable for generations.

Defense experts said a huge gun could be used to deliver a large

warhead containing chemical or biological agents or to put a nuclear warhead into space.

The Iraqi capital, Baghdad, is about 890 kilometers (550 miles) from Tel Aviv and just over 650 kilometers from Tehran, distances that are far greater than the range of any conventional artillery piece.

Germany's 420mm Big Berthas, for example, reached less than 15 kilometers, while its most famous long-range gun, the 220mm so-called "Kaiser Wilhelm Geschütz" hit Paris in 1918 from a distance of 125 kilometers. The Iraqi gun would be the largest since the 1,300-ton cannons the Germans used in the siege of Sevastopol in 1942. They could hurl an eight-ton shell nearly 50 kilometers.

In the 1960s, a Canadian-born scientist working for the U.S. Department of Defense, Gerald V. Bull, fired an 85-kilogram (185-pound) projectile to a record altitude of nearly 180 kilometers using a gun with two 419mm barrels.

The so-called High Altitude Research Project was abandoned and Mr. Bull later went to prison for selling arms and technology to South Africa. He was murdered in Brussels on March 22 in what police said was an apparent contract killing with a silenced pistol.

His son, Michael Bull, later confirmed that Mr. Bull, 62, had been helping Iraq perfect its long-range conventional artillery.

■ Hussein Meets Senators

Mr. Hussein told a U.S. Senate delegation that Iraq was prepared to dismantle its weapons of mass destruction if Israel would do the same, the Iraqi foreign minister, Tariq Aziz, said Thursday, Reuters reported.

A delegation headed by the leader of the Senate Republicans, Bob Dole of Kansas, met Thursday with Mr. Hussein in northern Iraq.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE APRIL 14-15, 1990

IRAQ : Baghdad Has Already Received 44 Castings, Their Maker Says

Compiled by Our Staff From Dispatches

LONDON — Iraq has already received 44 castings identical to eight sections seized as suspected parts of a gigantic gun, the maker said Friday.

"I am sure that most people will recognize the absurdity of suggestions being made that these pipes are in fact guns," said Tony Peck, spokesman for Sheffield Forge-masters.

He said the eight sections were random parts of a 26-section assembly that would be 156 meters (515 feet) long.

The British Customs and Excise service blocked the shipment, saying the castings could be used to make a 40-meter-long gun barrel, which would be the longest ever made. Military experts say that such a gun could be used to fire chemical weapons, or nuclear warheads, at Iran or at Israel.

The chief customs investigator, Douglas Tweddle, said the castings could be used "as the barrel of a large artillery gun to fire a projectile of some considerable size."

He reached his conclusion after advice from an expert from the Royal Armament Research and Development Establishment.

Other military experts listed the technical difficulties in building and firing such a weapon.

The cylinders would have to be tough enough to withstand the huge ballistic pressures needed to fire shells. The length of the barrel would have to be supported, and the accuracy of the missiles was questionable.

Iraqi officials have said the castings, formally seized by Customs officers on Thursday, are intended for use in a petrochemical plant.

The company said that it had two contracts for 26 sections each, and that it had delivered 44 sections to the Ministry of Industry and Minerals in Baghdad.

"All consignments to date have

been cleared by Customs and Excise," the company said.

Mr. Peck, the company spokesman, said each contract for 26 sections would form a tube 156 meters long. The eight sections seized by Customs were random parts of one 26-segment order, and "do not join up in any way, shape or form," he said.

Those who claim the pipes are part of a gun, Mr. Peck said, "may now care to make some new calculations which hopefully will persuade everyone how farfetched the story is."

The company also issued copies of a 15-minute promotional video that it had made describing filling the Iraqi order.

"Companies seeking to export products illegally do not make a complete record of their illicit operation on video, nor do they use that selfsame video for promotional purposes," Mr. Peck said.

Iraq says it is the target of a smear campaign orchestrated by Britain and Israel. "Even if we buy a box of chocolate from Britain, they will say Iraq will use it to produce an atomic bomb," the Iraqi foreign minister, Tariq Aziz, said Thursday in Baghdad.

British press articles have connected the reported gun project with Gerald Bull, a Canadian scientist and gunnery expert who was shot and killed in Brussels last month.

Customs code-named their swoop "Project Bertha" after the German World War I artillery gun nicknamed "Big Bertha," which was carried by rail, had a barrel

Skeptical Experts Asking: Why Build Such a Big Gun?

International Herald Tribune

Many military experts remained cautious Friday about the theory that Iraq plans to build the world's biggest cannon.

They asked why the Iraqis would go to the bother of building such a weapon when there were cheaper, easier and more reliable ways of delivering a warhead. "I am very skeptical that these bits of tubing are meant for guns," said Tony Banks, the editor of Jane's Defense Weekly.

An investigative officer for the British Customs and Excise service said Thursday that castings seized as they were about to be loaded into a ship bound for Iraq could be used to construct the barrel of a large artillery piece. But Mr. Banks said: "It appears that there are flanges to allow the tube to be bolted together. There is no gun in the world with its barrel bolted together."

"We would also have to look at what else they would need to make a gun of this size, which has never been made before," he said. "Apart from the barrel, they would need breech blocks, a carriage, loading mechanism and ammunition."

In Jerusalem, meanwhile, the Israeli Army's former head of artillery was quoted as saying that Mr. Bull had helped Israel to improve its heavy weapons.

Interviewed in the newspaper Yedioth Aharonoth, the former artillery chief, Reserve Brigadier Avraham Bar-David, said Mr. Bull, who was killed in March, had helped Israel greatly increase the range of its field artillery.

"He visited this country and proposed his innovations to the army and manufacturers," Brigadier Bar-David said, describing Mr. Bull as the world's foremost authority on heavy artillery.

"Some of them were used in field artillery and permitted a very significant increase in their range," he added, without saying when Mr. Bull visited Israel.

Mr. Bull, was found dead in his Brussels apartment on March 22, shot twice in the neck.

Some newspapers speculated that Mr. Bull might have been killed by the Israeli secret service Mossad, a theory supported by his son. Others suggested he had been killed by Iran, another potential target of a huge gun Iraq is said to be developing. (A.P., Reuters)

nearly 30 meters long and was used to bombard Paris.

Politicians of the opposition Labor Party and newspapers called for an official explanation. One Labor member of Parliament, Bob Cryer, said the Department of Trade and Industry had been "complacent, inert or hood-winked."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

APRIL 16, 1990

Officials Say Iraq 'Gun' May Be Space Launcher

Compiled by Our Staff From Dispatches

LONDON — Huge steel tubes seized before shipment to Iraq could be connected with a space satellite launching system, government officials were quoted as saying here, but the tubemaker said such a project was not possible.

A report by Press Association, the British domestic news agency, cited officials as saying that the pipes matched the specifications for a satellite launching system designed by Dr. Gerald Bull, a Canadian ballistics expert who was shot and killed in Brussels last month.

But a spokesman for Sheffield Forgemasters, Tony Peck, said:

"Nobody seems to have taken on board the fact that those eight pieces do not join up to form one piece. They are random selections of tubes from a consignment of 26 which, added together, measure 156 meters. They cannot join them together."

The company said it had agreed to supply 52 sections of the steel tubing and had delivered 44 to the Ministry of Industry and Minerals in Baghdad.

Two British newspapers, The Observer and The Sunday Telegraph, published drawings of a 40-meter-long rocket-launcher and said it could have been used to fire 90-centimeter (3-foot) rockets to an altitude of 180 kilometers (110 miles).

They said correspondence seized at the headquarters of Walter Somers, one of two British companies involved in the case, showed that the tubes had been built to the specifications of a rocket-launcher invented by Mr. Bull.

The reports said passages in the letters had been taken word for word from a book written by Mr. Bull about rocket-launchers.

The Belgian police said Mr. Bull, the owner of the Brussels company, Space Research Projects, was killed

with a silencer-equipped pistol on March 22. Robbery was apparently not a motive — \$20,000 was found in his pockets. Space Research Projects was described as a multinational company dealing in space and military research and international arms sales.

Customs officials seized the pipes Tuesday when they suspected they were parts of a huge gun. Iraq has said the tubes were pipes for a petrochemical plant.

In his book, Mr. Bull said the barrel of the launcher would be 40 meters long, the same length as the eight cylinders.

Britain banned all arms sales to Iraq and Iran after the outbreak of the Gulf War. There has been a cease-fire since 1988, but Iran and Iraq are still not officially at peace and the British embargo remains.

A political dispute over the issue was growing in Britain on Sunday. The opposition Labor Party urged the government to end the confusion.

Labor's foreign affairs spokesman, Gerald Kaufman, said ministers had to tell Parliament whether they believed the cylinders were part of a gun barrel or a pipeline. "Is this confusion or is it a cover-up?" he said.

The chief customs investigator, Douglas Tweddle, said there was no doubt the equipment could be used "as part of the barrel of a large artillery gun," which according to military experts would enable Iraq to fire nuclear or chemical missiles into Israeli or Iranian cities.

A customs spokesman said Sunday that he had no further comment and that investigations would continue.

Officials said customs officers were believed to be angered by a British television report quoting senior government sources as saying the shipment was "probably only a pipeline." (AP, Reuters, AFP)

APRIL 17, 1990

Brussels Firm Linked To Iraq Pipe Purchase

The Associated Press

LONDON — The manufacturer of steel tubes suspected to be parts of a huge Iraqi weapon said Monday that its contract with Iraq involved Space Research Corp., which designed a satellite launch system for Baghdad and was run by a Canadian ballistics expert who was assassinated last month.

The British Customs and Excise service seized eight tube sections on April 12 as they were to be shipped to Iraq. Britain says the tubes could be used as part of a huge gun.

The manufacturer of the tubes,

Sheffield Forgemasters, insisted they were for use in a petrochemical installation and not subject to licensing controls barring sales of armaments to Iraq.

On Monday, a lawyer for Sheffield Forgemasters, Stuart Benson, said, "All documents I have seen support Forgemasters's understanding that the pipes were for a petrochemical application."

"It has always been accepted by Forgemasters that Space Research Corp. had involvement in this contract," Mr. Benson said. "Forgemasters has never sought to conceal such involvement."

The lawyer added that the representative of the Brussels-based Space Research in the contract with the Iraqi Ministry of Trade had been a Dr. Cowley, not the slain Canadian ballistics expert, Gerald V. Bull.

Mr. Bull was found dead March 22. The Belgian police said Mr. Bull had been shot twice in the head and that the motive was not robbery because \$20,000 was found in his pockets.

The customs service has held the tubes pending an investigation.

Mr. Benson said it was not the responsibility of Forgemasters to prove or disprove the ultimate use and purpose of the tubes.

Sheffield Forgemasters said it agreed to supply 52 sections of steel tubing and had delivered 44 to the Ministry of Industry and Minerals in Baghdad.

Un entretien avec le vice-président du Parti communiste unifié de Turquie

FAIM DE DEMOCRATIE

Aggravation de la crise, atteintes aux libertés, révolte populaire réprimée au Kurdistan : la situation se dégrade sous le régime d'Ankara. Mehmet Karaca explique les graves raisons qui ont amené les deux dirigeants du PCUT à entamer une grève de la faim

EN rentrant d'exil il y a deux ans et demi, Kutlu et Sargin engageaient ouvertement la lutte pour la légalisation du PCUT. Ils sont toujours en prison et viennent d'entamer une grève de la faim. Est-ce à dire que leur lutte a échoué ?

« Non. Depuis le retour d'exil de nos deux dirigeants en novembre 1987, les choses ont beaucoup évolué. Nous avons parlé dans nos tracts et dans certains documents du Parti « d'une certaine démocratisation ». Mais nous sommes très loin d'avoir abattu le mur érigé par le régime du 12 septembre 1980. En fait, l'essentiel des progrès réalisés jusqu'ici réside dans le fait que certaines questions, qui étaient absolument tabous jusqu'en novembre 1987, sont aujourd'hui au centre du débat politique en Turquie : c'est le cas de la légalisation du PCUT et du problème kurde. En ce qui concerne le PCUT, son secrétaire général et son président, Kutlu et Sargin, sont toujours en prison, mais les membres du Bureau politique et du Comité central mènent leur activité au grand jour et ont des contacts officiels avec les partis légaux représentés à l'Assemblée. »

— *N'y a-t-il pas là une contradiction ?*

« Certes... Cela tient au fait que, en Turquie, toute la vie politique est déformée. Ainsi, le parti au pouvoir, l'ANAP, ne cesse de perdre des voix : il n'a eu que 21 % des suffrages aux dernières élections municipales et on estime qu'il ne représente plus aujourd'hui que 10 % de l'électorat. Malgré cela, il a près des trois quarts des sièges à l'Assemblée et son chef, Turgut Ozal, est à la tête de l'Etat. Mais il y a un tel divorce entre le pouvoir et la société turque qu'il ne peut résoudre aucun des grands problèmes. »

— *Quels sont ces problèmes ?*

« Les problèmes fondamentaux, outre celui des libertés et des droits de l'homme, sont les questions économiques et le problème kurde. La situation économique ne cesse de se dégrader. Il y a plus de quatre millions de chômeurs selon les estimations les plus optimistes et l'inflation est d'au moins 70 % par an. Cela crée une situation d'instabilité dans laquelle le mouvement pour la reconnaissance du peuple kurde vient de prendre une nouvelle dimension. Il ne s'agit plus seulement d'actions du PKK (1) mais d'un véritable mouvement populaire. Depuis plus d'un mois, les

manifestations et les grèves, notamment celle des artisans et des commerçants, se succèdent au Kurdistan, particulièrement dans les régions de Diyarbakir et de Mardin. Il y a dans ces régions une activité militaire incessante. Le Conseil national de sécurité s'est réuni à plusieurs reprises. Il a estimé que « la sécurité extérieure et intérieure de l'Etat est menacée ». Résultat : le gouvernement vient de prendre des mesures graves. Le couvre-feu a été instauré dans sept provinces. Les opérations militaires se sont intensifiées. Les pouvoirs des préfets ont été renforcés : ils peuvent prendre des décisions d'exil forcé, instaurer la censure de la presse, procéder à des saisies et à des fermetures de journaux et d'imprimeries. Il y a des centaines d'arrestations. Face à cette aggravation de la situation, l'ANAP, affaibli et déchiré par des luttes internes, n'arrive pas à prendre de décisions. Tout est bloqué et on parle à nouveau de coup d'Etat militaire... »

— *Quelles solutions préconisez-vous ?*

« Les partis d'opposition demandent actuellement de nouvelles élections réellement démocratiques, ce qui suppose une modification de la loi électorale. Il y a également un consensus en faveur de l'abolition des articles 141, 142 et 163 du Code pénal, qui ne font pas seulement obstacle à l'existence légale du Parti communiste, mais aussi au développement de tout le processus démocratique. Il ne faut pas oublier que c'est en vertu de ces articles que des organisations comme le Comité turc pour la paix et de multiples associations ont été interdites et poursuivies depuis 1982. L'abolition de ces articles, promise par le gouvernement, est le principal but de l'action entreprise par Kutlu et Sargin avec leur grève de la faim. C'est extrêmement risqué. Car je les connais très bien et sais qu'ils iront jusqu'au bout et peuvent y perdre la vie. Cela fait maintenant plus de dix jours qu'ils ont commencé, on entre dans la période dangereuse. Il est urgent de mobiliser l'opinion pour les sauver. Il serait incompréhensible que personne ne bouge dans un pays comme la France et que la presse y continue de garder le silence. »

Propos recueillis par Françoise Germain-Robin

(1) Le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste, mène la lutte armée contre le pouvoir d'Ankara et a lancé une nouvelle offensive qui aurait fait près de 2.000 victimes depuis 1984.

LIBÉRATION

17 avril 1990

Turquie : fusillade

Cinq personnes ont été tuées et deux autres blessées dans une fusillade qui s'est produite dans la nuit de samedi dans la province d'Elazig (est), région à majorité kurde. Un groupe de « terroristes » a mitraillé le domicile d'un instituteur à Bukardi. Quatre instituteurs et l'épouse d'un d'entre eux ont été tués.

19 avril 1990

Kurdistan : prix

Marc Kravetz, grand reporter à *Libération*, s'est vu décerner le prix Nouredine Zaza. Créé par la famille de cet intellectuel kurde, décédé à Lausanne en 1988, et l'Institut kurde de Paris, ce prix consacre un article publié le 13 octobre dernier dans notre page « Rebonds » : « *Le tort de ne pas être terroriste* ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE APRIL 19, 1990

It Was No Joke: Pipes Were for Iraqi Cannon, Britain Says

By Barry James

International Herald Tribune

A British government minister said Wednesday that steel pipes impounded as they were being shipped to Iraq last week were intended to form part of a giant long-range artillery cannon.

"The government is entirely satisfied that these tubes form part of a gun," Nicholas Ridley, trade and industry secretary, told Parliament.

Mr. Ridley also confirmed the connection between the pipes and a Canadian-born U.S. scientist, Gerald Bull, who was shot in an apparent contract killing in Brussels last month. He was known to be working for Iraq, and one of his sons said recently that the killing may have been ordered by Israel.

"The government recently became aware in general terms of an Iraqi project to develop a long-range gun based on designs developed by the late Dr. Gerald Bull," Mr. Ridley said.

His statement appeared designed to stop speculation that the customs service, which confiscated the pipes, was under government pressure to back away from prosecuting the case.

The Independent newspaper quoted government sources as saying any legal actions against the manufacturers of the pipes might betray alleged government collusion in breaking an arms embargo to Iraq.

"The customs action was correct," Mr. Ridley said in the first high-level vindication of the decision to seize the pipes.

Mr. Ridley insisted that his department had no knowledge the pipes were intended to form the barrel of a gun until a few days ago. "If my department had known that purpose, they would, of course, have advised that licenses were necessary and they would not have been granted," he said.

The customs seized eight lengths of piping that military experts said were designed to form the 40-meter (130-foot) barrel of a cannon capable of firing nuclear or chemical warheads over long distances.

Sheffield Forgemasters, the manufacturers of the piping, have maintained throughout that the cylinders were intended for a petrochemical plant. It said it had already delivered 44 lengths of the heavy-duty, smooth-bore piping to the Iraqis.

Mr. Ridley said he understood it would not be possible to build a cannon from the parts already supplied. "The gun itself cannot be in operation without all its parts, and it is a great success on the behalf of this country to have been able to prevent that happening," he said. He did not give any details of the gun.

Mr. Bull left drawings showing a huge barrel supported by steel gantries and sunk into an underground bunker. With a bore diameter of one meter, the gun would be the largest ever built. Mr. Bull built a smaller version of such a gun in the 1960s when he was working on the U.S. Defense Department's

High Altitude Research Project to blast projectiles into space using modified naval guns.

Mr. Bull fired a 185-pound (about 84-kilogram) projectile to a record altitude of 112 miles (180

kilometers), and military experts said the Iraqis may be trying to develop this technology to bring both Tel Aviv and Tehran within range.

Iraq maintains the pipes were intended for a petrochemical plant, President Saddam Hussein, who earlier threatened to burn half of Israel with chemical weapons if the Israelis attacked Iraq, warned Wednesday that "He who launches an aggression against Iraq or the Arab nation will now find someone to repel him."

Charles Murphy, a U.S. army ballistics expert who worked with Mr. Bull in the 1960s, said in Maryland that a huge cannon could not be hidden.

Military experts pointed to the enormous technical difficulties that would have to be overcome in

building a cannon. Another British company, Walter Somers Ltd., said that it feared it might have been misled into producing a recoil mechanism for the gun. A spokesman said the company received an order from Iraq earlier this month for a possible aiming mechanism and informed the government.

Adding another piece to the puzzle, Sheffield Forgemasters confirmed it had dealt with Mr. Bull's company, the Brussels-based Space Research Corp., in carrying out the pipes order.

British customs last month seized 40 switching devices that were being sent from the United States to Iraq, saying they could be used as nuclear triggers. But some experts theorize they may have been intended for a gun.

Company Tied to Iraq 'Gun' to Dissolve

By Barry James

International Herald Tribune

The Space Research Corp. SA of Brussels, denying accusations in Britain that it was involved in the building of a huge gun for Iraq, announced on Thursday that it would dissolve.

The founder and owner of the corporation, Gerald V. Bull, 62, was slain last month, apparently in a contract killing.

"The Bull family has decided to cease all SRC operations and dissolve all companies within the SRC group," the company said in a statement.

The group employs about 85 people.

The statement added that the family "contest to be or to have been involved in any illegal acts or arms traffic of any nature."

One of Mr. Bull's sons, Michael Bull, strongly denied the accusation made Wednesday in the British Parliament by the secretary of trade and industry, Nicholas Ridley, that his father had been involved in the construction of a giant cannon for Iraq, capable of launching nuclear or chemical warheads.

Mr. Ridley was defending the action of the customs service in impounding eight sections of steel

piping believed to be destined for a 40-meter (130-foot) gun barrel with a one meter bore. He said the pipes were a component of "an Iraqi project to develop a long-range gun based on designs developed by the late Dr. Gerald Bull."

But Michael Bull, who lives in Canada, told the Montreal Gazette, "I categorically deny that Space Research Corporation had anything to do with that. I know of no design of a gun or a super gun."

A spokesman for Sheffield Forgemasters, which built the pipes, earlier insisted the company had dealt with Space Research.

In other interviews, Mr. Bull said that his father's contacts with Iraq had been of a conventional nature, dealing with small computers and standard 155mm artillery pieces. He also was quoted as saying that the decision to wind up Space Research was prompted by his father's death rather than by the furor over the Iraqi gun.

Gerald Bull, a Canadian-born naturalized American, worked for the U.S. government in the 1960s on a High Altitude Research Project to blast projectiles into space using modified naval cannons. The seizure of the pipes in Britain unleashed speculation that Iraq was

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE APRIL 20, 1990

trying to develop that concept to build a gun with a range of several hundreds of kilometers to threaten Israel or Iran.

President Saddam Hussein of Iraq, who insists the pipes were intended for a petrochemical project, threatened recently to "burn" half of Israel with chemical weap-

ons if the Israelis repeated a 1981 attack on his country. On Wednesday, he said Iraq was capable of hitting Israel with planes and missiles.

Mr. Bull moved Space Research to Brussels after serving a six-month prison sentence in the United States for trafficking arms and technology to South Africa.

VINGT NEUF REBELLES KURDES TUES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN

La tension monte dans le sud-est de la Turquie où il ne se passe pas de jour sans qu'il y ait d'affrontements entre militants Kurdes et forces de l'ordre. Un dernier bilan, communiqué lundi par l'agence de presse semi-officielle turque Anatolie faisait état de vingt-neuf morts depuis samedi près du village de Beytusse-bap dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Iran. Les morts seraient tous des «terroristes séparatistes» kurdes, un «protecteur de village» ainsi qu'un soldat ayant été blessés lors d'opérations des forces de l'ordre.

Ces opérations, commencées samedi, se poursuivaient toujours dans cette région où elles devaient prendre fin lundi, selon des responsables du ministère turc de l'intérieur cités par Anatolie. Elles témoigneraient de la volonté des autorités d'Ankara de porter un «très grand coup» aux rebelles kurdes, singulièrement les membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) qui ont repris la lutte armée depuis 1984. L'objectif est en ce sens atteint puisque c'est la plus grande opération qui ait été lancée ces dernières années et la plus meurtrière. L'aide apportée par le chef d'un clan local, le «Jirki», qui avait fait état de la présence de nombreux «terroristes» dans son hameau, verse par ailleurs de l'eau au moulin de la propagande officielle soucieuse de présenter la guérilla kurde comme un phénomène marginal et périphérique, téléguidé de l'étranger et sans racine dans la campagne kurde d'Anatolie orientale.

La presse turque, citant des sources différenciées, avait fait état lundi de la mort de 27 à 58 personnes dans cette région durant le week-end, dont «six ressortissants syriens».

tués lors de ces accrochages, référence explicite au rôle de «sanctuaire» des militants kurdes opérant en territoire turc qu'Ankara a à plusieurs reprises prêté à la Syrie.

Cinq «indépendantistes» avaient par ailleurs été tués jeudi et vendredi dans la province de Siirt, non loin de la frontière avec la Syrie et l'Irak, lors d'opérations des forces de l'ordre répondant au harcèlement des activistes kurdes.

Depuis cinq ans que la guérilla kurde a repris, les autorités d'Ankara ne sont pas parvenues à mater les rebelles. Si des opérations de grande envergure, engageant l'armée comme les troupes chargées de la protection des frontières ont porté leurs fruits, en réduisant le champ de manœuvre des Kurdes, ceux-ci ont préféré miser sur l'intensité des attaques que sur l'espace. Depuis août 1984, quelque deux mille personnes ont perdu la vie lors d'accrochages ou d'attaques de rebelles, la propagande officielle ne manquant pas de souligner qu'au nombre des victimes, figurent de nombreux villageois kurdes.

Mais les forces de l'ordre sont aujourd'hui placées devant un tournant du militantisme kurde, malgré les «succès» de ce week-end. La base kurde villageoise, et on l'a vu dernièrement à Dyarbekir, citadine, n'est pas si hostile aux «terroristes» qu'Ankara veut bien le croire. Méfiants il est vrai dans un premier temps des activistes, en raison de certains dérapages dans leurs actions, les villageois s'en rapprochent progressivement, alors que le PKK a semble-t-il choisi d'organiser des opérations plus ciblées. Si le gouvernement turc peut bien sûr encore compter sur l'appui de certains chefs de clans kurdes, opposés



au discours marxiste-léniniste dur du PKK et craignant ses représailles, nombre de villageois sont prêts à apporter leur appui logistique aux rebelles avec qui ils ont souvent des liens de parenté comme ce fut le cas à Nusseybin, où l'enterrement par sa famille d'un membre du PKK tué par les forces de l'ordre avait donné lieu à des manifestations suivies de l'instauration du couvre-feu.

Le regain de tension au Kurdistan, attribué par Ankara à l'intensification des attaques armées des rebelles, est aussi l'indice d'une plus grande mobilisation de la population kurde et au-delà, de l'échec de la politique pluri-séculaire ottomane et turque vis-à-vis des Kurdes visant à mettre à profit leurs structures féodales pour briser leur conscience unitaire. Les activistes kurdes attribuent aujourd'hui à cette même politique du «diviser pour régner» l'utilisation de certains chefs de clans kurdes contre la promesse d'un développement économique et d'une intégration de ces régions sous-développées dont ils seraient les plus grands bénéficiaires.

Les revendications sociales sous-jacentes au combat nationaliste kurde sont à plus ou moins long terme le plus grave problème qui se pose à Ankara. D'autant que pour des Kurdes qui ne se voient reconnaître leur identité qu'au titre de «séparatiste» ou de «terroriste», l'option de la lutte armée peut paraître séduisante, même si le retour en force de la violence politique en Turquie peut susciter des vocations politiques chez les militaires, en cette année 1990 qui pour l'instant, n'obéit pas au cycle décennal des coups d'Etat militaires ponctuant la vie politique turque depuis 1960.

G.

La Croix 21 AVRIL 1990

LA POUDRIÈRE QUE CONSTITUE LE SUD-EST DE LA TURQUIE

Les autorités d'Ankara aux prises avec les militants kurdes

Ce fut dans les premiers jours du mois d'août 1984 que tout à coup les militants pour le kurdisme reprirent la lutte à main armée dans la région du Hakkâri; après plusieurs années de calme total recommencèrent les attentats meurtriers contre les forces de l'ordre et contre les institutions de l'État. Les déclarations du gouvernement parlaient alors des « derniers soubresauts d'un mouvement agonisant », de « quelques terroristes dont on aura rapidement raison », etc.

Mais les attentats ne cessèrent pas, bien au contraire; ils se multiplièrent et, pareils à une maladie contagieuse, se répandirent dans les districts avoisinants; on en signalait bientôt dans tous les départements du Sud-Est, et certains faisaient plus de 25 morts en une seule fois. L'État renforça les forces de l'ordre - police, gendarmerie, armée -; plus tard, les « gardes civils », payés et armés par le gouvernement, furent créés dans chaque village; enfin on y envoya des « commandos spécialisés »; mais malgré toutes les mesures de répression, le nombre des attentats, au lieu de diminuer, ne fit qu'augmenter, tout comme le nombre des arrestations. Donner des chiffres exacts pour cette période est impossible et les chiffres fournis par les autorités sont à la fois contradictoires et en dessous de la réalité. Il suffit de noter qu'au cours d'une semaine du mois de mars il y a eu au moins 36 morts.

Ce qui est plus grave que ce nombre impressionnant de victimes, c'est l'attitude de la population en ces régions: des manifestations antigouvernementales massives et violentes

ont eu lieu dans cinq petites villes près de la frontière syrienne et irakienne, les enfants et jeunes s'en prirent aux forces de l'ordre, imitant les méthodes des jeunes Palestiniens. Le couvre-feu absolu pendant deux jours fut le seul moyen d'en venir à bout.

Que s'est-il passé tout à coup? C'est que l'ensemble de la population est depuis longtemps lassée du traitement dont elle fait l'objet de la part des commandos spécialisés, qu'elle qualifie de « terrorisme de l'État », expression qui a été reprise par des partis de l'opposition. Ces commandos voient en chaque citoyen de ces régions un terroriste virtuel et adoptent un comportement en conséquence: coups de matraque, coups de crosse, ou même de baïonnette et injures pour tous, y compris les enfants de l'école primaire. « Nous étions opposés aux agissements des terroristes, déclarent plusieurs hommes de la région, mais par suite des traitements que nous subissons de la part des commandos nous avons fini par approuver les terroristes; ce que nous de-

mandons, c'est la paix et un peu de liberté. » Mais les autorités voient en toute demande de liberté un signe de rébellion.

De leur côté, les politiciens proposent chacun des « moyens efficaces » pour remédier à cette situation qui va se dégradant de jour en jour. Les moyens mis en œuvre jusqu'à présent n'ont pas donné les résultats escomptés, loin de là. Le comportement des commandos pousse la population à prendre parti pour les terroristes. La création des gardes civils a plutôt envenimé les oppositions, soit entre les individus, soit entre les clans et tribus dans cette société féodale; ces gardes sont au nombre de 17 000, et on leur a payé en l'espace d'un peu plus de deux ans la somme de 200 milliards de livres turques, c'est-à-dire 500 millions de francs français.

La population locale reproche aux autorités de n'avoir pas utilisé ces sommes pour des investissements plus utiles, ne serait-ce que pour amener l'eau dans les centres d'habitation, que les femmes ne soient plus obligées d'aller chercher

l'eau à des kilomètres dans des bidons qu'elles portent sur leurs épaules. En outre, en officialisant le système de la délation, on facilite les vengeances personnelles; pour se débarrasser facilement et rapidement d'un rival ou d'un concurrent, il suffit de le dénoncer comme « collaborateur » des terroristes.

Les autorités d'Ankara accusent d'abord les pays étrangers de fomenter ces désordres en vue d'affaiblir le pays; en outre, elles font appel à l'unité nationale en se basant sur l'idéologie raciste, qui est justement celle qui est abhorrée par les populations de ces régions, car elle tend à les priver de leur identité. Le résultat de cette lente escalade, c'est que ces districts du Sud-Est sont devenus une véritable poudrière; il suffirait d'une étincelle. Qui commettra l'imprudence de provoquer cette étincelle? Beaucoup pensent savoir que les événements récents furent seulement une ré-
pétition générale.

Bernard MARCHAND
(Turquie)



22 avril 1990

TURQUIE : sur fond d'instabilité politique

Recrudescence de la violence à Istanbul

Depuis quelques semaines, le cycle de la violence s'accélère en Turquie, où l'on craint une reprise du terrorisme. Ce climat d'instabilité est alourdi par les luttes politiques au sein du pouvoir.

ISTANBUL

correspondance

Ils étaient des milliers, vendredi 9 mars, dans les rues qui mènent au Grand Bazar d'Istanbul, à être venus assister aux obsèques du journaliste Cetin Emec et de son chauffeur Sinan Ercan, abattus quelques jours plus tôt par des hommes masqués. Pour une fois, les boutiquiers ne haranguaient pas les touristes pour leur vendre des tapis ou des vêtements de cuir. Ils avaient tous l'air grave et se tenaient devant leurs échoppes fermées pour voir passer le cortège funèbre. C'était le quatrième attentat politique depuis le début de l'année.

L'inquiétude est désormais évidente dans une population qui se souvient des années meurtrières qui précédèrent le coup d'Etat de septembre 1980. Cinq mille morts... « Chaque jour, deux ou trois personnes étaient assassinées. C'était effrayant. Nous n'osions plus sortir de chez nous », explique un professeur aujourd'hui à la retraite.

Depuis quelques semaines, le cycle de la violence s'accélère. Samedi 10 mars, un commissaire de police a été tué et deux de ses collègues ont été blessés au cours d'une fusillade avec un commando se réclamant de l'Union des forces armées de la jeunesse révolutionnaire communiste. Deux des trois agresseurs étaient arrêtés sur-le-champ, mais un quatrième parvint à

s'échapper et ne fut capturé qu'après une prise d'otages qui dura près de dix-sept heures. Ce groupe aurait été entraîné au Liban dans un camp du Front populaire pour la libération de la Palestine de Georges Habache.

Le climat d'instabilité causé par ces événements est alourdi par le « vide » ressenti par beaucoup au niveau du pouvoir. Le gouvernement, qui semble avoir peu d'emprise sur la situation, a perdu beaucoup de sa crédibilité. La faute en revient en grande partie au président Turgut Ozal. Sa conception plutôt interventionniste du rôle de chef de l'Etat lui a fait choisir comme premier ministre M. Yildirim Akbulut, un avocat au parler lent et laborieux, qui est rapidement devenu la vedette favorite de nombreuses plaisanteries.

Lutte pour le pouvoir au sein de l'ANAP

La récente démission du ministre des affaires étrangères, M. Yilmaz, illustre la lutte interne en cours au sein du Parti de la mère patrie (ANAP). Cet homme plutôt libéral, va probablement tenter de prendre la tête du parti dans les mois à venir. M. Hasan Celal Guzel, un ancien bureaucrate, conservateur, brigue également ce poste. Un autre courant influent est représenté par M. Melmet Kececiler, connu pour sa dévotion à l'islam.

Le président Ozal est en principe à l'abri des turbulences politiques jusqu'en 1996, terme de son mandat. Mais il n'en va pas de même pour son ancien parti, si divisé que sa survie est menacée. Bien que l'ANAP soit théoriquement au pouvoir jusqu'en 1992, les

appels aux élections générales anticipées se font de plus en plus pressants, notamment à la suite des récents attentats.

« Une date doit être rapidement fixée afin de ne pas mettre la démocratie sous pression », déclare M. Cem Boyner, le président de la TUSYAD, une association d'hommes d'affaires. La question est désormais de savoir quel homme, ou quel parti, pourrait redonner à la Turquie le « sens de l'orientation » qui lui manque actuellement et entreprendre le travail de Titan que représente la révision de la Constitution, nécessaire pour adapter le pays aux normes de la démocratie européenne.

Pendant ce temps, la « guerre civile » avec la guérilla kurde du PKK continue à faire rage dans le sud-est du pays. Malgré les fréquents affrontements entre l'armée et les Kurdes, le problème reste un des grands tabous de la Turquie. M. Tunca Aslan, un journaliste du magazine de gauche *Vers l'an 2000*, vient d'être arrêté ; il est accusé de « propagande séparatiste » pour avoir publié un article proposant une solution fédérale et le droit à l'autodétermination pour résoudre la question kurde.

La liberté d'expression, dans les domaines politique et religieux, est encore loin d'être satisfaisante. Les articles 141 et 142 du code pénal, qui concernent les communistes, et l'article 163, qui a trait aux groupements religieux, sont des obstacles majeurs à l'avènement d'une Turquie vraiment libre.

Au moment où les partis communistes d'Europe de l'Est sont démantelés, les communistes turcs, eux, luttent toujours pour le droit d'exister et de s'exprimer. Le gouvernement a promis à maintes reprises de réviser le code pénal, mais les résultats se font attendre. Lors d'un récent débat organisé par un groupe parlementaire de l'ANAP sur ces articles controversés, trente seulement des deux cent

quatre vingts députés étaient présents...

Les mêmes politiciens depuis trop longtemps...

L'ANAP peut difficilement obtenir une aide politique indispensable à la réalisation des réformes promises depuis des mois, et si les partis de l'opposition, que ce soit le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu, qui est en tête des sondages, ou le Parti de la juste voie (DIP) de M. Demirel, sont bien décidés à détrôner l'ANAP, ils ne semblent pas prêts à coopérer. Tous deux promettent de changer les lois après leur accession au pouvoir mais n'ont aucun programme précis.

De nouveaux partis apparaissent mais n'offrent pas d'idéologie nouvelle. « Nous sommes tout à fait contre l'influence de l'islam au sein du gouvernement », affirme M. Bedrettin Dalan, l'ancien maire d'Istanbul, dont la nouvelle formation veut défendre le sécularisme de l'Etat, sujet très discuté en Turquie, où le mouvement islamique a pris de l'ampleur.

M. Dalan reste cependant très vague sur les réformes et ne semble souhaiter qu'une « nouvelle version » d'une ANAP amputée de sa fraction islamique. A gauche, on attend aussi que des mouvements jeunes viennent insuffler un peu d'air frais sur la scène politique turque, où les mêmes acteurs se font face depuis trop longtemps.

Les récents événements semblent au moins avoir eu pour conséquence une prise de conscience des politiciens, lesquels, oubliant pour un moment leurs querelles et leurs ambitions personnelles, ont réalisé que le pays était en danger. « Le scénario est identique. Nous avons déjà vu ce film et nous ne pourrions pas supporter de le voir encore une fois », a déclaré M. Suleiman Demirel, qui était premier ministre au moment du coup d'Etat de 1980.

NICOLE POPE

Le Monde 23 avril 1990 Selon l'« Independent » de Londres

Le « canon géant » irakien serait un simulateur de tir balistique

Le « canon géant » irakien saisi par les douanes britanniques est un simulateur de tir balistique - et non une arme - qui devait permettre à l'Irak de lancer à long terme un satellite à coût réduit, affirme vendredi 20 avril le quotidien britannique « The Independent ».

Selon le journal britannique, l'engin fait partie du « Programme Babylone », un ambitieux programme de recherches secrètes de 4 millions de livres (près de 40 millions de francs) dans le but de développer la technologie susceptible de donner à l'Irak une supériorité militaire sans équivalent au Moyen-Orient. Les tubes d'acier fabriqués par les sociétés britanniques Sheffield Forgemasters et Walter Somers étaient destinés à un institut de recherches balistiques installé dans le nord de l'Irak, près de la ville de Mossoul, ajoute l'« Independent ».

Au moins un des trois « canons » du « Programme Babylone »

fonctionne déjà, précise le quotidien. Il s'agit d'une rampe « expérimentale », immobile et horizontale, pour apprendre à lancer des projectiles à grande vitesse. D'après ses inventeurs - la société belge Space Research Corporation (SRC), une firme d'ingénieur - conseil en armements qui a mis fin à ses activités jeudi, - le « canon » ne peut pas tirer d'obus ou de missiles, mais seulement des charges à blanc.

L'affaire du « supercanon » a connu un nouveau développement avec l'annonce, vendredi, de la saisie de deux camions, l'un en Grèce et l'autre en Turquie, contenant des équipements qui feraient partie de la commande de l'engin. Le premier chargement, provenant de l'aciérie de Sheffield Forgemasters, a été saisi jeudi par les douaniers du port grec de Patras (nord-ouest du Péloponnèse), après avoir traversé l'Italie. Le deuxième camion aurait été intercepté par les autorités turques à proximité de la frontière avec l'Irak. - (AFP.)

Le Monde 24 avril 1990

Bagdad veut financer sa reconstruction

L'Irak demande l'aide des Japonais pour développer quatre champs pétrolifères

L'Irak, pressé par les besoins financiers, va-t-il de nouveau ouvrir l'exploitation de ses ressources pétrolières à des compagnies étrangères ? Le pays vient en tout cas de demander à plusieurs sociétés japonaises, dont des compagnies pétrolières et Mitsubishi, la plus grande société de commerce nipponne, de participer au développement de quatre champs de pétrole situés dans le sud ouest du pays, ont indiqué les sociétés nipponnes à la suite du voyage effectué au Japon du 3 au 8 avril par le ministre irakien du pétrole.

Les quatre champs concernés - Halfaya, Majnoon, Nahr-Umr et West Qurna - pourraient produire quelque 1,629 million de barils/jour, mais l'investissement nécessaire est estimé par l'Irak entre 2 et 3 milliards de dollars. Le gouvernement espère mettre ces puits en production entre 1994 et 1996.

Les compagnies japonaises réaliseront une étude de faisabilité sur ce projet et devraient présenter des

propositions précises d'ici un mois ou deux. Cette décision de l'Irak est guettée depuis des mois par les milieux pétroliers, qui soulignent les limites des ressources financières du pays alors qu'il dispose d'énormes réserves de brut et doit financer sa reconstruction.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI 23 avril 1990

Tant qu'il y aura des Kurdes

Prétextant de la reprise des affrontements avec la guérilla kurde qui a déjà fait plus d'une centaine de morts depuis le début mars, le gouvernement turc a pris un décret qui fait hurler l'opposition démocratique. Cette mesure donne pratiquement plein pouvoir aux gouverneurs des onze provinces kurdes et interdit pratiquement à la presse de couvrir le conflit.

International Herald Tribune April 25, 1990

Iraq Is Seeking Missile Test Site, U.S. Believes

By Michael R. Gordon
New York Times Service

WASHINGTON — American officials are concerned that Iraq is trying to develop a test site outside its territory for new long-range missiles.

In a private diplomatic initiative, the Bush administration has asked Mauritania, a West African nation that borders the Atlantic Ocean, about intelligence reports that it might permit Iraq to build a missile test range there.

Iraq does not have enough territory to test long-range missiles on its own soil. The intelligence reports worry the administration, which is trying to prevent Third World countries from developing long-range rockets that could be used to deliver chemical or nuclear warheads.

Mauritanian officials are said to have denied the reports. But the Bush administration is still monitoring the situation and there are conflicting assessments within the administration.

A senior Defense Department official said he believed that Iraq was in the process of acquiring a test range outside its territory, but did not disclose the country involved. Another official said that Iraq had expressed interest in such a test site but that the Mauritians do not appear to have agreed to the Iraqi request.

Iraq's apparent quest for a new missile test range is the latest in a series of developments indicating it is working to acquire more advanced military technology. Earlier this month, Iraqi officials were arrested trying to buy electronic devices that can be used to trigger nuclear explosives. Iraq has also built missile launchers within range of Tel Aviv, according to U.S. intelligence reports, and is increasing its chemical warfare capabilities.

The British government recently seized steel pipes bound for Iraq, which British officials said were for use in launching rocket bombs. A senior Defense Department official said that he believed the pipes were intended for a weapon because intelligence reports had established that the material was being

purchased by the Iraqi military establishment.

According to the senior Defense Department official, Iraq is making strenuous efforts to build up its missile technology, including the development of longer-range missiles. Iraq announced late last year that it had developed a long-range missile with a range of about 1,200 miles (2,000 kilometers).

The official said he believed Iraq was trying to develop such longer-range weapons but did not have the room in which to test them.

"It is too far to test inside Iraq," he said, referring to Iraq's planned long-range missile. "They are in fact in the process of acquiring a place to test it. They have found a place to test it."

The Defense official declined to disclose where Iraq planned to test its longer-range missiles, saying that the information was classified. But other administration officials said intelligence reports identified Mauritania as the possible test site.

Mauritania could be well suited for missile-testing purposes, specialists said. The arid, sparsely populated nation has a territory of about 400,000 square miles (1 million square kilometers) and borders on the Atlantic Ocean.

But some State Department officials offered a more cautious assessment than the Pentagon.

A State Department official acknowledged intelligence reports about Iraqi interest in acquiring a test range in Mauritania.

POLITIS-Le Citoyen
26 avril 1990

TURQUIE :
ANEANTIR LA
GUERILLA
KURDE
A TOUT PRIX

Alors que se succèdent attentats et attaques du PKK (Parti marxiste des travailleurs kurdes) dans la province d'Anatolie, le gouvernement vient « d'accorder les pleins pouvoirs à l'armée pour anéantir la guérilla kurde ». L'état d'urgence a été décrété dans la région. Une mesure qui permet aux autorités locales de censurer toute information et commentaire de la presse et de légaliser les atteintes aux droits de l'homme. Parallèlement, Nihat Sargin et Haydar Kutlu, deux des responsables du PCUT, le parti communiste turc, arrêtés dès leur retour d'exil et incarcérés depuis trente mois sans jugement, ont entamé une grève de la faim illimitée dans le but d'obtenir la levée de l'interdiction qui pèse sur leur parti. A.J.-J.

ESPRIT ET VIE 26 avril 1990

L'ARME CHIMIQUE

D'après M. Jacques Isnard (*Études*, août 1989), les Soviétiques auraient utilisé des gaz toxiques, en avril 1989, à Tbilissi, en Géorgie. La Libye aurait construit à Rabta une usine de produits chimiques à des fins militaires. L'Irak s'est servi d'armes toxiques contre les Kurdes et l'Iran. Trois quarts de siècle après Ypres (1915), l'arme chimique, condamnée par les traités internationaux, refait surface.

La menace de ces armes, qui s'était effacée derrière l'apocalypse nucléaire, se conjugue aujourd'hui avec celle des missiles à portée continentale dans les mains de puissances modestes, en tout cas hors de la classification habituelle des rapports Est-Ouest. On s'était habitué aux États nucléaires. Il faut désormais composer avec les États chimiques, qui allient la munition dévastatrice avec le missile porteur, capable de la disperser à tous vents.

À côté d'une dissuasion nucléaire, censée avoir instauré la paix entre les grandes nations, il y aurait une dissuasion du pauvre, assurée par l'arme chimique entre pays moins développés. Mais les armes chimiques n'ont pas cette qualité dissuasive prêtée au nucléaire. Elles sont d'un emploi pratique, assez simple et discret, et, même si l'on peut parfois s'en prémunir, elles ne découragent pas la guerre en arrêtant les combattants sur la voie du suicide collectif : elles relèvent de la catégorie des armes d'emploi.

La panoplie. — Parmi les substances toxiques, moins d'une soixantaine peuvent donner naissance à des armes de bataille. Mais le nombre de pays soupçonnés d'être, ou de pouvoir rapidement devenir, des puissances chimiques s'élève à quarante ou cinquante.

Si on cherche à recenser les substances « militarisables », c'est-à-dire les agents chimiques (à l'exclusion des matières biologiques, jadis appelées bactériologiques) qui ont des effets militaires sur le terrain et qui sont maîtrisables peu ou prou par une armée, on trouve :

— *Les produits neutralisants*, à l'action rapide et fugace. Ils irritent les terminaisons nerveuses et les voies respiratoires (lacrymogènes, sternutoires, urticants). Ces gaz ont été employés dans les guerres, les révoltes locales, les guérillas, et pas seulement dans la rue pour le maintien de l'ordre.

— *Les produits incapacitants*, qui mettent hors de combat sans nécessairement l'intention de tuer. Ils agissent insidieusement sur le psychisme (comme les substances psychotropes qui perturbent le comportement) ou sur le physique (comme des produits altérant les réflexes), et ils peuvent paralyser l'adversaire, en lui laissant quelques graves séquelles.

— *Les agents létaux*, qui peuvent tuer. Ils sont assez répandus, et certains, comme le phosgène, sont utilisés par l'industrie et l'agriculture. Ce sont pourtant des agents de la guerre chimique, telles les substances suffocantes de la Première guerre mondiale (neutralisées par

le masque à gaz) qui lèsent les poumons, les produits vésicants, qui attaquent la cellule, ou les composés organophosphorés (contre l'influx nerveux).

Des produits suffocants de 14-18 on est passé, vers 1940, à des productions plus élaborées, ainsi les neurotoxiques, et, comme dans le conflit irako-iranien, à des dérivés d'insecticides qui sont des agents mortels.

Dans le même temps, la munition évoluait, en portée avec le missile en passant par le conteneur largable ; en capacité, avec l'arme binaire : deux produits, inoffensifs lorsqu'ils sont séparés par une membrane à l'intérieur de la munition, engendrent une substance toxique quand un choc ou une explosion les mélange après lancement et avant impact sur la cible. Ce procédé d'arme binaire permet une tranquille manipulation de la munition porteuse des produits toxiques. Il permet aussi à un gouvernement de mentir sur l'état de son arsenal chimique, car la production en série peut rester discrète — il suffit de deux usines de fabrication qui feignent de s'ignorer — et ainsi contrarier toute perspective de contrôle sur place.

Les stocks. — Il est donc difficile de recenser les stocks d'armes chimiques dans le monde, en demandant une liste complète des pays qui en ont ou pourraient en avoir besoin, et en distinguant les substances toxiques, pas nécessairement à usage militaire, et les munitions chimiques opérationnelles.

L'aventure chimique d'un État ne se concrétise pas aussi visiblement que la mise au point des armes nucléaires, qui requiert des « signes extérieurs » de puissance scientifique, technique et industrielle. Il y a des pays qui s'avouent, lancés dans l'aventure chimique et qui possèdent les toxiques ainsi que l'outil pour les véhiculer. Il y a aussi les catégories intermédiaires : ceux qui ont obtenu ces armes par des voies détournées et qui ont donc intérêt à se taire ; ceux qui peuvent les produire seuls, mais qui gagnent en sécurité à maintenir le flou sur leurs capacités ; ceux enfin qui cherchent à développer encore une potentialité en niant leur ambition.

Toutefois, on crédite l'URSS d'un total de 30 000 à 125 000 tonnes d'agents chimiques et les USA de 38 000 tonnes. La France, elle, disposerait de 2 000 tonnes, qui servent à des expérimentations, comme la conception de combinaisons protectrices pour les combattants ou des matériels pris dans la tourmente d'une guerre chimique. En 1988, le gouvernement Rocard a écarté la possibilité, offerte par la loi de programmation militaire de 1987-1991, de constituer des stocks de sécurité pour répliquer à un agresseur usant d'armes chimiques.

Outre les deux « grands » et certaines nations européennes de l'Ouest et de l'Est, une quarantaine d'autres pays dans le monde sont soupçonnés d'avoir des armes et des agents chimiques, dont les plus répandus sont à base d'ypérite, qui est un vésicant.

Cette prolifération tient au fait que le protocole de Genève (1925) interdit l'emploi des

Évolution et transformation. — La normalisation et la solidarité sino-soviétique menacent-elles l'Occident ? Le temps est passé où l'URSS pouvait prétendre diriger tout le monde socialiste, et c'est en Chine qu'elle a connu son plus grand échec, s'y heurtant à la volonté d'indépendance qui se développe en Pologne et en Hongrie. Mais la Tchécoslovaquie, pays jadis le plus démocratique de l'Europe de l'Est, demeure retardataire. La Roumanie et la Corée du Nord, elles se confinent dans un étroit conservatisme dictatorial.

Pour hâter la négociation, la France a réuni, du 7 au 11 janvier 1989, une Conférence sur l'interdiction des armes chimiques : 143 pays — presque tous les membres de l'ONU — étaient représentés, dont l'Irak et l'Iran, qui ont violé le Traité de Genève. Les participants ont réaffirmé la validité du protocole de 1925, mais la déclaration commune de Paris a demandé aux négociateurs de Genève d'aboutir à des conclusions concrètes en 1990 : il s'agit d'élaborer un traité visant à proscrire la fabrication des armes chimiques et à prescrire la destruction des stocks existants. Mais, par souci d'unanimité, on a évacué à Paris le problème de fond, d'ordre militaire, qui divise les pays et qui touche au lien entre désarmement nucléaire — dont s'occupent d'autres instances — et désarmement chimique, discuté à Genève.

Au nom de quoi, en effet, ont remarqué des diplomates de pays en voie de développement, demande-t-on à des États du Sud de détruire leurs armes chimiques, alors que les nations du Nord accumulent des moyens d'anéantissement nucléaire ? Pourquoi exiger des États arabes qu'ils renoncent à l'arme chimique, si leur voisin israélien est suspecté de pouvoir les menacer de son armement nucléaire ? Ces deux questions montrent les limites du compromis de Paris.

Une arme de dissuasion ? — Cette double interrogation part d'un présupposé discutable : dans le contexte international, il existerait une dimension chimique permettant aux pays pauvres ou les plus jeunes de décourager un adversaire, voire de se substituer à la dissuasion nucléaire. Une munition chimique — l'atome du pauvre — aurait le même pouvoir dissuasif

qu'une arme nucléaire. En fait, l'arme chimique n'est pas un moyen de dissuasion mais une arme de bataille contre laquelle l'homme peut se prémunir. Elle est, en outre, le « vecteur potentiel » d'une action terroriste, qui prendrait des populations en otages en créant des paniques. L'arme chimique souligne les horreurs d'une guerre.

A la différence de l'arme nucléaire, insensible à l'environnement et agissant d'un bloc, l'arme chimique est d'un emploi souple et contingent. Le produit se présente sous forme de gouttelettes, d'aérosols ou de vapeurs. Les circonstances atmosphériques peuvent en enrayer le développement, atténuer ou aggraver sa dispersion et sa persistance. La topologie du terrain en modifie l'efficacité. Enfin, sa nocivité varierait selon les défenses immunitaires des victimes.

Détectée à temps, l'agression chimique peut être stoppée : des détecteurs donnent l'alerte ; des matériaux et des vêtements protecteurs préviennent momentanément du danger ; filtres et masques procurent quelque prévention ; des abris de fortune peuvent limiter les risques de contamination par contact des objets souillés.

Bref, l'arme chimique banalise la guerre, la rendant possible comme toute autre arme. C'est cette arme qui procure au défenseur l'absurde assurance d'être protégé en cas d'attaque et qui confirme l'agresseur dans sa prétention de l'emporter dans des offensives ponctuelles. En ce sens, elle diffère de l'arsenal nucléaire, censé interdire la guerre par la peur qu'il inspire à tous.

Quelle serait l'attitude d'une puissance nucléaire si elle était attaquée par un pays pourvu d'un armement chimique ? Quelle serait la réaction de la première face au geste du second ? Tout dépendrait de la conception que se font les puissances nucléaires des limites de leurs intérêts vitaux.

La France a avancé naguère avec Charles Hernu, alors ministre de la Défense, que le nucléaire dissuade du nucléaire. « Mais comment, par exemple, répondre à une attaque chimique de la Libye contre le détachement français au Tchad ? On touche là concrètement à l'ambiguïté de la dissuasion ».

Genève : les rafales de Téhéran

Un opposant iranien, Kazem Radjavi, frère du chef des Moudjahidin du peuple, Massoud Radjavi, a été assassiné mardi soir en Suisse. Les moudjahidins accusent l'Iran.

KAZEM RADJAVI rentrait chez lui en voiture à Tannay, dans le canton de Vaud, lorsqu'il a été contraint de s'arrêter à la suite d'une manœuvre d'une Golf Volkswagen bleu métallisé. Le passager de la Golf a ouvert le feu sur lui, le tuant sur le coup.

Un porte-parole de la police cantonale vaudoise, chargée des investigations, a déclaré hier s'attendre à une enquête « extrêmement difficile » face à un « travail de professionnel effectué avec une rapidité incroyable ».

Les Moudjahidine du peuple dénoncent pour leur part hier, moins de vingt-quatre heures après l'assassinat, ceux qu'ils considèrent comme les responsables de ce meurtre. Selon eux, l'attentat aurait été directement commandité par le chef de l'Etat iranien, Ali Akbar Rafsanjani, et organisé sur place, notamment, par l'ambassadeur iranien à Berne, Mohammad Hossein Malaek, le consul général iranien à Genève, Karim Abadi, le représentant de Téhéran aux Nations unies à Genève, Siroos Nasser, et deux hommes venus de Téhéran quatre jours plus tôt; l'actuel ambassadeur de Téhéran auprès des émirats, qui serait un proche de Rafsanjani, Hadi Nadjaf Abadi, et un homme qu'ils présentent comme « le responsable de la coordination des opérations terroristes à l'extérieur de l'Iran », Akhound Zadek.

L'un et l'autre auraient repris dès mardi soir un vol d'Iran Air pour



La voiture de Kazem Radjavi, criblée de balles à Tannay, dans le canton de Vaud.

AFP

Téhéran. Les moudjahidin, qui craignent par-dessus tout un rapprochement entre l'Iran de Rafsanjani et les pays occidentaux, estiment que le « climat créé par les promesses de libération d'otages » encourage indirectement l'équipe de Rafsanjani à se débarrasser de ses opposants à l'étranger, dans la mesure où « les gouvernements occidentaux auront plus d'indulgence ». Ils relient aussi l'attentat à la campagne qu'avait menée l'an dernier devant la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève Kazem Radjavi contre le rapport des Nations unies sur les droits de l'homme en Iran, jugé selon les moudjahidin par trop favorable à Téhéran.

« Règlements de comptes »

De son côté Radio Téhéran a affirmé hier que l'assassinat de Kazem Radjavi s'inscrivait dans une série de « règlements de comptes » que se livreraient entre eux les Moudjahidin du peuple, règlements de comptes qui, selon la radio officielle de la République islamique, auraient déjà fait « de nombreuses victimes en Irak ».

Pour d'autres opposants iraniens, l'assassinat pourrait trouver son origine dans les luttes de factions au sein de la hiérarchie iranienne; qui opposent M. Rafsanjani aux « durs » du régime. Ces derniers auraient pu ainsi chercher à contrer les efforts du chef de l'État pour améliorer son image auprès des Occidentaux. Les « durs » du régime iranien avaient déjà été mis en cause l'an dernier lors de l'assassinat du chef kurde Ghassemlou à Vienne, assassinat au cours duquel un émissaire envoyé par Rafsanjani à Ghassemlou avait été blessé.

Kazem Radjavi n'était en tous cas pas une cible choisie au hasard.

Frère aîné de Massoud, il était l'un des hommes clés de l'organisation des Moudjahidin du peuple, tant en ce qui concerne la gestion interne du mouvement que l'élaboration de sa politique en direction des pays occidentaux et des institutions internationales. Il était en particulier l'une des chevilles ouvrières de la très efficace propagande des moudjahidin au Palais des Nations à Genève. C'est effectivement lui qui avait mené l'essentiel du combat pour faire condamner à plu-

sieurs reprises l'Iran par la commission des droits de l'homme de l'ONU, puis contre le dernier rapport de cette commission. Selon les Moudjahidin du peuple, il avait été menacé en 1986 dans l'enceinte du Palais des Nations par des diplomates iraniens — ce qui avait amené les responsables de l'ONU à installer des portiques de sécurité — et il avait demandé aux autorités suisses une protection spéciale en 1987, mais celles-ci n'avaient pas donné suite à sa requête.

Kazem Radjavi était aussi — et certains observateurs y voient une plausible explication de l'attentat — l'un des hommes à avoir joué un rôle essentiel dans le processus qui a conduit les moudjahidin à s'allier à l'Irak. Il était, dit-on, resté extrêmement proche des services irakiens.

Dominique LAGARDE



Kazem Radjavi, frère du chef des Moudjahidin, assassiné mardi soir en Suisse.

SYMPOSIUM SUR LE PEUPLE KURDE A LAUSANNE

De notre correspondant en Suisse

Tous les aspects du problème kurde, tant au Proche-Orient qu'en Europe, sont à l'ordre du jour d'un symposium international organisé du 27 au 29 avril 1990 à Lausanne par le Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS). Le choix de Lausanne est symbolique, car c'est la ville où a été signé en 1923 le traité qui prive le peuple kurde — et aussi le peuple arménien — de ses droits nationaux reconnus par le traité de Sèvres en août 1920.

La quarantaine d'intervenants sont d'une part des experts occidentaux comme Gerard Chaliand, Chris Kutschera, Joyce Blau; d'autre part des intellectuels et des responsables politiques kurdes comme Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, l'historien I.C. Vanly, co-organisateur du symposium. Des députés de souche kurde au parlement d'Ankara ont le courage d'y participer et font déjà l'objet d'une procédure de levée de leur indemnité parlementaire.

La situation des Kurdes en Irak sera exposée par Mahmoud Othman, un des premiers collaborateurs du général Barzani; celle des Kurdes d'Irak par Khosrow Abdollahi, un épigone de Ghassemlou, le leader du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) assassiné à Vienne. Il y a également des représentants des Kurdes de Syrie et de la diaspora

européenne, notamment en Suède et en RFA. Un des neuf ateliers du symposium est consacré aux minorités et peuples voisins du Kurdistan: Arméniens, Assyro-Chaldéens, Yézidis.

Cependant, ce sont les droits de l'homme qui se trouvent au cœur des débats: droits culturels dans un contexte arabe, iranien ou turc; droit à l'autodétermination en tant que nation ou minorité. Ces dernières années, la répression contre les autonomistes ou indépendantistes kurdes a pris une telle ampleur que l'on a pu parler de risque de génocide.

Enfin, le symposium devrait aborder les problèmes que posent, plus particulièrement en Suisse, la politique d'asile ainsi qu'une politique économique comportant des ventes d'armes qui contribuent à aggraver l'oppression du peuple kurde. La défense des réfugiés, la lutte contre la xénophobie et l'aide au tiers monde sont d'ailleurs les principaux objectifs du MODS fondé en 1986 et dont le secrétariat est à Berne.

Le symposium comprend aussi une partie culturelle mettant en valeur la musique, le folklore et la langue du peuple kurde. Le président du Conseil national, M. Victor Ruffy et Mme Yvette Jaggi, syndic de Lausanne, prendront la parole à la séance inaugurale, vendredi 27 avril à 19h00, au Palais de Beaulieu.

Armand Gaspard

GAMK 27 avril 1990

April 24, 1990

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

How Baghdad Could Begin to Lower the Tension

By Abe Nathan

PARIS — While the walls of fear and frustration between the countries and peoples of Europe have been coming down, giving way to bridges of hope, freedom and democracy, the countries of the Middle East face the future with uncertainty.

There is military and political chaos, and fear of the introduction of chemical warfare in the region. The Middle East might explode in a disaster that defies imagination.

At the present time it may be advisable for leaders in the region to take a lesson from the responsible behavior of Western leaders who are showing utmost caution in their public statements. Far from getting together, countries in the Middle East are drifting apart. The rhetoric of some leaders is inexcusable.

There are some among the leadership in Israel who might demand the destruction of chemical plants in Iraq. After the outbreak by the president of Iraq, many would consider it suicidal for Israel to wait for Saddam Hussein to strike. They can remind people that the Arab world seeks to destroy the people of Israel.

These arguments will meet with no objections in many parts of the world. And many people in Israel might feel reluctantly forced to support a decision to bomb the chemical plants in Iraq. Already, more than a million gas masks have been produced, and their distribution among Israel's population has begun.

If Israel did bomb these targets, it might succeed in destroying most or even all of the installations. Except for the Arab bloc and a few others, most countries would justify the action as a preventive one.

If Saddam Hussein's attitude can be judged from his statements, he would not be inclined to remain passive as he did when Israel bombed the Iraqi nuclear plant in 1981. He might find a way to carry out his threat to bring death and destruction on tens of thousands of Israelis and Palestinians. This would cause the introduction of nuclear weapons, since no one can expect any Israeli government not to drop its bombs on Iraq at such a juncture. This escalation

could be the beginning of the end for all who live in the Middle East.

Can it be avoided? At best, maybe. What is needed is to find a way to defuse Saddam Hussein's threat in such a way as to make it harder to believe that Israel should bomb the chemical installations in Iraq. Israel would have to be convinced that the danger of the destruction of Israel's people and cities does not exist.

President Hussein should, for the sake of the survival of thousands of Israelis, Palestinians and Iraqis, summon all the foreign ambassadors in his country and the international press corps and make the following pledges in order to defuse the threat of chemical warfare in the Middle East.

- Declare the willingness of the government of Iraq to join in a ban on the production and use of chemical or nuclear weapons in Iraq and all the countries of the region.

- Declare that Iraq is ready to agree with the other countries of the region to the supervision of the entire area by the United Nations.

- Declare that Iraq will not resort to chemical warfare against Israel, knowing that the result could jeopardize the lives not only of Israelis and Palestinians but also of Iraqis, and at the same time demand that Israel not strike at any targets in Iraq.

- Declare that Iraq is ready to state that it will be among the first to recognize Israel if and when Israel recognizes the legitimate rights of the Palestinian people and comes to terms with the Palestine Liberation Organization, the only legitimate representative of the Palestinians.

Such a declaration, I believe, would help bring pressure on the government of Israel or any individuals who feel that bombing targets in Iraq is a legitimate preventive action — and would also remove the temptation for Iraq's president to resort to chemical weapons.

It would help remove most of the fears of the people of Israel, and would ease the tension in the area.

Mr. Nathan, the veteran Israeli peace campaigner, contributed this comment to the International Herald Tribune.

24 heures, 30 avril 1990

Symposium sur le peuple kurde à Beaulieu Pour un dialogue international



Après des années de silence, le dialogue est redevenu possible entre les ressortissants originaires des quatre pays qui se partagent le territoire du peuple kurde.

Un tournant dans l'histoire du peuple kurde s'est peut-être amorcé ce week-end à Beaulieu. Après des années de silence des ressortissants originaires des quatre pays qui se partagent le territoire de ce peuple ont pu se rencontrer et dialoguer. Le Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS), un organisme à but humanitaire, est à l'origine de ce rassemblement. La communauté kurde, toutes tendances idéologiques confondues, a pu développer réflexion commune et fructueuse.

Ils sont nés en Turquie, en Iran, en Irak ou en Syrie mais ils sont Kurdes. A l'issue de la Première

Guerre mondiale, le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 a été imposé au Kurdistan le droit à l'autodétermination. Pourtant ce peuple, composé de plusieurs ethnies, a une histoire, une culture. Il constitue une nation. Aujourd'hui dans leurs pays d'origine, plus 25 millions de Kurdes vivent sur des territoires contrôlés et délimités par des frontières de fils barbelés, des barbes à concentrationnaires. En 1988, une tentative populaire de soulèvement est écrasée par l'armée irakienne, qui a fait usage de gaz chimiques.

Plusieurs organismes kurdes étaient présents à ce symposium, la Croix-Rouge et le HCR, notamment. Ils se sont associés à des ressortis-

sants originaires des quatre pays qui se partagent le territoire du peuple kurde. Ils ont travaillé ensemble à la reconnaissance de leur statut actuel. Ce dialogue a permis l'élaboration de deux résolutions importantes pour l'avenir du Kurdistan. La première résolution demande l'autonomie aux organes administratifs et nationales, aux gouvernements et milieux démocratiques (...) d'agir pour que l'appel d'Andreï Sakharov puisse être entendu.» (n.d.r.: appel du 13 octobre 1989 à la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire des Nations Unies pour débattre de la question kurde). —

— Urgence

International Herald Tribune april, 30 1990

Iraq: Hussein's Role Becomes More Threatening

By Flora Lewis

PARIS — The conventional Washington argument on Iraq is that President Saddam Hussein is totally impervious to official complaint but may mellow when handled with velvet. Fiercely prickly he is, but the evidence scarcely supports the conclusion.

On the contrary. After all his recent tantrums and the revelations of the clandestine drive to build weapons of mass destruction, new reports indicate that he may resort again to old-style terrorism as well. The reports come from high Palestinian sources but cannot be confirmed. They are troubling.

Baghdad is said to have authorized reopening an office of Abu Nidal's Fatah Revolutionary Council, the group responsible for the Lockerbie Pan Am bombing and other massacres. Iraq was taken off the U.S. State Department's villain list of states sponsoring terrorism last year. This seems to be Mr. Hussein's thanks.

Abu Nidal himself is in Libya, under close surveillance, evidently taking orders from Moammar Gadhafi and deprived of initiative. It is now known in Paris that the Frenchwoman Jacqueline Valente and five Belgian companions were captured three years ago by the Libyan navy and held hostage in Libya until just be-

fore the release on April 10 in Beirut of the woman, her daughter and the child's Belgian father.

Ostensibly they had been in Lebanon all that time as Abu Nidal's prisoners, and Colonel Gadhafi extracted gratitude and high praise from the French for his "humanitarian" intervention in getting them, but not their Belgian fellow hostages, set free.

From Baghdad, which was long Abu Nidal's headquarters, the group is likely to have more operating room, even if Abu Nidal can't join them. There is no telling the plans of Mr. Hussein, who appears to be in a rage.

Meanwhile, he is flexing his muscles with Arab leaders. He has forced OPEC to move its next scheduled meeting from Vienna to Geneva because an Austrian official publicly criticized him for threatening to "burn half of Israel." He is trying to oblige Arab leaders to honor him by holding their next meeting in Baghdad, although that is not yet agreed.

His influence is due in part to the popularity that his extravagant menaces to Israel and his defiance of Western appeals have won him in the public and press of several Arab countries. In part it is because trou-

bled Arab leaders are afraid of his intentions as he continues his enormous arms buildup 18 months after the cease-fire with Iran. He has again demanded territory from Kuwait, although the border was settled by agreement a couple of years ago.

The perspicacious analysis of one Arab diplomat is that Mr. Hussein, who rules by utter terror, fears he can hold power only by keeping Iraq on a war footing. He is said to be paranoid about Israel destroying his chemical weapons production as it attacked his nuclear arms plant in 1981.

But he wants to make sure that Iraqis and other Arab leaders share his cries of alarm, keeping tensions high. His aim for a Baghdad summit is a declaration of support for Iraq as speaking for the Arab nation.

Washington tilted to Iraq during the long war with Iran, which Mr. Hussein started, out of concern that Khomeinism would win and spread uncontrollably through Islam. There is still a bias in the State Department because of U.S. diplomats taken hostage in Tehran in 1979. But Mr. Hussein now claims that he won the war, since he didn't lose, and deserves the prizes of victory. His old ambition to

be dominant in the Gulf is resurgent.

If the Abu Nidal group is reinstalled in Baghdad, Washington can have no choice but to return Iraq to the state terrorism list, with its consequences. That would be merely responding to injurious challenge, hardly diplomacy. It is time for the United States to make more active efforts to isolate Mr. Hussein, who runs in effect not just a one-party but a one-man state.

He is a menace to all his neighbors, including those seeking to appease him with support such as Saudi Arabia and Jordan. But they can hardly be expected to be less indulgent toward a fellow Arab fulminating against Israel and Iran than the United States is. Washington has good reason to be irritated with Israel. That is not a reason to comfort Mr. Hussein.

Many Mideasterners bemoan the fact that their region seems to be losing significance now that they can't play Cold War tag. No doubt many more, muzzled by dictatorships, bemoan the fact that their region has not joined the march to democracy. They suffer most from their own sick societies. Washington cannot prevent that, but it can at least rally moderates against intimidation by the ragers.

The New York Times.

Kurdes: symposium

Désir d'ouverture

Le Symposium pour le peuple kurde, organisé durant trois jours à Lausanne par le Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS), s'est achevé hier par un appel aux parlementaires et aux autorités suisses à soulever immédiatement la question kurde dans les réunions internationales auxquelles ils participent. Tous les Etats, la Suisse en particulier, sont, en outre, appelés à une politique d'asile ouverte avec arrêt complet du renvoi de réfugiés d'Irak, d'Iran, de Syrie et des onze provinces kurdes soumises à l'état d'urgence en Turquie, indique une résolution adoptée à l'issue du symposium. En effet, rappelle entre autres la résolution, la répression des droits kurdes suscite un exode accru, notamment de Turquie et d'Irak, et «les pays occidentaux, pour la plupart, sous-estiment la portée des motifs de cette fuite du pays d'origine. Ainsi, 95% des demandes d'asile de requérants domiciliés en Turquie sont refusées».

(ATS)

**LE
COURRIER**

30 avril 1990

GAZETTE DE LAUSANNE
30 avril 1990

SYMPOSIUM A LAUSANNE

Appel pour le peuple kurde

(ATS). – Le Symposium pour le peuple kurde, organisé durant trois jours à Lausanne par le Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS), s'est achevé dimanche par un appel aux parlementaires et aux autorités suisses à soulever immédiatement la question kurde dans les réunions internationales auxquelles ils participent.

Tous les Etats, la Suisse en particulier, sont par ailleurs appelés à une politique d'asile ouverte avec arrêt complet du renvoi de réfugiés d'Irak, d'Iran, de Syrie et des onze provinces kurdes soumises à l'état d'urgence en Turquie, indique une résolution adoptée à l'issue du Symposium.

En effet, rappelle entre autres la résolution, la répression des droits kurdes suscite un exode accru, notamment de Turquie et d'Irak, et «les pays occidentaux, pour la plupart, sous-estiment la portée des motifs de cette fuite du pays d'origine. Ainsi, 95% des demandes d'asile de réquérants domiciliés en Turquie sont refusées».

Plus de 500 Kurdes immigrés et sympathisants s'étaient réunis à l'initiative du MODS pour mieux faire connaître l'histoire et la lutte d'un pays éclaté et afin d'offrir une tribune aux Kurdes eux-mêmes. Le Symposium avait été ouvert vendredi soir par Victor Ruffy, président du Conseil national, et Yvette Jaggi, syndique de Lausanne. Des représen-

tants des communautés kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie étaient présentes.

Dans une deuxième résolution, un «appel a été lancé aux Nations Unies pour qu'elles convoquent une assemblée générale extraordinaire afin de débattre de la question kurde. Ceci en soutien de l'appel dans le même sens d'Andrei Sakharov du 13 octobre dernier. Les Kurdes réunis à Lausanne reprochent aux Nations Unies de ne s'être pas occupées jusqu'ici de cette question.

Enfin, le MODS reproche à la Suisse ses livraisons d'armes permanentes à la Turquie, l'utilisation croissante de ce pays par des firmes suisses pour y produire sous licence et les transferts de production d'armement suisse en Turquie et en Irak. Il dénonce en particulier la livraison d'avions Pilatus armés en Belgique et celle de bulldozers de Langenthal «utilisés pour raser des villages kurdes en Irak».

Neuf ateliers ont permis de débattre de thèmes allant des relations économiques entre la Suisse et le Proche-Orient, au rôle des femmes kurdes, des conditions de vie de la diaspora et à l'aide européenne à la résistance kurde. Cette diaspora compte plus de 600 000 personnes en Europe.

Le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne* publient les cours de la bourse les plus complets de la presse non spécialisée en Suisse romande.